

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
Jeudi 28 juin 2018**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 28 juin 2018
18h00 - Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion
2. Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier
3. Convention de services comptables et financiers 2018
4. Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

5. Zone d'aménagement concerté EAI
Dossier de réalisation de la ZAC
Approbation
6. Zone d'aménagement concerté EAI
Programme des équipements publics
Approbation
7. Zone d'aménagement concerté EAI
Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les participations financières liées au volet eau potable
en dehors du périmètre de la ZAC
Approbation - autorisation de signature
8. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Lot 4a1
SAS "Campus créatif"

9. ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 7 - Lot n°6bis A
"ACM Habitat"
10. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds
artisansaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue Georges Clemenceau
11. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2
Création d'une épicerie bio et bar à jus
12. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL
Création d'un restaurant italien avec épicerie fine
13. FONCIER
Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard
appartenant à la Ville de Montpellier
14. Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone
15. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions

SÉCURITÉ PUBLIQUE

16. Stationnement Payant sur Voirie
Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)
avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)
en cycle complet
17. Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault
18. Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement
19. Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019
Interventions Police Municipale
Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier
20. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier
Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes
et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation
Autorisation à signer la convention

21. Intervention d'agents de la Police Municipale
Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs
Autorisation à signer la convention d'indemnisation

22. Intervention d'agents de la Police Municipale
dans le cadre du festival Family Piknik 2018
Autorisation à signer la convention d'indemnisation

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

23. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018

24. Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

25. Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires
Projet Educatif de Territoire (PEdT)

26. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse
des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE)

JEUNESSE ET SPORTS

27. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018

28. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations
Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019

29. BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI
Quartier Près d'Arènes
Demande de subventions

30. Attribution de subventions
Appel à projets Eté à la Mosson
Ville de Montpellier - Associations sportives
Exercice 2018

AFFAIRES SOCIALES

31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

ECOLOGIE URBAINE

32. Convention-mémoire entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Sup Agro de Montpellier
Projet d'étudiants ingénieurs 2018

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

33. Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de signer

CULTURE

- 34. Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection dans la Cité Gély
Demande de subventions
- 35. Cinéma Nestor Burma
Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma
- 36. Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels
Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville
- 37. Festival Family Piknik
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovment Event
- 38. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2018

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

- 39. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

RELATIONS INTERNATIONALES

- 40. Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018
- 41. Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018
- 42. Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018
- 43. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

- 44. Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018
- 45. Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier
- 46. Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier
- 47. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452

48. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances
49. Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit
50. Hôtel Baudan de Varennes
Hôtel Baschy-du-Cayla
Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques
51. Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier
19 rue Lallemand
Autorisation de signer le contrat de location
52. Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles règlementaires pour véhicules.
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
53. Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature

RESSOURCES HUMAINES

54. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain"
55. Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier
56. Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier
57. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Évènementiel - Modification - Autorisation de signature
58. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
59. Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme – Approbation
60. Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile
61. Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du Jeudi 28 juin 2018

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 22 juin 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 28 juin 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric de SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné procuration à Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA ayant donné procuration à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné procuration à Titina DASYLVA, Caroline NAVARRE ayant donné procuration à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné procuration à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné procuration à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusé :

Patrick VIGNAL.

Remise de médaille de citoyen de la Ville de Montpellier à Olivier JONQUET, professeur de médecine du CHU de Montpellier et ancien président de la CMU, pour l'ensemble de sa carrière et les dons d'archives que M. JONQUET et sa famille ont remis à la Ville :

Monsieur le Maire : Merci Mademoiselle BODKIN. Le quorum est très largement atteint, donc nous pouvons valablement délibérer. Il est de tradition d'honorer une citoyenne ou un citoyen de la ville qui participe activement à la vie de la Cité en début de Conseil. Nous allons donc poursuivre cette tradition aujourd'hui en faisant citoyen d'honneur Monsieur le Professeur Olivier JONQUET, à qui je vais demander de me rejoindre. On va faire un petit mot sur Olivier JONQUET.

C'est avec un immense plaisir que je reçois Olivier JONQUET avec vous, élus de la Ville, dans cet Hôtel de Ville. Cela résonne, dans cet Hôtel de Ville de Montpellier. Olivier JONQUET est issu d'une ancienne famille montpelliéraine. En effet, c'est dès 1682 que la famille JONQUET, partie du hameau du Liquier, entre Nant et Saint-Jean-du-Bruel dans l'Aveyron, dans la vallée de la Dourbie, s'installe ensuite à Montpellier. Sa famille maternelle est entre autres originaire d'Agde et de Pézenas. Autrement dit, ses racines familiales sont solidement ancrées dans le Sud. Présents depuis plus de 400 ans dans le paysage montpelliérain, les membres de la famille JONQUET font partie intégrante de la vie de notre Cité. Son grand-père, Emile, notaire montpelliérain, faisait partie de la compagnie des barons de Caravètes. Son père, le docteur Pierre JONQUET, qui nous a quittés en septembre dernier, fut un cardiologue brillant de la ville et membre fondateur de la Clinique du Parc à Castelnau-Le-Lez en 1967. Avant de poursuivre dans le sillon paternel d'un parcours médical, vous avez poursuivi, M. JONQUET, un cursus scolaire au collège des Jésuites montpelliérain en l'Enclos Tissié-Sarrus. Votre enfance sera marquée par un engagement actif dans le scoutisme. Vous êtes interne des hôpitaux en 1975, chef de clinique assistant en 1980. Vous poursuivez votre carrière au service des maladies infectieuses à partir de 1984. Vous êtes également un homme de conviction et d'action. Vous relevez tous les défis au service de la médecine et de l'intérêt général. Je citerai trois dates importantes dans votre parcours extrêmement fourni. En 1989, vous êtes nommé professeur agrégé de réanimation médicale. En 1994, vous prenez les fonctions de chef de service de réanimation médicale. Et en 2010, vous devenez coordonnateur du pôle EMMBRUN comprenant sept services : endocrinologie, maladie métabolique, médecine interne, brûlés, réanimation, urologie et néphrologie. Vous avez également été président de la commission médicale d'établissement de l'hôpital de Montpellier. Votre intense activité professionnelle ne vous empêche pas d'assurer de nombreux mandats dans les instances du CHU, de l'Université de Montpellier ainsi que de l'Agence Régionale de Santé.

Bien que la liste de vos engagements professionnels soit déjà impressionnante, l'humanisme qui vous caractérise vous permet de vous mettre à disposition d'actions associatives notamment sur les problématiques des maladies neurologiques et celles du maintien des personnes malades à domicile. Et je citerai l'action que vous avez à la Cardabelle, cette institution pour les enfants handicapés. Je ne peux pas non plus oublier de citer une activité qui témoigne de votre bouillonnement intellectuel. A l'aube du nouveau millénaire, vous êtes élu à l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier et cette année, vous en assurez la Présidence Générale après avoir présidé la section de Médecine en 2017. Tout cela, vous n'auriez pas pu le faire sans le concours de votre épouse, Colette CHEVALIER, de vos sept enfants, cinq filles et deux garçons et de toute votre famille dont de nombreux membres sont présents avec nous aujourd'hui. Je suis très heureux de vous remettre cette médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier, cette distinction au nom de tous les élus du Conseil Municipal.

Cette citoyenneté d'honneur est une juste reconnaissance que nous vous devons pour vos mérites personnels et votre contribution au service des citoyens de notre Ville. Mais elle est aussi la

gratitude que nous avons envers vous pour la donation de deux tableaux que vous et votre famille avait souhaitée faire à la Métropole de Montpellier. Ces portraits représentent Hippolyte POGGIOLI et son épouse Marie-Laurence, née MISTRAL. En fait, ce sont les rédacteurs en chef du Petit Méridional, l'ancêtre de Midi-Libre. Homme de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, il fut donc rédacteur du journal le Petit Méridional, franc-maçon. Farouche défenseur de la République, il a participé à de nombreuses œuvres laïques et sociales de la Région. Si vous évoquez avec humour ces deux tableaux qui faisaient peur aux petits-enfants dans l'entrée de la maison de vos parents, nous sommes très heureux qu'ils entrent dans le patrimoine collectif afin de perpétuer le récit de l'histoire locale et nos valeurs républicaines. Ils sont désormais exposés dans le magasin Gaston BAISETTE de la Médiathèque Centrale Emile ZOLA. Ils sont aux côtés de l'ensemble des archives du Petit Méridional qui ont été numérisées et que nous possédons *in extenso* à Emile Zola. Pour toutes ces raisons, M. le professeur Olivier JONQUET, je suis très heureux de vous faire citoyen d'honneur de la ville de Montpellier.

Applaudissements.

M. JONQUET : Merci. L'émotion... Je prends... Ce ne sera pas très long, mais... M. le Maire, M. le Président, je reçois cette distinction avec beaucoup d'émotion à titre personnel mais aussi pour ma famille. Je dois excuser mon frère qui est retenu par des obligations professionnelles. Et donc cette distinction est la reconnaissance d'une vie familiale et professionnelle passée à Montpellier quasiment sans interruption, vous l'avez rappelé. Mais si cela veut sanctionner des mérites, je crois qu'avant de donner ou de faire, on reçoit. On reçoit et j'ai tout reçu, beaucoup reçu. D'un pays, la France, que la nature a faite belle et l'histoire a faite grande, disaient les vieux manuels d'histoire d'Ernest LAVISSE. Maintenant, l'histoire, c'est des idées, bon. Mais voilà. Donc et l'histoire, elle s'incarne dans des lieux, dans des dates et dans des hommes surtout. D'une Région, le Languedoc, qu'on appelle maintenant l'Occitanie, aux reliefs et aux climats contrastés, qui marque les caractères qui sont mêlés à la fois de sobriété et de vivacité, parfois explosive. De Montpellier, de Montpellier qui est une ville qui sait accueillir à la fois les hommes, les idées, les innovations et aussi les mettre en valeur. Des édiles de Montpellier, si, des édiles de Montpellier : François DELMAS, Georges FRECHE, Madame MANDROUX et vous-même. Quand on regarde les projets de la Ville, de la Métropole, je pense que c'est dur de vous suivre. Et donc, vous avez su tous dynamiser notre ville. Pourquoi ? Parce que vous en aviez la passion. Et vous en avez la passion.

J'ai aussi reçu de ma famille qui s'est implantée dans notre Cité, vous l'avez rappelé, il y a quelques générations mais qui, sans se piquer de rien, a participé à sa vie, a occupé le terrain là où elle était. J'ai aussi reçu de mes parents, avec ma sœur et mon frère. Ils nous ont donné un regard bienveillant sur les êtres et les choses. La médecine aussi. La médecine, vous l'avez rappelé, c'est l'ADN de notre Ville, de notre Cité. Elle en est le fleuron grâce à mes prédécesseurs et mes collègues universitaires. J'en vois un parmi vous, plusieurs parmi vous, pardon. Et je n'en suis qu'un maillon. J'ai aussi reçu beaucoup des malades et de leurs familles qui, au travers de ma spécialité, la réanimation, m'ont beaucoup appris. J'avais appris une médecine pour guérir. Certes, cela arrive, mais beaucoup de maladies aiguës qui tuaient rapidement, sont devenues des maladies chroniques sur plusieurs années, sur plusieurs dizaines d'années : le sida, certains cancers et autres. Et j'ai appris, donc, sur le tard à accompagner ces situations. Le contact aussi avec la souffrance, les difficultés, la vulnérabilité et au passage, ça nous rappelle les nôtres, cela nous révèle aussi nos fragilités. Cela donne un regard un peu apaisé sur la vie et relativise beaucoup de choses. L'exercice solitaire de la médecine a disparu. On parle du service du professeur Untel. Mais ce professeur Untel, il ne serait rien sans une équipe solide. Et je n'aurais pas pu faire ce que vous avez détaillé sans une équipe qui ne se réduit pas à des médecins mais qui regroupe des infirmières, des aides-

soignants, des kinés, des secrétaires, des administratifs et je n'oublie pas les politiques qui animent nos séances de conseils d'administration ou de conseils de surveillance maintenant. Les étudiants aussi. On reçoit beaucoup des étudiants par leurs attentes, leur soif d'apprendre nous stimule et nous pousse à aller plus loin.

Et dans mes remerciements, et tout ce que j'ai reçu, je n'oublie pas, vous l'avez rappelée, mon épouse, Colette et mes enfants qui, même si je n'ai pas été très présent m'ont toujours soutenu et évité que la tête ne gonfle trop et parce qu'ils savent aussi me prendre en flagrant délit d'humanité et c'est très bien comme cela, comme disait PAGNOL. M. le Maire, je vous renouvelle mes remerciements pour l'honneur que vous me faites et vous prie de croire, avec tout votre Conseil municipal, toute l'estime que j'ai pour l'engagement que vous avez au service du bien commun et de notre cité. Ayant eu quelques engagements collectifs, je mesure ce que cela doit être sur une Ville, une Métropole comme celle de Montpellier et vraiment, cette estime, cette vénération que j'ai pour toutes ces personnes qui s'engagent, ce n'est pas un vain mot. Merci M. le Maire.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Comme vous aimez Montpellier, nous allons vous offrir l'histoire de la Ville que nous avons rééditée chez PRIVAT, à Toulouse, qui s'arrête au décès de Georges FRECHE en 2010. Et puis le bel ouvrage que nous avons réalisé sur la Métropole « Montpellier, citoyenne du monde ». Voilà.

M. JONQUET : Merci.

Monsieur le Maire : En principe, nous poursuivons le Conseil par une série d'informations. Exceptionnellement, je n'ai pas d'information. Donc, je vous propose d'adopter l'ordre du jour du Conseil municipal qui comporte 61 affaires. L'affaire 54 de l'ordre du jour a été déposée sur vos tables. La modification concerne la suppression de la mise à disposition de l'agent contractuel de catégorie A relevant de la filière administrative. En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la mise à disposition de neuf agents titulaires auprès de l'EPCC MoCo. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Djamel BOUMAAZ : Il y a une abstention.

Monsieur le Maire : Je fais revoter. Essayez de lever le bras quand je fais voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance du procès-verbal de la séance du 3 mai 2018. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas de demande d'intervention, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix
Contre : 0
Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Patricia MIRALLES entre en séance et récupère la procuration donnée à Monsieur Fabien ABERT, Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance et récupère la procuration donnée à Monsieur Patrick RIVAS. Mesdames Anne BRISSAUD et Séverine SCUDIER et Messieurs Cédric de SAINT-JOUAN et Alex LARUE et entrent en séance.

Madame Julie FRÊCHE sort de séance.

Monsieur Cédric de SAINT-JOUAN et Monsieur Djamel BOUMAAZ sortent définitivement de séance.

Monsieur le Maire : Vous avez pris également connaissance des synthèses des décisions, et le prochain Conseil municipal de la Ville de Montpellier se tiendra le mardi 17 juillet à 18 heures. 17 juillet. 18 heures. Nous passons au premier point de l'ordre du jour. Oui, M. BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Bonjour M. le Maire. Je vais juste prendre la parole très rapidement sur les décisions que vous avez prises hors Conseil municipal. Donc, on va le répéter, c'est la loi. Mais ces décisions doivent être motivées et présentées au prochain Conseil municipal. Vous le faites rarement. Moi, c'est sur la décision VD 2018-223 Direction des affaires juridiques de la commande publique et contentieux. Donc, on a un contentieux avec M. TEULADE. Alors c'est un recours pour excès de pouvoir contre un refus de communication de documents administratifs. J'ai pu obtenir certains documents, notamment du Tribunal Administratif et notamment celui de la commission d'accès aux documents administratifs, la CADA, qui donne un avis favorable à M. TEULADE pour que M. TEULADE puisse obtenir ce document et permis de construire. Donc je voulais savoir, M. le Maire, pourquoi, aujourd'hui, pour une photocopie d'un permis de construire, nous sommes obligés, ou vous êtes plutôt obligés de faire un recours pour excès de pouvoir contre un refus de communication de documents et donc d'utiliser l'argent public pour, premièrement, payer un avocat devant un Tribunal Administratif alors que cette affaire aurait pu nous coûter 5 centimes d'euro, juste une photocopie et donc donner un document à M. TEULADE qui fait juste la demande d'une transparence, parce que ce mot « transparence » va surement revenir tout à l'heure par rapport au Compte Administratif. Ce sont des termes que M. Max LEVITA avait employés l'année dernière. Donc voilà, si vous pouviez simplement me répondre, M. le Maire, ou par écrit ou aujourd'hui : pourquoi faire appel à un service juridique pour refuser des documents administratifs à un citoyen ?

Monsieur le Maire : C'est vous qui êtes l'avocat de M. TEULADE ?

Djamel BOUMAAZ : Non, je ne suis pas l'avocat de M. TEULADE.

Monsieur le Maire : C'est vous, le porte-parole de M. TEULADE ?

Djamel BOUMAAZ ; Non, pas du tout, non.

Monsieur le Maire : Je suis très étonné qu'un membre du Front National soit porte-parole d'un membre d'Europe Ecologie Les Verts. C'est curieux.

Djamel BOUMAAZ : Je ne suis pas membre du Front National. Je ne suis pas membre du Front National, vous le savez très bien.

Monsieur le Maire : Très curieux. Une connexion supplémentaire.

Djamel BOUMAAZ : Si vous voulez que je vous rappelle, M. le Maire, ce qu'il s'est passé en 2014, il n'y a pas de souci.

Monsieur le Maire : Merci, M. BOUMAAZ. Nous passons à l'affaire 1. C'est Max LEVITA qui va présenter le Compte administratif exercice 2017 et je sortirai de la pièce et ne voterai pas comme le demande la loi. La parole est à Max LEVITA.

1. Exercice 2017 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier et Compte de Gestion

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2017 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	64 384 946.49	84 850.00
921	SSECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	12 342 930.73	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	68 304 490.34	401 934.00
923	CULTURE	9 948 311.71	735 164.00
924	SPORT ET JEUNESSE	19 060 750.12	205 250.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 110 464.05	293 662.00
926	FAMILLE	28 408 771.62	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	28 007 819.89	
929	ACTION ECONOMIQUE	5 947 597.57	3 800.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	7 942 908.45	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	41 227 184.35	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	25 299 056.15	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	230 970.08	
TOTAL		325 216 201.55	1 724 660.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	10 373 533.69	
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	180 717.45	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	7 322 377.35	
923	CULTURE	1 063 584.32	
924	SPORT ET JEUNESSE	3 636 402.33	
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	528 334.88	
926	FAMILLE	14 579 807.24	

928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	14 748 535.39	
929	ACTION ECONOMIQUE	4 677 393.24	
931	OPERATIONS FINANCIERES	570 163.73	
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	75 997 613.59	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	214 275 359.15	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	37 762.48	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	139.66	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	21 598 329.77	
TOTAL		369 590 054.27	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATION S 2017	RESTES A REALISER
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6 672 710.91	4 181 712.48
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	1 343 193.32	462 044.97
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	18 041 568.96	9 406 913.22
903	CULTURE	2 314 369.74	944 981.21
904	SPORT ET JEUNESSE	2 859 087.27	480 360.36
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	49 784.84	20 000.00
906	FAMILLE	1 351 279.60	721 180.37
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	17 403 682.75	11 790 072.20
909	ACTION ECONOMIQUE	160 020.14	131 534.47
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 020.12	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	33 669 481.97	
913	TAXES NON AFFECTEES	54 752.00	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	37 762.48	
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	20 251.57	
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	23 386 773.84	
TOTAL		109 156 739.51	28 138 799.28

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES			
CHAPITRE	LIBELLE	REALISATIONS 2017	RESTES A REALISER
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	141 387.61	
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	208 505.00	
902	ENSEIGNEMENT-FORMATION	252 003.50	
903	CULTURE	77 800.65	

905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	55 785.66	
906	FAMILLE	256 699.58	
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	937 977.39	
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 792 020.12	
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	28 313 286.30	24 995 160.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	36 735 812.49	
913	TAXES NON AFFECTEES	702 283.09	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	25 299 056.15	
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	5 931.96	
TOTAL		94 778 549.50	24 995 160.00

Le résultat brut global 2017 du Budget Principal est de + 29 995 662.71 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 25 127 363.43 euros.

Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2016	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture brut CA 2017	Résultats des reports	Résultat net 2017
Investissement	- 23 386 773.84		9 008 583.83	- 14 378 190.01	- 3 143 639.28	- 17 521 829.29
Fonctionnement	52 090 123.54	- 30 491 793.77	22 775 522.95	44 373 852.72	- 1 724 660.00	42 649 192.72
Total	28 703 349.70	- 30 491 793.77	31 784 106.78	29 995 662.71	- 4 868 299.28	25 127 363.43
Pour mémoire : résultat net 2015	20 557 231.77					

Conformément aux articles L.2313-1 et R.2333-43 du Code Général des Collectivités Territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles ainsi qu'une annexe sur les recettes procurées par la taxe de séjour et l'emploi de celles-ci pour des actions de nature à favoriser la fréquentation touristique sont annexées au rapport de présentation du Compte Administratif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Compte de Gestion 2017 du budget principal ;
- D'approuver le Compte Administratif 2017 du budget principal ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- De prendre acte que la présentation brève et synthétique et l'annexe sur les recettes procurées par la taxe de séjour et l'emploi de celles-ci pour des actions de nature à favoriser la fréquentation touristique sont annexées au rapport de présentation du Compte Administratif ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le 1^{er} Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Merci, M. le Maire. La présentation du Compte Administratif répond à un enjeu de démocratie puisqu'il s'agit de vous présenter, mes chers collègues, le montant définitif des recettes

et des dépenses de la collectivité lors de l'année écoulée. Ceci de manière à permettre, à vous, membres de la majorité ou membres de l'opposition et aux citoyens, de savoir précisément comment est employée leur contribution.

Donc, le premier point sur lequel je voulais insister est sur la transparence financière. Nous sommes engagés dans la procédure de certification des comptes. Alors vous savez, c'est l'Etat qui a choisi un certain nombre de candidats pour tester les mesures nécessaires à la certification générale des comptes. Nous sommes deux villes dans la strate des villes de plus de deux cents mille habitants, la ville de Paris et la ville de Montpellier. Ce que je vais essayer de vous montrer, c'est qu'au cours de l'année 2017, à la fois par le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, nous avons été porteurs d'une très grande ambition, celle de développer l'offre de services publics sur notre territoire dans une dynamique solidaire et transparente. Donc là, nos objectifs se marquent par une année vertueuse et respectueuse de nos engagements. Vous les avez publiés. 0% d'évolution des taux d'imposition depuis 2014, 15, 16, 17, 18. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées. Des taux d'épargne en nette progression et une capacité de désendettement plus que jamais maîtrisée puisque nous sommes en-dessous de 4 ans en 2017 et vous ajoutez ce qui n'est pas écrit sur le *slide* que vous avez, le bouclier social maintenu mais j'aurai l'occasion d'en parler.

Nous avons au total dépensé 384 millions au service des montpelliérains en 2017 sur nos trois priorités : l'éducation et l'enfance, l'amélioration du cadre de vie et le fait de favoriser le bien-vivre ensemble. Je voudrais mettre l'accent sur le lancement de la certification des comptes. Là, vous avez un graphique qui est particulièrement significatif parce que c'est ce à quoi nous voulons aboutir en liaison bien sûr avec la Cour des Comptes et la Chambre Régionale des Comptes. Vous avez sur ce graphique la Ville de Montpellier et nous devons obtenir, dans la démarche de certification, pour que tout soit parfaitement clair, dans les relations de la Ville avec la Métropole, dans les relations de la Ville avec le CCAS, dans les relations de la Ville avec ses quatre sociétés d'économie mixte - je vous rappelle, les quatre sociétés, c'est la SERM, la SOMIMON, la TAM, Montpellier Events, plus la SPL SA3M. Nous avons quatre délégations de service public qui portent sur deux crèches, la fourrière et le stationnement de surface. Dans le système actuel, nous subventionnons 900 associations et nous apportons notre garantie d'emprunt à 33 sociétés ou associations. Donc sur cet ensemble-là, vous avez une présentation systémique. Premièrement, il faut que l'on aboutisse à une formalisation des procédures permettant leur contrôle. Il faut que l'on aboutisse à une transparence et une régularité des dépenses et des recettes. Il faut que nous ayons une connaissance parfaite de notre patrimoine afin de le gérer de manière satisfaisante. Bien sûr, il faut que nous sécurisions nos données et nos systèmes d'information et enfin, au total, comme nous avons des relations avec d'autres que nous, que nous maîtrisons les risques qui sont encourus par le fait même de ces relations.

Deuxième point sur le *slide* suivant. Vous avez dans le rapport un mémoire budgétaire qui garantit le système de nos relations avec la Métropole. Alors j'y reviendrai un tout petit peu plus loin mais là, vous avez le général, à savoir : il y a un flux de la Ville vers la Métropole qui accompagne le transfert de compétences de 48 300 000 et de l'autre côté, il y a un flux de la Métropole vers la Ville pour des opérations diverses sur lesquelles je reviendrai plus en détail. Donc vous avez 48 000 000 d'un côté et 4 100 000 de l'autre. Si je vous présente dans une première partie de l'exposé les finances de la ville, là, nous avons les trois points les plus significatifs : une gestion vertueuse. Nous augmentons notre épargne brute de 9%. Nous augmentons notre épargne nette de 23%. La dette par habitant, elle, est inférieure de 46% à la moyenne de la strate. Les engagements sont tenus sur la fiscalité. 0% sur les taux depuis 2014. Nous avons maintenu le bouclier social et enfin, on aboutit à un résultat satisfaisant. On a un résultat brut qui est le résultat de la gestion de 2017 de 30 millions

dont je vous présenterai l'utilisation lors de la prochaine séance quand je vous appellerai à voter pour un budget supplémentaire.

Les grands agrégats, vous les avez représentés, permettant de comparer les recettes totales de 464 millions dont 385 millions de recettes réelles de l'exercice aux dépenses et le calcul qui en résulte, donc 30 millions en résultat brut et 25 millions en résultat net. Le tableau qui est le plus significatif et qui représente l'ensemble de la gestion de l'année, c'est le tableau qui montre le bouclage du budget et qui vous permet de voir l'importance des recettes bien sûr, des dotations, l'importance des dépenses de charges courantes, de personnel, etc., pour aboutir au résultat que je vous ai indiqué : 30 millions bruts, 25 millions nets. Pour vous donner un certain nombre de ratios qui sont relativement significatifs, pour la dotation globale de fonctionnement, nous avons, au CA 2017, 233 euros. La moyenne de la strate, alors ce n'est pas la même année parce que les chiffres de 2017 ne sont pas encore sortis, ce sont les chiffres de 2015, pour la strate nationale, on est à 242 euros. Cet écart nous paraît un peu obscur mais l'Etat s'est engagé en 2017 à nous fournir le calcul de sa dotation globale de fonctionnement et à ce moment-là, nous pourrions voir de façon précise l'explication de cet écart qui dure depuis une vingtaine d'années.

Le deuxième ratio, c'est la dépense réelle de fonctionnement. On est à 1 063 euros sur 1 220 sur la strate nationale, donc on est largement en-dessous. L'encours de dette, on est à 46% en-dessous de la moyenne nationale pour l'année 2015. Un point qui est intéressant, c'est les taux de réalisation. En fonctionnement, on a un taux de réalisation qui est tout-à-fait satisfaisant : 96%. En dépenses d'équipement, on est à 58%. C'est un ratio qui n'est pas satisfaisant, qui s'explique par les raisons suivantes : d'une manière générale, on a maintenant de plus en plus de recours ce qui retarde le moment où l'on met en place l'équipement qui était prévu, premier point. Le second point, comme on est dans une phase de restrictions des dépenses, les services savent que, quand on fait l'année N, on commence par l'année N-1. Donc, si on diminue en année N-1, il y a des chances qu'on en tienne compte en année N. On a tout intérêt à avoir un chiffre élevé dans l'année précédente, ce que nous connaissons. Mais ceci étant, voilà le chiffre résultat. Vous avez la présentation de la chaîne de l'épargne. Donc on a des recettes de fonctionnement qui ont augmenté de 4,3%. Les dépenses de fonctionnement hors intérêts n'ont augmenté que de 3,7. Notre épargne de gestion a donc augmenté. Nos intérêts ont diminué du fait d'une gestion active de la dette d'une part et d'autre part du fait que les taux d'intérêts sont faibles. Ils ont diminué donc l'épargne brute a considérablement augmenté de 9,1%. Comme nous remboursons le capital de la dette, l'épargne nette, elle, a augmenté de 22,8%, ce qui nous permet au total d'obtenir, avec une épargne brute en augmentation, une épargne nette en augmentation, une capacité de désendettement qui passe au-dessous de 4.

On va rentrer un tout petit peu dans le détail, si vous voulez, je vais essayer d'être le plus rapide possible, mais 400 millions, je ne peux pas les traiter en deux minutes. Donc, les recettes réelles, vous avez la présentation : là, la fiscalité représente 214 millions, les dotations de l'Etat 75 millions. Au total, les deux représentent 75% des recettes de l'exercice. Vous dire deux mots sur la fiscalité. La fiscalité, d'abord, on est à 0% de fiscalité. Le seul ennui, c'est que maintenant c'est un exploit mais comme cela fait quatre ans, on considère que ce n'est plus un exploit. Mes chers collègues, vous savez l'exploit que vous faites, vous. Pour moi, c'est très facile. Je constate et vous, vous réalisez. Je vous en remercie. Mais nous sommes à 0%. Je me permets de souligner que, à nouveau, il n'y a que deux villes qui ont fait cela au cours de ce mandat : Paris, mais Paris n'est pas dans la même catégorie que nous, et Montpellier. Donc 0% d'augmentation de nos taux. Les taux ont été maintenus. 22,49 sur la taxe d'habitation. 31 sur le foncier bâti et 112,71 pour le foncier non bâti. Permettez-moi de souligner à nouveau, que si on ajoute les taux communaux et intercommunaux, nous sommes derrière Lille, nous sommes derrière Marseille et nous sommes derrière Strasbourg. Nous sommes derrière Rennes. Nous sommes derrière Toulouse. On est en sixième position. On est

à 34,57% pour la taxe d'habitation. Et si la taxe d'habitation, on tient compte du bouclier fiscal, du bouclier social dont je vais vous parler dans un mois, cette taxe d'habitation, elle descend aux environs de 18,5%. Donc, je vous en supplie, mes chers collègues, défendez que sur ce thème, le foncier, la taxe d'habitation, nous sommes tout-à-fait moyens.

En revanche, je vous accorde, je vous ai toujours accordé, que pour le foncier bâti, nous avons des efforts à faire. Nous en faisons d'ailleurs. Mais nous ne sommes plus premiers, nous sommes maintenant seconds derrière Nantes. Nous maintenons le bouclier social. Alors, le bouclier social, il y a quatre allègements dans notre système. Il y a un abattement général à la base pour tout le monde. Mes chers collègues, vous avez vu votre taxe d'habitation. Elle est diminuée de 113 euros pour chacun d'entre vous. Il y a un deuxième abattement qui est également de 15% pour les foyers à ressources très modestes. Comme ces 15%, c'est toujours 113, puisque le taux s'applique non pas à votre valeur locative mais à la valeur locative moyenne de la ville. Troisième abattement, c'est l'abattement pour majoration pour charge de familles à partir du 3^{ème} enfant. Et un quatrième abattement de 10% pour les personnes handicapées que nous avons mis en place en 2016. Au total, c'est 17,3 millions que nous abandonnons aux citoyens en général et aux familles. Vous avez également sur les tableaux, les villes qui sont la même chose que nous. Vous voyez que nous ne sommes pas nombreux.

Un point sur lequel je vais passer rapidement, vous l'avez dans le rapport : c'est un décalage de l'évolution de nos bases par rapport à la réalité du territoire. C'est un problème qui nous préoccupe ; c'est un problème qui préoccupe également la Direction départementale des finances publiques. Nous avons le sentiment que l'évolution physique de nos bases ne correspond pas totalement à la réalité. Il y a eu des augmentations l'année dernière plus élevées à Béziers qu'à Montpellier, ce qui paraît étonnant. Mais ce n'est pas du tout pour critiquer la Ville de Béziers. C'est un résultat. Il nous étonnerait qu'il y ait autant de créations de logements et d'afflux de population à Béziers qu'à Montpellier. Mais la DGFIP en est consciente. Je vous demanderais l'autorisation de signer avec eux une convention pour améliorer nos résultats dans ce domaine.

Vous avez sur le bas du tableau le résultat du produit fiscal. La taxe d'habitation est passée de 80 millions à 81,2 millions ; la taxe foncière de 109 millions à 112 millions ; la taxe foncière non bâtie est restée identique à 600 000 €. Nous poursuivons en coopération avec la Direction départementale des finances publiques, un travail d'amélioration et de contrôle des circuits d'information entre les deux administrations afin de garantir l'équité fiscale entre les contribuables. Tous les contribuables doivent contribuer. Et, également, afin que nous touchions l'intégralité des ressources fiscales du territoire.

Les dotations et compensations de l'Etat en 2017 : nous étions dans la situation où l'Etat diminuait les dotations allouées aux Communes et aux Métropoles, aux intercommunalités. La diminution a été de 8 millions en 2017 par rapport à 2015. Nous sommes passés entre 2016 et 2017 de 38 millions à 36 millions. Pour nous, cela a été compensé par une augmentation de la dotation de la solidarité urbaine qui a augmenté de 22,8 millions à 25 millions. Au total, nous n'y perdons pas, mais la dotation de la solidarité urbaine n'est pas faite pour cela. Elle est faite pour nous permettre de rattraper un retard par rapport aux autres communes françaises.

Le fonds national de péréquation a diminué cette année, tout simplement parce qu'il y a eu de nouvelles collectivités ; il y a eu le changement de périmètre des EPCI qui a modifié la répartition. Vous en avez le tableau sous les yeux. En fiscalité indirecte, les droits de mutation sont restés assez dynamiques, puisque nous avons encaissé 13 millions en 2017, contre 10 millions en 2016. La taxe de séjour a représenté 1,9 millions en 2017. Je vous ai dit et je vous rappelle, que la taxe de séjour, à

partir du 1^{er} janvier 2018, est transférée à la Métropole mais nous avons convenu que ce montant sera pris en compte lors de la prochaine CLETC pour enregistrer ce transfert de la taxe de séjour de la Ville vers la Métropole. La taxe locale sur la publicité extérieure reste inchangée (1,3 million contre 1,4 million). Les droits de stationnement sont de 4 millions (contre 4,3 en 2016). Je vous rappelle qu'il y a une modification de la réglementation comptable. Les sommes de stationnement étaient une recette fiscale. A partir de 2018, ce sera des produits des services. Les produits des services – nous y venons – représentent, dans le domaine de gestion courante, 27,2 millions. Vous avez, publiés, les postes les plus significatifs depuis les recettes des restaurants scolaires jusqu'à la revente d'électricité.

Nous recevons des subventions de la CAF. C'est notre premier partenaire dans le domaine de la petite enfance et de l'aide éducative. En contrepartie de cette aide, bien sûr, la Ville s'engage à maintenir des services d'accueil de qualité. Voilà encaissés 13,7 millions de la CAF. En 2017, nous avons eu le fonds d'amorçage des rythmes scolaires – 1,9 million – qui disparaît pour partie en 2018 et qui disparaîtra totalement en 2019.

Les subventions d'équipement : nous avons reçu 1,7 million de subventions de l'Etat, de la Région, de la CAF, etc. Les autres recettes concernent le fonds de compensation de la TVA (6,2 millions). Nous versons la TVA en année N. Elle nous est remboursée en année N+1. Nous avons encaissé 6,2 millions en 2017. Nos relations, remboursement des avances, dans le cadre de nos relations avec la SERM et la SA3M sont en remboursement d'avances à hauteur de 18 millions.

Juste un mot sur la taxe d'aménagement, qui est due pour toutes les opérations : aujourd'hui, elle est touchée par la Métropole, mais nous pouvons discuter avec la Métropole, soit pour la laisser intégralement à la Métropole, soit d'en récupérer jusqu'à 100%. Le choix a été de laisser à la Métropole les 100%. On a simplement une taxe d'aménagement qui résulte de permis de construire qui ont été signés avant 2015 et qui ont été payés en 2017.

Le recours à l'emprunt : 10 millions, vous voyez, sur un total de 385 millions. Il représente 3% des recettes réelles de la Ville. Je vous dis deux mots sur les dépenses de fonctionnement. Là, vous avez la répartition depuis l'aménagement-développement-environnement, 19% ; l'éducation, l'enfance et la jeunesse, 30%, etc., jusqu'aux dépenses des autres charges financières de 1%. On vous a donné dans le rapport qui est publié là les principaux postes sur les charges de fonctionnement courant. Cela représente un total de 57 millions depuis entretien-réparation et nettoyage des locaux – 5 800 000, jusqu'au reversement de la part départementale de la taxe de séjour à 100 000 euros. Les dépenses de personnel : on a essayé de vous montrer, à périmètre constant, à partir de 2015. On était à 163 millions. En éliminant ce qui a été transféré à la Métropole, avec le transfert de compétences, 166 en 2016 et 170 900 000 en 2017, soit une augmentation de 2,6%.

Trois facteurs sont à l'origine de cette évolution. Je vous rappelle, en 2017, c'est la seconde partie de la revalorisation du point d'indice. On avait eu 0,6% en juillet 2016. On a eu 0,6% au 1^{er} février 2017. Cela a entraîné un coût supplémentaire de 1 100 000. La mise en œuvre du protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations : le coût a été de l'ordre de 900 000 € pour la ville. Et enfin, il y a la poursuite de la progression des charges sociales, hausse des taux de contribution à la CNRACL et à l'IRCANTEC qui a représenté 100 000 €. Vous ajoutez des facteurs classiques : le glissement vieillesse technicité, le GVT, c'est-à-dire les avancements de grades et promotions internes. Son coût est estimé à 1 million. Et enfin l'ouverture de classes supplémentaires a entraîné une charge de 300 000 €.

Les subventions de fonctionnement que nous versions. Alors un effort a été maintenu. Je rappelle : 2 049 dossiers ont été enregistrés. 1 191 subventions ont été allouées. Vous en avez la répartition depuis le CCAS jusqu'à la réussite éducative et vous en avez la répartition sous les yeux.

Je dois vous faire un point sur la dette. Nous avons, à l'heure actuelle, au 31 décembre 2017 – pas à l'heure actuelle, pardon, au 31 décembre 2017 – 53 emprunts répartis auprès de 12 prêteurs dont 11 banques. L'annuité de la dette s'établit à 13 800 000 : 3 500 000 d'intérêts et 10 300 000 de remboursement de capital. Vous notez que le remboursement de capital est inférieur au nouvel emprunt. Donc là, vous avez l'état de notre dette. Elle a diminué au 31/12/2017. On est à 182 000 000. Le taux moyen est à 1,89. Les taux sont toujours orientés à la baisse mais avec un danger, c'est que nous avons une part à taux fixe, 51% et une part à taux variable. Mais qui dit variable dit que c'est susceptible de varier. Donc on est à 50% variable et 50% taux fixe. Pour les experts, dont je ne suis pas, c'est la meilleure stratégie si on veut minimiser les risques, ce que M. le Maire a donné comme indication. Donc, dans cette dette, 3 points à souligner. Premièrement, nous sommes dans la charte. Vous savez qu'il y a une charte Gissler qui permet de situer tous les emprunts. Dans la charte, nous sommes dans la case 1A, c'est-à-dire que notre dette est sécurisée à 100%. Deuxièmement, le taux moyen de notre dette est 1,89. On est de 17% en-dessous des communes et des EPCI de plus de 100 000 habitants. Alors là, les chiffres sont de l'année 2017. Tous. A 1,89, nous sommes et les autres sont à 2,29. Et troisième point, notre encours de dette est inférieur de 46% à la moyenne de la strate. Donc, on est à 644 contre 1 189. Et notre capacité de désendettement : nous passons en-dessous de 3,8 années. Je vous rappelle notre attribution de compensation. En 2017, elle s'est élevée à 41 100 000 euros.

Les dépenses d'équipement ont représenté, en 2017, 50 millions. Nous vous demandons de noter que, dans ces 50 millions, il faut ajouter 28 millions qui n'ont pas été utilisés en 2017 et qui sont reportés en 2018. Donc, l'évolution des dépenses d'équipement à périmètre constant pour accéder à la demande du Président de la Commission des Finances : on est à périmètre constant, on a enlevé, pour la présentation, l'Hôtel de Ville qui modifiait trop les ratios et la voirie puisque nous l'avons transférée depuis la moyenne 2008-2014 jusqu'aux chiffres 2017 à 50 millions.

Quatre autorisations de programmes ont été lancées : le groupe scolaire Port Marianne, l'extension Garosud, l'enfouissement des lignes Haute Tension, la construction des Halles Laissac et le groupe scolaire sur la ZAC de la Restanque. Les avances, celles qui sont consenties à l'ensemble SERM – SA3M, représentent 20 millions. Vous en avez la répartition sur le texte : 6 millions pour Grand Cœur jusqu'aux Jardins de la Lironde, 500 000 euros. Voilà pour la partie financière.

Deuxième partie, la plus longue et la plus intéressante, ce sont les réalisations de la Ville. On a utilisé 430 millions. A quoi ? Très rapidement, sur les points, c'est essentiellement l'Education et l'Enfance qui sont les deux premières priorités de votre équipe, M. le Maire. Des actions volontaires pour améliorer le cadre de vie dans le domaine du renouvellement du développement urbain, de la valorisation du patrimoine et, troisième partie, des actions pour contribuer au bien-vivre ensemble. Donc, on a commencé par le premier *slide* sur l'éducation et l'enfance en soulignant : vous avez 117 millions au total. Près de 20 millions investis. Onze nouvelles écoles sont programmées d'ici 2024. Nous avons été en 2017 labellisés Ville Amie des Enfants et nous avons, en 2017, continué à travailler en étroite partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales que nous remercions pour son apport.

On distingue, premier point, l'Enfance. En même temps, c'est pour nous l'occasion de dire, de faire un recensement pas exhaustif mais le plus complet possible, de nos équipements. Concernant l'Enfance, vous avez le budget de fonctionnement, d'investissement avec le personnel. De vous rappeler que le maillage du territoire est assuré par six relais assistantes maternelles. Nous avons 23

crèches associatives, 17 crèches collectives municipales, 2 crèches familiales, 13 multi-accueils municipaux, 1 jardin d'enfants municipal, et nous accueillons près de 4 000 enfants. De rappeler également que le coût de la crèche est pris en charge par ses parents à hauteur de 10%. Les 90% restants sont assurés par la CAF et par la Ville. Des travaux ont été réalisés en 2017 sur la crèche Cléonice POUZIN et des études ont été engagées sur la future crèche de l'EAI. Si vous avez des renseignements complémentaires, ma collègue Madame DASYLVA est là pour vous répondre. Je suis désolé, chers collègues, de passer aussi rapidement.

La réussite éducative : nous sommes à 77 700 000. Vous en avez la répartition. Je rappelle qu'en 2017, la gratuité des TAP a été garantie et assurée. Le coût net de ce dispositif s'est élevé à 5 600 000 €. Neuf nouvelles classes ont été ouvertes en 2017. Le nombre d'enfants continue à augmenter avec 21 960 enfants contre 21 340. La différence est 600. Un groupe scolaire est bien nécessaire dans les 123 écoles montpelliéraines. Donc, deux nouvelles autorisations de programmes ont été lancées pour deux groupes scolaires et pour la mise en sécurité des établissements scolaires à hauteur de 5 millions. Les travaux de rénovation en 2017 : plus de 7 millions ont été investis dans les quartiers pour 78 écoles. Madame MARSALA répondra à toute question plus précise dans ce domaine.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Oui, mais l'année 2017, c'était vous, chers collègues. Je ne suis pas en retard pour une fois. Restaurant scolaire : 8 700 000 euros. Vous rappeler, mes chers collègues, qu'en 2017, nous avons servi 1 695 000 repas au sein de 84 restaurants scolaires et de 46 centres de loisirs que compte la Ville. Nous sommes à 11 000 repas servis chaque jour aux enfants. L'augmentation du nombre de repas, c'est 14% entre 2014 et 2017. Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre d'élèves. Elle s'explique aussi par la mise en œuvre de la tarification sociale. Elle a été mise en place en 2017. Le prix d'un repas est compris entre 1,75 et 4,95 mais chaque citoyen paye un prix équitable en fonction de son revenu et de sa situation. Le coût global d'un repas pour la Ville dépasse 9 €.

Les dépenses d'investissement : 1 200 000. Il y a le projet « Ma cantine autrement » qui a débuté en 2015 et qui va se poursuivre jusqu'en 2020. Rappeler que nous avons ouvert le premier self-service de la Ville de Montpellier dans le groupe scolaire Alain SAVARY – Hélène BOUCHER qui a été inauguré à la rentrée et qui fonctionne de manière très satisfaisante.

Les centres de loisirs : nous avons 21 centres de loisirs municipaux. 2 600 places. A côté des 21 centres de loisirs municipaux, il y a 25 centres de loisirs associatifs qui accueillent jusqu'à 2 600 enfants. Voilà pour le premier ensemble de nos compétences.

Deuxième partie, c'est l'amélioration du cadre de vie. Depuis le renouvellement et le développement urbain : 22 millions. Dans le rapport dont vous disposez, nous avons fait un sondage qui montre que nos citoyens indiquent à 94% que Montpellier dispose d'un centre-ville actif et vivant. Ils sont 94% à trouver que c'est une ville dynamique. 94% à trouver que c'est une ville belle et 93% à trouver que c'est une ville agréable à vivre. Essentiellement, sur cette opération, ce qui est lancé, c'est le projet Laissac qui a été lancé en 2017 et qui doit ouvrir avant Noël 2018 pour des dépenses de l'ordre de 7 600 000 pour les halles et 1 800 000 pour l'aménagement. Les opérations de renouvellement urbain, vous en avez le détail dans le texte. Elles concernent le projet de renouvellement urbain aux Cévennes : près de 3 000 000. Les opérations de valorisation du patrimoine, c'est l'avenue Nina SIMONE à hauteur de 3 700 000. Le projet EAI : 1 600 000 ont été engagés en 2017 sur une AP de 41 millions au total. On a également lancé une AP de 6 700 000 pour l'enfouissement des lignes Haute Tension et une autorisation de programme pour l'extension

du bâtiment communal de Garosud. Indiquer également que font partie de ce thème l'aménagement de l'ancien Hôtel de Ville en tant qu'accueil de *French Tech*. Alors, dans cette opération, nous mettons ce bâtiment à disposition de la Métropole qui nous verse un loyer de 200 000 € et nous participons à son fonctionnement à hauteur de 100 000 €. Enfin, dans les opérations Grand Cœur, 1 900 000 ont été consacrés aux concessions publiques d'aménagement SERM et SA3M. Enfin, nous participons au renouveau du polygone.

Deux mots, toujours dans ce thème, sur l'accessibilité dont ma collègue Annie YAGUE va parler plus longuement derrière moi. Je vous rappelle que nous sommes engagés dans une procédure qui va représenter 35 millions d'euros, qui va nous mobiliser pendant neuf ans pour rendre accessibles les 305 établissements publics de notre Ville. Montpellier au Quotidien est intervenu à hauteur de 800 000 € en 2017 dont 700 000 pour des opérations qui relevaient de la compétence de la Métropole. Les espaces verts et le zoo : 18 300 000 €. Dans le texte, on vous indique qu'on a 1 000 hectares d'espaces verts, que nous avons lancé la démarche 0% phyto, que les serres municipales sont traitées à 95% en lutte biologique. Il n'y a plus aucun désherbant chimique, aucun pesticide non agréé. Merci M. de VERBIZIER pour cet effort qui nous met au-devant de la lutte contre le changement climatique. 2 600 000 ont été investis en 2017 dont une partie sur les parcs, les jardins familiaux, les travaux sur le zoo.

En 2017, quatre parcs ont été labellisés écojardins. Au total, nous en avons 12 aujourd'hui qui ont ce label. On est toujours dans le projet de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret qui nous occupe. Il y a une AP de 30 millions. Les travaux ont commencé mais des études sont nécessaires avant notre intervention. On a mis en place l'éco-pâturage en 2017 et enfin, on a mis au point une nouvelle autorisation de programme pour les travaux de la serre amazonienne.

Au niveau de la sécurité, vous avez le budget sous les yeux. Nous avons plus de 300 dispositifs de vidéo-protection. On a un poste de commandement mobile. On a des effectifs qui nous classent comme la sixième police municipale de France et nous avons été candidat pour expérimenter le futur dispositif de sécurité du quotidien. Aujourd'hui, nous avons 183 policiers, soit une augmentation de 41% par rapport à 2013. Nous avons lancé, nous nous efforçons d'avoir une police municipale au plus près des citoyens et de développer les systèmes de vidéo-protection, tout en essayant – ma collègue Lorraine ACQUIER répondra à toutes vos questions plus précises – un approfondissement de la coopération entre la police municipale et la police nationale.

Au niveau de la propreté, on a un budget de 2 800 000 €. Je vous rappelle que les dépenses de nettoyage relèvent de la compétence de la Métropole, mais nous continuons à agir en matière de propreté sur un certain nombre de thèmes : l'installation de toilettes publiques, la lutte anti-tags qui viennent compléter les actions de la Métropole. Nous avons reçu en 2017 – je le rappelle parce que sinon, tout le monde va l'oublier – la deuxième étoile du label des villes éco propres. Nous avons installé de nouvelles toilettes publiques ; nous avons continué à lutter contre les tags, ce qui représente un budget d'1,1 million. Cela nous a permis, en 2017, de retirer 84 200 affichages sauvages.

Deux mots sur l'attractivité et le rayonnement de la Ville essentiellement dans le domaine de notre coopération internationale. Nous avons signé un nouveau jumelage en 2017 avec la Ville de Palerme et également avec la Ville d'Obninsk, ainsi que la Région de Kalouga. Elles sont venues rejoindre nos autres partenaires : Rio de Janeiro, Louisville, Sherbrooke, Barcelone, Fès, Tlemcen, Heidelberg, l'île de Kos, Bethléem, Tibériade, Chengdu. Nous avons donc au total 13 villes jumelles.

Je rappelle l'opération Cœur de Ville en lumière, qui a fonctionné pour la troisième année, qui est en accès libre, totalement gratuite grâce au travail de notre collègue, Madame MARTIN-PRIVAT que je remercie chaleureusement pour la gratuité et pour la qualité de l'exposition. Les Hivernales ont coûté 500 000 €. Elles ont eu lieu du 30 novembre au 30 décembre sur l'Esplanade. Les illuminations de Noël, les Estivales et aussi les dimanches du Peyrou, le Grand Bazar ont été reconduits.

Troisième paragraphe : les actions pour contribuer au bien vivre ensemble. Le sondage dont je vous parlais précédemment : 93% considèrent que la Ville est agréable à vivre, qu'elle est bien dotée en équipements culturels, qu'elle est bien dotée en équipements sportifs et de loisirs. Et enfin, 80% de nos concitoyens sont satisfaits de vivre à Montpellier. On rentre dans le détail. Culture : vous avez le budget qui figure sous vos yeux. Montpellier a été nommée parmi les meilleures villes culturelles émergentes de l'année 2017. En vous rappelant la Fête de la Musique, la ZAT 2017, les travaux sur notre patrimoine culturel essentiellement sur l'église Sainte-Anne et aussi la salle Louis Feuillade et la mise en sécurité des hôtels de Varennes et de Baschy-du-Cayla.

Les équipements culturels en fonctionnement : je vous rappelle le centre d'art contemporain de la Panacée (800 000 €), le théâtre Jean Vilar (400 000 €), les archives municipales (à hauteur de 200 000 €), le cinéma Nestor Burma (100 000 €). Le MoCo rassemblera en 2019 cet ensemble : le centre d'art, la Panacée et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts pour symboliser l'ambition internationale de la Ville dans ce domaine.

Sport et jeunesse : nous sommes à 12 millions. Je ne saurais souligner l'excellence de nos équipes lors des dernières compétitions. Cela nous amène à la première marche du podium des villes sportives de France en vous rappelant que nous avons 270 équipements municipaux, que 700 clubs et associations contribuent à l'attractivité de la Ville. Vous avez, dans le rapport qui vous a été remis, le recensement de tous nos équipements. Nous avons 49 plateaux sportifs pour finir à un stade de tambourin, un quillodrome et un stade pour le football américain.

Comme c'est « sport et jeunesse », l'histoire de Montpellier est liée à celle de son université et donc à sa jeunesse. Un tiers de notre population a moins de 30 ans. Nos efforts ont permis de faire de Montpellier une des villes les plus attractives et les plus accueillantes pour les étudiants. Un nouvel équipement 2017 : le ring de boxe au gymnase Albert Batteux. Des travaux dans les gymnases. Une nouvelle AP en 2017 pour l'automatisation des accès des installations sportives couvertes. Je vous rappelle les travaux dans les stades et sur les terrains, les manifestations d'envergure. Cela a été la 20^{ème} édition du FISE du 24 au 28 mai 2017 et la Fête des Sports en 2017 au Parc Montcalm qui ont connu un très grand succès. Les événements marquants pour les amateurs de courses à pied : le Marathon, la 3^{ème} édition de l'Urban Trail, les 10 km de Montpellier, les 20 km de Montpellier.

Dans ce cadre, entre aussi le fonctionnement du Conseil montpellierain des jeunes et l'espace jeunes. Je vous rappelle, dans le cadre de favoriser l'autonomie des jeunes, l'aide que nous apportons au permis de conduire B, la « carte été jeunes », des bourses d'études pour étudier à l'étranger dans les villes jumelles de Chengdu, Heidelberg et Louisville et enfin des dispositifs « bourse et initiatives jeunes » et « bourse et animation jeunes ».

Nous avons 22 Maisons pour Tous. Vous avez le budget sous les yeux. Ces 22 maisons sont faites pour les Montpelliérains. Elles fonctionnent avec les Montpelliérains. Elles ont accueilli en 2017 plus de 170 000 participations pour des animations et des rencontres diverses, dont je ne peux pas vous rendre compte, parce que nous y passerions la soirée entière. Mais, Monsieur CASTRE, vous pourriez le faire et nous l'avons déjà dit, un effort, parce que vous ne vous mettez pas suffisamment

en valeur dans ce domaine là et vous avez tort, parce que vous faites un travail remarquable. De nouvelles activités sont prévues en 2017.

Nous terminons par la solidarité. 13 800 000 € sont dédiés aux actions de solidarité. 12 millions pour le CCAS qui gère sept EHPAD, qui gère également 17 clubs de l'âge d'or qui accueillent 8 000 adhérents. Je ne saurais rendre plus grand hommage à Madame YAGUE de dire que cette subvention est identique depuis un grand nombre d'années. Soyez-en remerciée, ma chère collègue. La cohésion sociale : 1 700 000 € pour des opérations de prévention de lutte contre les discriminations, de soutien aux droits des citoyens. Des actions de sensibilisation thématiques ont été conduites en 2017 : la manifestation Handi'Com, l'édition en 2017 de la journée de la solidarité. Rappeler que la résidence montpelliéraine a obtenu le label « bleuet de France » et enfin que vous avez organisé, ma chère collègue, le 16 décembre, le Noël de l'Espoir à destination de plusieurs centaines de personnes seules, qui a rencontré un très grand succès.

Dernier point : il s'agit des relations au public – 8 millions d'euros avec le budget qui l'accompagne. Vous indiquer que nous avons toujours le baromètre Afnor qui soutient la démarche de certification Qualiville par laquelle nous nous imposons un processus d'aménagement et d'amélioration des services. Les résultats de l'enquête de satisfaction sont satisfaisants et nous confortent dans cet engagement. Rappeler qu'en 2017, nous avons assuré la signature des PACS ; nous avons également assuré le changement de prénoms et, au total, 98% des usagers soulignent la qualité de l'accueil, salué par les Montpelliérains.

Juste un mot pour mettre l'accent sur les annexes du rapport qui vous a été donné. L'annexe n°1 présente le Compte Administratif suivant les normes du Code général des collectivités locales. L'annexe 2 vous développe, vous précise le miroir budgétaire de la Ville centre avec la Métropole, à savoir tous les flux qui vont de la Ville vers la Métropole et tous les flux de la Métropole vers la Ville qui se caractérisent au total à 48 millions dans un sens Ville vers la Métropole et 4 millions dans l'autre sens. Sur l'annexe 3, vous avez l'état des mutualisations. L'annexe 4 est le bilan annuel de gestion de la dette avec le profil d'extinction de la dette. L'annexe 5, ce sont des informations relatives aux dépenses à vocation touristique.

Au total, Monsieur le Maire, ce résultat de l'année 2017 témoigne des efforts que nous avons réalisés. 11 nouveaux groupes scolaires sont programmés d'ici 2024. Nos actions ont irrigué l'ensemble des quartiers de la Ville. Le centre-ville est toujours plus dynamique et attractif avec le projet emblématique des Halles Laissac. La qualité des services publics est reconnue par les Montpelliérains. Nos indicateurs de gestion sont positifs avec des dépenses maîtrisées et des ratios d'épargne en nette progression, un niveau de dettes parfaitement maîtrisé. Notre démarche de transparence financière est reconnue par les plus hautes instances nationales. Ce document vous a permis, mes chers collègues, de constater à quel point 2017 a été une année riche en actions pour Montpellier et les Montpelliérains.

Je termine simplement en disant que j'ai eu l'honneur et le privilège de vous présenter ce rapport qui retrace l'action qui a été réalisée au cours de l'année 2017, réalisée par les équipes municipales, c'est-à-dire les élus et l'administration. Je suis simplement leur porte-parole. Je veux les remercier pour le travail qui a été réalisé, par mes collègues, sous votre Direction Monsieur le Maire, par l'administration sous la conduite du DGS Christian FINA. Permettez-moi de remercier la Direction des Finances, Madame BEREGLI, Monsieur DOMEIZEL et Monsieur PRIAM pour, j'espère, la qualité du rapport que vous avez lu et que vous avez pu constater.

Mes chers collègues, je conclus. Notre pays est engagé dans une remise en ordre de ses finances. Je vous incite à lire le dernier rapport de la Cour des Comptes sur les prévisions de notre politique nationale. Cette remise en ordre nationale est une opération difficile. C'est une opération contraignante. C'est une opération douloureuse. Monsieur le Maire, je crois que nous pouvons dire qu'avec votre équipe, vous avez participé. Vous y participez. Vous y participerez. Nous sommes fiers et heureux de vous accompagner dans cette ambition. Merci.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. Comme le demande la loi, je cède la présidence de séance à Max LEVITA pour le débat et pour le vote.

Max LEVITA : Mes chers collègues. Madame BRISSAUD. Monsieur DELAFOSSE. Monsieur LANNELONGUE. Monsieur BOUMAAZ. Monsieur EL KANDOUSSI. Avec votre autorisation, mes chers collègues, nous donnons la parole au Président de la Commission des finances, Monsieur LANNELONGUE.

Gérard LANNELONGUE : Merci, Monsieur LEVITA. Bien, Monsieur le Premier Adjoint, chers collègues, j'interviens donc au titre du travail qui a été fait par la Commission des Finances sur ce Compte Administratif que vous venez de présenter. Alors il y a deux types de remarques essentiellement. Une qui est sur le plan financier et l'autre qui est sur le plan, on va dire, plus de l'action politique, en particulier en ce qui concerne l'investissement.

Alors, sur le plan financier, il faut remarquer que les règles sont respectées. C'est important. Les exigences comptables pour notre Ville, sont plus fortes du fait de la signature de la convention que vous avez faite. Je parle de la convention de certification des comptes avec la Chambre Régionale des Comptes. Donc là, il y a un engagement. C'est clair, c'est transparent et pour le coup, le respect total des règles fait qu'aujourd'hui cette Ville doit figurer parmi les villes référentes à ce niveau-là.

Deux autres remarques. La première, c'est la comparaison des indicateurs de gestion qui, tel que vous l'avez présentée, me semble peut-être prêter à confusion, En particulier quand vous comparez avec la moyenne de la strate. En 2015, vous comparez des données de 2017 avec la strate de 2015 et vous dites « la ville de Montpellier perçoit moins de dotation globale de fonctionnement, la DGF, que la moyenne des autres villes de notre strate ». Quand on regarde, je parle en 2015, la DGF perçue en 2015 par habitant avec la moyenne de la strate, on arrive à peu près au même montant. En tout cas, sur 2015, nous arrivons à 243 € par habitant pour Montpellier, et la moyenne de la strate est de 242 € par habitant (243, 242). On va dire que Montpellier est également dotée ou en tout cas de la même manière que les autres villes.

Autre remarque sur les dépenses de fonctionnement : c'est moins bon. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 3,7% par rapport à 2016. On est passé de 1 035 € par habitant en 2016 à 1 063 € par habitant en 2017 et il faudra réussir, donc, à maîtriser, cette année, ces dépenses de fonctionnement puisque c'est le contrat qui a été signé avec l'Etat. Alors on sait que ce contrat, on l'a déjà dit, est vertueux, c'est bien. Cela nous donne quelque part une garantie et pour les montpelliérains, bien évidemment, par rapport à cette augmentation.

Alors maintenant sur le plan de l'action politique, je vais revenir sur un chiffre parce que j'ai vu qu'il a évolué dans votre présentation. Pour moi, sur le taux de réalisation des dépenses d'équipement, il était en moyenne à 70-72% l'année dernière si j'ai bonne mémoire. Cette année, il n'est pas à 60%. Alors j'ai vu que là, vous avez présenté le taux projeté qui était à 70% mais à 60%,

on peut considérer que ce taux est trop bas aujourd'hui. Trop bas. Il n'est même pas d'ailleurs à 60%. D'autant plus que vous en avez les moyens, parce que la capacité de la Ville est importante aujourd'hui puisque, vous l'avez dit, la capacité de désendettement de la Ville est faible donc là, on a quand même un point qui mérite d'être vu parce que ce manque d'investissement peut pénaliser à moyen et long terme évidemment le développement de la ville.

D'autant plus qu'il y a deux chantiers prioritaires que je voudrais souligner sur lesquels les investissements prévus n'ont pas été réalisés. Un, c'est la sécurité et la salubrité. A peu près 500 000 € en moins sur ce poste-là qui n'ont pas été engagés et sur l'aménagement urbain et l'environnement où, là, vous n'avez utilisé que 64% des crédits votés, ce qui correspond quand même à 24 millions d'euros d'investissement de moins que ce qui était prévu pour l'aménagement urbain et l'investissement. Donc sur ces deux postes, je pense que là, il y a matière, d'autant plus comme je vous le disais qu'on en a les moyens vu la capacité de désendettement de la Ville qui est nettement meilleure, alors là pour le coup, que la plupart des villes de la strate. Voilà donc ce que je voulais faire comme commentaires au titre de ce que nous avons examiné dans la Commission des finances. Merci.

Max LEVITA : Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais commencer ce propos par regretter qu'en ayant moins de compétences, on ne constate pas plus d'économies. Donc, je sais qu'à chaque fois, vous dites que c'est extraordinaire, les efforts que vous faites. Vous vous félicitez d'arriver à ne pas augmenter le taux d'imposition et cetera et cetera. Mais je trouve quand même qu'on a du mal à voir où sont réalisées les économies, quand on sait qu'on a perdu de nombreuses compétences importantes de la Ville qui sont passées à la Métropole. Donc déjà, là-dessus, est-ce que vous pouvez nous éclairer ? Quelles sont les économies réellement effectuées par le transfert des compétences vers la Métropole ? C'est d'ailleurs des compétences que je regrette. Moi, je n'étais pas vraiment favorable à ces transferts, parce que je vois que le seul élu vraiment représentatif des électeurs et des citoyens montpelliérains, c'est le Maire. C'est le seul à avoir été élu au suffrage universel direct ou presque. Et donc, ce passage des compétences vers la Métropole, je le regrette au niveau démocratique comme au niveau financier puisqu'il n'a aucun impact sur les finances de la Ville.

Ensuite, maintenant que la Métropole est hyper compétente, pour moi, elle est évidemment politique. Nous sommes des politiques : je regrette de vous dire que même si vous critiquez sans cesse les partis politiques, les politiques sont aussi les élus des collectivités. Nous, les politiques, nous ne faisons pas de la comptabilité. Je ne suis pas comptable et je n'en ai aucune envie d'ailleurs, mais, en revanche, il est important de voir où vous voulez aller. J'ai donc regardé dans le Compte Administratif où vous nous amenez et quelles étaient vos priorités. Là, vous les avez données : l'Education et l'Enfance sont une priorité, oui, et cela fait partie des compétences municipales. Donc, là-dessus, je peux même vous féliciter parce que nous partons de loin et que l'équipe précédente avait vraiment manqué d'anticipation, que la construction des 11 écoles – je vous le dis et le redis parce que quand les choses sont bien, je peux le dire aussi – était essentielle, indispensable et vous le faites. Tant mieux. J'espère que vous continuerez à anticiper à l'avenir ce qu'il faut pour les Montpelliérains dans les prochaines années.

En revanche, sur ce qui est de l'amélioration du cadre de vie, je ne vous rejoins pas complètement. Non plus sur le bien vivre ensemble. Parce que j'ai l'impression que, par exemple sur l'amélioration du cadre de vie, il y a en a beaucoup à dire, mais vous enfouissez et vous mettez de l'argent vraiment, pour enfouir les lignes Haute Tension : très bien. On ne peut pas être contre. Mais, en revanche, vous ajoutez des caténaires avec la construction du Tram – des caténaires, qu'il va falloir

un jour enfouir ou alors, pire, détruire les lignes et les voies de Tram que vous ferez en trop. Je continue à dire que le Tram est déjà obsolète. Je trouve cela un peu schizophrénique. Ce n'est qu'un exemple parmi le reste.

Ensuite, concernant le bien vivre ensemble, j'ai l'impression que pour vous, cela passe par le sport, la culture et les activités gratuites dans les Maisons pour Tous. C'est ce que je lis dans ce Compte Administratif. Alors, bien sûr, le sport, la culture, les Maisons pour Tous, c'est bien. Je ne reviens pas là-dessus. Mais, pour moi, le bien vivre ensemble passe par d'autres priorités. Oui, bien sûr, nous pouvons proposer du sport, de la culture et d'autres activités aux Montpelliérains, mais je pense que ce n'est pas essentiel qu'elles soient gratuites, parce que dans tous les cas, il y a toujours quelqu'un qui paie et vous le savez. Pour moi, cela passe par la mise en place d'un environnement favorable au travail, à l'activité professionnelle, aux initiatives individuelles ou communes. Toutes ces solutions ne sont pas dans le sport et la culture. Pour moi, elles sont plutôt dans la diminution de la circulation et des embouteillages, aux heures de pointe comme aux heures creuses, parce que, pour traverser Montpellier, on met une heure, parfois, même à 10 heures du matin. On se dit : « *on n'est même pas en heure de pointe* » et pour aller du nord de Montpellier au Millénaire, on met trois quarts d'heure. On se dit qu'il y a un vrai souci que vous ne prenez pas suffisamment en considération à mon avis.

Le coût de la vie aussi pour les Montpelliérains aussi est une priorité qui n'est pas montrée dans le Compte Administratif. D'ailleurs, c'est une question technique que je vous pose : je ne comprends pas comment le droit de stationnement permet des recettes de 4,1 millions, chiffre que vous avez donné, et que cela n'augmente pas alors que le nombre de stationnements payants augmente et que les prix du stationnement pour la Ville ont augmenté. Il n'y a pas plus de recette. Il doit y avoir un dysfonctionnement quelque part. Je regrette de vous le dire. En 2017, vous avez aussi augmenté le nombre de stationnements payants, excusez-moi de vous le rappeler Monsieur Abdi EL KANDOSSI. Vous pourrez donc nous dire si le droit de stationnement va augmenter peut-être en 2018. J'imagine que si vous le faites, c'est pour qu'il y ait des recettes supplémentaires, mais cela ne résout en rien le problème du revenu disponible des Montpelliérains.

Pour moi, les priorités ne sont pas forcément celles que vous avez annoncées dans votre Compte Administratif. Ce serait plutôt : résoudre les problèmes d'embouteillages, réduire le coût de la vie pour les Montpelliérains, leur permettre d'aller et de travailler correctement, devenir plus attractif. Vous avez parlé de l'attractivité du centre-ville : je trouve dommage de ne parler que de l'attractivité du centre-ville quand on voit ce que l'on dépense pour tous les autres quartiers de la Ville. Je pense d'ailleurs qu'il faudrait revenir sur certaines de vos autres priorités concernant les centres commerciaux, quand on voit que le premier jour des soldes Odyseum était désert. On se demande si les stratégies développées jusque là étaient bien. Alors, excusez-moi, bien sûr que plein de gens travaillent, mais à Montpellier, il y en a quand même un peu moins qu'à Paris et pourtant, à Paris, les centres commerciaux étaient pleins.

Ensuite, sur le reste...

Max LEVITA : S'il vous plait, mes chers collègues, s'il vous plait. S'il vous plait. Allez-y.

Anne BRISSAUD : Ecoutez, vous savez comparer Montpellier à Paris quand c'est nécessaire, par exemple sur le prix de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. Donc, quand je compare Montpellier pour le premier jour des soldes, excusez-moi, mais oui, c'est un sujet aussi.

On continue donc sur le prix de la vie pour les Montpelliérains. La taxe d'habitation : vous dites que nous ne sommes pas dans les plus chers, mais, pour la taxe foncière bâti, vous continuez à assumer que nous sommes parmi les plus chers, comme pour la taxe foncière non bâti. Il est dommage que sur ce point nous n'arrivions pas à trouver de solution, parce que, quand nous voyons la réforme voulue par Emmanuel MACRON, on se rend bien compte que finalement ce sont les mêmes qui vont finir par payer la taxe foncière et la taxe d'habitation. Ma deuxième question concernera donc le nombre de Montpelliérains que vous estimez participer en 2017 et en 2018 a, finalement, la principale recette de la Ville que sont les taxes. Vous n'avez pas donné le nombre d'habitants.

Max LEVITA : Si, si.

Anne BRISSAUD : Alors, combien ?

Max LEVITA : Le nombre de contribuables. Vous l'avez dans le rapport.

Anne BRISSAUD : Qui sont exonérés. Enfin, hors exonération, je veux dire.

Max LEVITA : Oui, oui. Vous l'avez. Laissez-moi retrouver la page.

Anne BRISSAUD : Donc, sur le nombre, pourquoi est-ce que je pose cette question ?

Max LEVITA : Nous avons, pour le nombre de contribuables, 120 750 foyers. Qui ont droit à la réduction pour revenus faibles, il y en a 26 250. Pour le troisième enfant, il y a 8 800 enfants dans 5 500 familles.

Anne BRISSAUD : Cela fait donc 81 000 foyers à peu près qui paient actuellement leur taxe d'habitation.

Max LEVITA : 120 000 foyers.

Anne BRISSAUD : « 120 000 foyers » : vous dites que vous réduisez.

Max LEVITA : Pardon ?

Anne BRISSAUD : Nous sommes 282 000 habitants à Montpellier.

Max LEVITA : Oui, mais dans un foyer, il peut y avoir deux ou quatre.

Anne BRISSAUD : Plus. Vous me dites « 120 000 foyers ».

Max LEVITA : Je vous donne ce que la Direction des Finances Publiques me donne.

Anne BRISSAUD : Ce n'est pas 120 000 foyers qui paient les impôts.

Max LEVITA : Pardon ?

Anne BRISSAUD : Ce ne sont pas 120 000 foyers qui paient les impôts à Montpellier. Je vous demande le nombre exact.

Max LEVITA : Attendez : je ne peux vous donner que ce que j'ai.

Anne BRISSAUD : Ah oui, voilà.

Max LEVITA : Pas ce que je n'ai pas.

Max LEVITA : J'ai 120 750 foyers qui paient à Montpellier la taxe d'habitation.

Anne BRISSAUD : Oui, mais là, vous me donnez en général.

Max LEVITA : Oui.

Anne BRISSAUD : Le problème, c'est qu'il y en a qui paient très peu et d'autres qui paient beaucoup dans cette fourchette-là. En fait, la vraie question que je vous pose – et vous n'êtes pas obligés de répondre aujourd'hui, je vous demande juste une réponse à terme, un jour, j'espère avoir une réponse – c'est : combien de foyers paient et à hauteur de combien ils paient ? Alors, donnez-moi des fourchettes, si vous ne voulez pas me donner le chiffre exact mais juste : combien de personnes paient des impôts à Montpellier ? Voilà.

Max LEVITA : Attendez, moi je vous donne tout ce que vous voulez, à condition que la demande soit précise. A l'heure actuelle, sur les 120 750 foyers – Monsieur DOMEIZEL, vous intervenez si je dis une sottise – des foyers ont une taxe d'habitation, mais comme leurs revenus sont très faibles, cette taxe d'habitation est prise en charge par l'Etat.

Anne BRISSAUD : Voilà.

Max LEVITA : C'est pour ceux en-dessous d'un certain montant. Ensuite, vous avez un deuxième échelon : entre tant et tant de revenus, on est dispensé, on a un abattement de 50%, qui est pris en charge par l'Etat.

Anne BRISSAUD : Voilà. En fait, ce que je vous demande, c'est juste les chiffres.

Max LEVITA : Vous les avez, là : 120 000 foyers.

Anne BRISSAUD : Non. 120 000, c'est le total. Je ne dis pas n'importe quoi. Je veux les chiffres des tranches, voilà, pour avoir des chiffres exacts et pouvoir faire des comparaisons. Je pense que sans ces comparaisons-là, c'est difficile, nous parlons dans le vide. On entend dire que même pas la moitié des Montpelliérains paie des impôts. Je voudrais juste pouvoir avoir des chiffres.

Max LEVITA : Excusez-moi, je pense que vous confondez. Il y a un autre impôt : l'impôt sur le revenu. Alors, l'impôt sur le revenu, on dit : *« c'est un taux national, à peu près 45% des Français paient un taux d'impôt sur le revenu »*.

Anne BRISSAUD : Non. Je parle vraiment à Montpellier des impôts locaux. Je ne confonds rien du tout Monsieur le Président.

Max LEVITA : Je vous donnerai les chiffres, pour autant que j'en dispose.

Anne BRISSAUD : Parce que, quand nous parlons d'activités gratuites, j'aimerais bien juste que nous précisions que ce ne sont pas des activités gratuites. Ce sont des activités financées par des personnes, des Montpelliérains qui paient des impôts.

Max LEVITA : Nous sommes tout à fait d'accord.

Anne BRISSAUD : C'est de la solidarité. Je ne suis pas contre la solidarité. Je veux juste que nous soyons précis dans les faits.

Max LEVITA : Je vous donne les chiffres que j'ai indiqués pour les crèches, que j'ai indiqués pour les repas. Vous avez tout à fait raison. C'est l'apport essentiel de Michel ROCARD. Il y a toujours quelqu'un qui paie : soit l'usager, soit le contribuable, soit les deux et ils se partagent. La répartition entre l'usager et le contribuable est un choix politique.

Anne BRISSAUD : Comme ce Compte Administratif est forcément le reflet de vos positions politiques, je pose des questions. Merci beaucoup de m'avoir écoutée, presque jusqu'au bout pour certains.

Max LEVITA : Je vous en prie. Je vous remercie de votre intervention. Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Merci Monsieur le Premier Adjoint, d'abord pour la qualité de la présentation, pour la qualité des documents qui donnent un certain nombre d'informations et qui permettent d'éclairer et pour, je l'espère, que le débat soit de qualité, ce dont je ne doute pas. A la lecture de ces chiffres, plusieurs remarques et ensuite positions. On va parler des chiffres.

D'abord, une observation d'ensemble. Vu ce que représente la recette taxe d'habitation dans notre budget, il convient de dire fort et collectivement que l'Etat, dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale, devra bien compenser à l'euro près et que l'on ne se retrouve pas sur des logiques de restes-à-charge. Sinon, ce sera extrêmement difficile. De ce point de vue là, personne n'a d'assurance, parce que nous connaissons la pratique de l'Etat – tout Gouvernement d'ailleurs – qui n'est pas de compenser intégralement aux collectivités locales. Là, nous avons un point de vigilance. Nous sommes sur le Compte Administratif 2017, mais il arrive à la croisée des chemins. Voilà pour le premier point – point général.

Le deuxième point est une question suite à la présentation du diaporama qui montre bien la stabilité des taux, qui essaie de se situer. Sur la taxe foncière, on est deuxième ; sur la taxe d'habitation, plutôt cinquième ou sixième. Dont acte. Il y a une donnée que nous souhaiterions avoir, que vous donnez quand c'est favorable. L'abattement pour les personnes en situation de handicap est une très bonne mesure que nous avons soutenue. Il y a en a une pour laquelle nous n'avons pas voté favorablement : c'est l'abattement sur la taxe foncier bâti où on était exonéré sur l'achat d'un bien immobilier neuf les deux premières années. Combien de recettes représente la suppression de cet abattement qui a été maintenant payé par les Montpelliérains ? Nous aimerions avoir ce chiffre et qu'il apparaisse dans le Compte Administratif.

Max LEVITA : Attendez. Excusez-moi de vous couper là. Je crois que c'est de l'ordre d'1,5 ou 1,6 million. Vincent ? Mais c'est une évaluation.

Michaël DELAFOSSE : Oui, mais ce que je veux dire, c'est que dans la présentation...

Max LEVITA : Je ne peux pas faire de l'économie virtuelle. Je ne peux pas dire : « *Là, j'ai pris alors que j'aurais pu ne pas prendre* ».

Michaël DELAFOSSE : Mais c'est important d'être équilibré, transparent dans la présentation. On

dit : « *Il y a une stabilité, il y a un abattement qui a été supprimé, des gens le paient : combien cela représente en recettes ?* ». Nous demandons ce chiffre et je ne doute pas que l'an prochain, cela figurera dans le Compte Administratif.

Alors, de manière plus générale, un point de préoccupation, qui a été relevé par le Président de la commission des finances : 3,7% de hausse des dépenses de fonctionnement. Nous avons ici, pour ce qui est de notre groupe, soutenu toutes les délibérations favorables à la mutualisation. Toutes les délibérations favorables à la mutualisation, car nous avons la conviction – vous les avez proposées – qu'il faut que nous soyons capables de dégager des économies. Et là, c'est un point d'inquiétude quand nous voyons ce chiffre : les économies ne semblent pas arriver. Nous pouvons donc formuler le vœu qu'au Compte Administratif de l'année prochaine, le niveau des dépenses de fonctionnement soit plus bas. C'est notre capacité future à gérer le service public.

Troisième aspect : c'est le décalage, qui doit préoccuper, sur ce qui est voté au budget. Vous nous avez dit abondamment que le niveau d'investissement sur le budget 2017 était plus important et dont acte mais néanmoins son taux d'exécution n'est que de 58%. Il y aurait un delta de 20%. Mais là, 58%, c'est-à-dire qu'il y a une réalité entre ce que nous décidons, ce qui est adopté dans cet hémicycle et ce qui est effectivement réalisé. Un décalage entre discours et actes et aussi comme argent investi dans l'économie locale par les différents projets. Vous avez donné des explications. Les recours sur des projets : lesquels ? Que nous puissions comprendre. Et les histoires de lissage. Alors, lisser, peut-être, mais pourquoi ? Sur quels choix ? Pour quelles raisons ? Il faut vraiment souhaiter que ce chiffre, sur le niveau d'investissement pour le prochain Compte Administratif soit plus élevé. Cela semble être un signal important.

Un avant-dernier point. Un chiffre m'a interpellé. C'est la stabilité de la recette taxe de séjour : 1,9 million. Cette stabilité dit des choses. En tout cas, nous pouvons lui donner une interprétation. On souhaiterait que cette recette soit plus importante, symbole du dynamisme de la Ville d'un point de vue du tourisme. Je voudrais là, ici, au nom de notre groupe, reprendre une position que nous avons défendue : plus nous soutiendrons l'aéroport – et nous avons invité le Maire, Président de la Métropole à s'engager davantage – plus nous pourrions soutenir l'attractivité touristique de Montpellier. Ce projet là qui est à la fois structurant pour le monde économique mais aussi pour le tourisme, nous permettra à moyen terme de voir cette recette augmenter, soutenir l'emploi au niveau du tourisme, mais aussi cette recette fiscale. Cette stabilité là de cette recette doit être prise comme un point d'alerte.

Je terminerai par un dernier point, parce que votre présentation a cette honnêteté sur les autres recettes. On voit le rôle de la CAF. C'est un partenaire essentiel des communes. On verra dans le débat plus tard que nous allons en avoir encore besoin. On peut saluer la qualité du partenariat avec la CAF. Mais il y a des acteurs qui ne figurent pas et il faut que nous soyons capables, pour Montpellier, de travailler ensemble, avec l'ensemble des acteurs. Fonds structurel européen : cela n'apparaît pas. Lors d'un Conseil municipal, nous avons fait la remarque que ce serait bien de déposer des dossiers sur l'opération Grands Sites Occitanie, sur le travail qui peut être mené autour du patrimoine dans le centre historique et donc d'aller chercher des recettes avec d'autres partenaires (Etat, Région, Département, Europe) et donc d'illustrer que Montpellier s'appuie sur tous les dispositifs qui existent pour aller chercher de l'argent et que cela pèse le moins lourd possible sur les finances municipales et que, plus globalement, cela traduise un état d'esprit qui est souhaitable, que nous appelons de nos vœux. Ce sont des relations apaisées entre l'ensemble des acteurs, parce qu'ensemble, on est plus fort.

Max LEVITA : Monsieur DELAFOSSE, merci. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Je vais un peu me répéter, par rapport à ce qui a été dit, mais je pense qu'il faut regarder les Comptes Administratifs au-delà des strates au niveau national. Il faut voir au quotidien la répercussion que cela a aujourd'hui. J'ai étudié ces comptes. J'ai regardé ces chiffres. On peut interpréter ces chiffres comme on veut, mais aujourd'hui, on peut dire que votre politique de 0% d'augmentation d'impôt nous coûte cher – on le voit – et qu'aujourd'hui, la Métropole aussi nous coûte cher. Je m'explique. L'attribution de compensation : 11%, plus de 40 millions d'euros. D'accord ? C'est autant d'argent en moins pour la Ville de Montpellier au vu de ce que la Métropole nous renvoie et au vu du service rendu. L'annuité de la dette – 5% – qui est au-dessus de l'action sociale. La sécurité : 3%. Vous vous vantiez tout à l'heure que nous soyons la 6^{ème} Ville de France. Oui : 6^{ème} Ville de France en terme d'effectif, mais en terme de ratio par rapport aux habitants, nous sommes à 0,66, à moins d'un policier municipal pour 1 000 habitants. Il y a déjà un problème.

Si nous venons sur les dépenses réelles et tout le monde a fait part de sa position, en 2015, pour les dépenses du personnel, nous étions à plus de 163 000 et nous sommes passés en Métropole. Nous avons fait un transfert de compétences. En 2016, nous augmentons de 166 000 et en 2017, 170 000. Le Président de la commission a souligné que nous avons augmenté de 2,6% de masse salariale. Il y a vraiment un questionnement à avoir, alors qu'un grand nombre d'employés de la Ville ont été transférés à la Métropole.

Max LEVITA : Excusez-moi : c'est à périmètre constant. J'ai fait comme s'ils étaient déjà transférés.

Djamel BOUMAAZ : Oui. Je l'ai vu parce que vous en parlez après, dans le rapport. Le fonctionnement explose. On a des questions à avoir. Concernant les dépenses d'équipement, sous Madame MANDROUX de 2008 à 2014, nous étions en moyenne à 74 millions d'investissement. Sous SAUREL, en 2015, 75 millions ; en 2016, 59 millions ; en 2017, 50 millions. Vous parlez de lissage ou de transfert pour 2018, mais cela commence à inquiéter, parce que vous rabotez pour maintenir votre taux à 0%, votre fameuse promesse. Concernant la capacité de désendettement, qui s'affaiblit d'année en année, nous sommes à 3,8 millions.

Max LEVITA : C'est une amélioration, excusez-moi. C'est dans le bon sens.

Djamel BOUMAAZ : Oui, vous dites que c'est dans le bon sens, mais quand vous prenez les taux variables et les taux fixes, il y a quand même une différence : cela augmente au niveau taux fixe et cela diminue en taux variable ou l'inverse, mais bon, bref. Et vous me dites que c'est positif. A un moment donné, il faut se poser des questions. C'est pour cela que je vous ai dit tout à l'heure, que l'on peut interpréter les chiffres comme on veut. Vous disiez tout à l'heure : « *Notre pays s'est engagé sur la remise en ordre de nos finances* ». Je vous demande de vous engager pour la remise en ordre de notre commune dans l'investissement, une vision politique et Madame BRISSAUD l'a souligné tout à l'heure. Elle a dit : « *C'est le reflet de votre politique* ». Au début, on vous a suivi sur le taux à 0%, même si, quand nous avons voté, lors du dernier Conseil, le taux d'imposition, je vous ai fait une démonstration que le taux d'imposition à 0% était une supercherie et qu'au final, nous étions au taquet et que si nous descendions au niveau du classement, c'est que beaucoup de communes les ont augmentés et qu'ils n'avaient pas le choix. C'était donc pour faire vraiment attention à ce qu'il se passe, à l'avenir.

Max LEVITA : Merci Monsieur BOUMAAZ. Madame BODKIN, voulez-vous intervenir ?

Maud BODKIN : Oui, je me suis rajoutée à l'ordre du jour, suite au propos du Président du Groupe Socialiste du Conseil municipal, parce qu'un propos m'a interpellé. Vous parlez de l'aéroport et d'un soi-disant non soutien du Maire de Montpellier, Président de la Métropole, à l'aéroport de Montpellier. Mais vous, en tant qu'élus aux Finances du Département, je ne vous ai pas vu intervenir sur le fait que nous donnons plus d'argent aujourd'hui à l'aéroport de Béziers. Je ne crée pas une concurrence entre Montpellier et Béziers, mais c'est aussi une réalité. Je ne vous ai pas vu non plus intervenir sur le fait que la Métropole de Montpellier aujourd'hui – et il faut que les Montpelliérains, les habitants de la Métropole, le sachent – n'a même pas le droit de vote au Conseil d'administration de l'aéroport. Alors, s'indigner, c'est bien, mais à un moment donné, nous ne sommes pas là, je crois, en tant qu'élus, pour défendre l'aéroport ou telle institution : nous sommes là pour défendre Montpellier et sa Métropole et l'intérêt de politiques touristiques de Montpellier et sa Métropole. C'est peut-être là, franchement, une différence fondamentale entre vous et nous.

Applaudissements

Max LEVITA : Monsieur EL KANDOUSSI. Attends. Vous avez été mis en cause. Vous avez le droit, bien sûr.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Attendez, mes chers collègues. J'ai déjà été long. On ne va pas s'en sortir.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Laissez. On est calme, paisible. Les vacances. Il fait beau.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Allez, Pascal. Allez-y Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Merci. Juste deux choses. La première : il y a eu des lois qui ont clarifié les compétences Métropole : la compétence du développement économique, ce que le Département n'a plus et c'est plutôt bien qu'il y ait cet effort de lisibilité. Premier point. Donc, nous invitons la Métropole à entrer davantage dans le capital de l'aéroport, notre position, pour qu'il ait droit de vote et Montpellier doit soutenir cet aéroport. C'est stratégique. C'est juste notre position. Voilà, aussi simplement que cela, la position de ce groupe et de ses élus que nous avons exprimée ici. Vous avez une appréciation différente, c'est votre droit le plus absolu.

Max LEVITA : Merci. Monsieur COUSQUER, je ne vais pas m'en sortir, là. Aidez-moi. Allez Monsieur COUSQUER.

Jean-Luc COUSQUER : Il s'agit quand même du tourisme et de l'attractivité montpelliéraine. Moi, je veux dire, d'une part à propos de l'aéroport, que vous avez vu il y a quelques semaines, quelques mois combien sur les dernières années, tout le trafic passager de l'aéroport de Montpellier a bondi maintenant, je crois, à près de 2 millions et que la prévision, c'est 2,5 millions dans les années qui viennent. On doit cela à l'attractivité de Montpellier. Certes bien sûr, à un certain nombre de développement de lignes nouvelles, mais si Montpellier n'était pas une ville attractive dans laquelle il y a des choses à faire, des entreprises à développer, etc., on ne pourrait pas constater cette augmentation de plus de 20 ou 30% du trafic passager depuis les années les plus récentes.

Sur la problématique, effectivement, c'est l'aéroport de Montpellier et le problème, avec un certain nombre d'institutions comme la Région pour ce qui concerne les Grands Sites d'Occitanie ou pour l'aéroport, c'est qu'on serait obligé de rentrer dans des négociations sur lesquelles, ma foi, la Métropole quasiment à genoux demanderait à avoir un grand site de France, à avoir – pardon : un grand site d'Occitanie – sans en avoir ni la certitude avec un certain nombre de conditions, etc. On n'est absolument pas dans une démarche politique de co-construction avec toute l'autonomie et l'indépendance que chacun des acteurs doit avoir. Et pour l'aéroport, c'est pareil. Demander que la part de Montpellier augmente, ce n'est pas donner à Montpellier et à son aéroport l'autonomie et l'indépendance qu'ils devraient avoir. Donc, des politiques qui ressemblent à des politiques de soumission, ce sont des politiques qui ne correspondent pas à la dynamique et au développement politique que nous voulons avoir.

Applaudissements.

Max LEVITA : Merci, Monsieur COUSQUER. Monsieur EL KANDOUSSI, je vous prie.

Abdi EL KANDOUSSI : Cher Max, chers collègues, le Budget 2017 puis le Budget Supplémentaire que nous avons votés étaient porteurs d'une ambition forte pour les Montpelliérains : développer l'offre de service public sur notre territoire dans une dynamique solidaire et transparente. La présentation du Compte Administratif 2017 montre que ces engagements ont été respectés. Ce document permet en effet d'offrir une information complète à tous les Montpelliérains sur les grandes opérations engagées sur notre territoire et sur notre gestion financière de 2017.

Tout d'abord, ce Compte Administratif de 464 millions d'euros de dépenses repose sur une section de fonctionnement saine. Les taux de fiscalité ont été inchangés pour la quatrième année consécutive de notre mandat et les charges de fonctionnement sont maîtrisées et inférieures à celles des communes comparables. Cette gestion vertueuse de notre fonctionnement nous a permis de continuer à améliorer la qualité de nos services. Cette qualité est d'ailleurs aujourd'hui reconnue par nos concitoyens. De plus, nos indicateurs de gestion sont positifs avec des niveaux d'épargne en nette progression et à niveau de dette bien inférieur à celui des villes de la même strate.

Ensuite le Compte Administratif 2017 témoigne des efforts que nous avons réalisés ensemble. Tout au long de l'année, nos actions ont irrigué l'ensemble des quartiers de notre Ville en matière d'Education et d'Enfance, d'amélioration du cadre de vie, de recherche du bien vivre ensemble. Nous avons voté deux nouveaux groupes scolaires, réalisé des travaux dans 78 écoles durant l'été, lancé le projet majeur des Halles Laissac, renforcé nos effectifs en matière de sécurité et continué à faire de Montpellier, une ville qui rayonne en France et à l'étranger. Nous avons également Monsieur DELAFOSSE, lancé des projets structurants et nous bénéficions aujourd'hui (ou nous allons bénéficier) de co-financements, en espérant que vos amis ne se désengagent pas comme ils l'ont fait sur la gare Sud de France. Cette présentation montre ainsi à quel point cette année 2017 fut riche en actions pour Montpellier et les Montpelliérains.

Pour conclure, je félicite Max LEVITA et ses équipes pour la qualité du travail fourni, ainsi que l'ensemble des services pour leur mobilisation au quotidien au service des Montpelliérains. Vous l'aurez compris, nous voterons avec beaucoup d'enthousiasme ce Compte Administratif 2017.

Applaudissements.

Max LEVITA : Monsieur EL KANDOUSSI, merci. Merci de votre soutien. Je réponds rapidement sur un certain nombre de points. Monsieur le Président de la Commission des Finances, merci de dire que toutes les règles sont respectées.

Le taux de réalisation de l'investissement faible : nous l'avons écrit, nous ne vous l'avons pas caché. C'est moi qui vous l'ai dit. C'est marqué. 58% : il n'y a pas de quoi se glorifier, vous avez raison, mais en signalant bien que les investissements qui ne sont pas réalisés en 2017 sont reportés en 2018 et en particulier les crédits concernant la salubrité, la sécurité, l'aménagement urbain. C'est inscrit dans le BP 2017. Ce sera réalisé en 2018. Il y a un décalage. Je vous accorde que cela est moins visible. Sur ce point, je suis d'accord avec vous.

Comme Madame BRISSAUD m'a adressé des félicitations, je ne peux pas être désagréable avec elle. J'ai juste un point. J'essaie de le dire de la manière la plus bienveillante possible. Je pense, Monsieur BOUMAAZ, qui est parti, que vous n'avez pas compris ce qu'est un transfert de compétences. Le transfert de compétences : nous avions la voirie. On ne l'a plus. On a transmis cette compétence à la Métropole. On l'a transmise, non pas en disant à la Métropole : « *Vous allez faire ceci et cela à notre place* », ce n'est pas du tout cela le mécanisme, mais on l'a transmise sur des chiffres historiques. On a regardé sur les trois dernières années en fonctionnement et sur les 10 dernières années je crois en investissement. Il n'y a pas d'économie à faire : nous n'avons plus cette compétence. Nous avons donné l'argent à la Métropole en espérant qu'elle réalisera ces travaux que nous espérons. Mais il n'y a pas de raison qu'elle fasse plus que ce que nous avons donné, mais elle peut le faire. C'est pour cela, Monsieur DELAFOSSE que vous avez raison, vous avez tort. Sur la mutualisation, j'ai cherché dans la littérature concernant les collectivités locales, comment fonctionnaient les procédures de mutualisation. Je n'ai trouvé aucun texte m'indiquant que la procédure de mutualisation conduisait à des économies. Il n'y en a aucun. Il n'y a aucune expérience qui donne ce résultat.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Pardon ?

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Non, mais bien sûr.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Attends. Nous avons la vision d'une entreprise. Alors, bien sûr, des entreprises se rapprochent, elles fusionnent. Dans une entreprise, on fait fonctionner ; on peut diminuer le personnel sans difficulté. Premièrement, ce n'est pas possible dans le secteur public. Deuxièmement, j'ai fait la même erreur d'analyse que vous. Je ne vous jette pas la pierre. Là, dans le domaine de la voirie, nous avons considéré qu'en transférant, tout cela allait fonctionner ainsi : ce n'est pas vrai. Il y avait des petites communes qui pouvaient fonctionner d'une manière très artisanale. Le Maire voyait un trou et téléphonait à une entreprise qui venait. Nous, nous ne pouvons pas fonctionner ainsi. En général, une étude est nécessaire. En général, un appel d'offres est nécessaire. Là, il faut le personnel pour faire les appels d'offres ; il faut le personnel pour faire l'étude. C'est long et cela a été beaucoup plus long et ce n'est pas du tout économe en termes de personnel. Le Directeur Général, nous l'avons fait en Métropole, mais j'ai les mêmes fonctions dans les deux camps. Le fonctionnement de la mutualisation a donné en Métropole un surcroît de dépenses nécessaires d'1,5 million en personnel. A ce moment là, on a demandé aux communes si

elles étaient d'accord pour remettre au pot. Elles ont dit : « *Attendez, on a signé les attributions de compensation. On ne revient pas en arrière. Vous vous êtes mal débrouillés, vous vous êtes mal débrouillés* ». Ce sur quoi elles ont raison. Donc, la mutualisation, non : cela ne donne pas, cela n'a jamais donné et cela ne donnera jamais d'économie dans le domaine des collectivités locales et même dans le domaine de l'Etat.

[PROPOS HORS MICRO]

Max LEVITA : Ce n'est pas par des mutualisations. Ce n'est pas tout à fait cela.

[PROPOS HORS MICRO]

Jacques DOMERGUE : Je ne vois pas pourquoi la mutualisation marcherait dans un secteur marchand et ne marcherait pas dans un secteur public. Il y a sûrement des modifications de textes à apporter. C'est ce qu'essaie de faire le Gouvernement actuellement. Là, vous nous dites des choses qui sont inquiétantes, parce que si vous nous dites : « *La voirie a été mutualisée* » et que vous me dites : « *Au final, cela va coûter plus cher* ». Alors, je vous dis qu'il ne fallait pas le faire. Vous comprenez ? Parce que sinon, cela ne sert à rien. Mutualiser pour mutualiser, si ce n'est pas dans un sens d'optimiser les deniers publics, alors il ne faut pas le faire. Je ne peux pas vous suivre quand vous dites : « *Nous mutualisons mais cela va coûter plus cher* ». C'est inconcevable.

Max LEVITA : Je corrige. Vous avez raison. Je corrige : à court terme, cela ne rapportera rien.

Jacques DOMERGUE : Ah, ce n'est déjà pas mal.

Max LEVITA : Ce n'est pas mal. Je maintiens l'espoir que nous arriverons à mieux organiser, à mieux faire les études, à être beaucoup plus en amont que ce que l'on était précédemment, mais dans le domaine de la voirie, il a fallu beaucoup plus d'ingénieurs que ceux dont nous disposions du fait du transfert. Il a fallu bien embaucher ces gens pour que cela fonctionne. Les retards, dans ce domaine-là à la Métropole tiennent à des nécessités d'organisation qui n'ont pas pu être faites aussi rapidement que ce que nous aurions désiré. Mais, cherchez-moi dans la littérature, dans les expériences qui ont été faites de mutualisations, des exemples où c'est moins cher. Autant que je me souviens, j'y ai participé. J'étais à la Région comme Conseiller régional, quand on nous a transféré les TOS. Si on prend l'exemple de l'Europe, vous avez raison. Je dis les exemples que j'ai vécus. On nous a transposé les TOS. On s'est aperçu premièrement que l'Etat ne nous avait pas transféré un nombre de TOS suffisant. Il nous a dit : « c'est comme cela, c'est historique ». Il a fallu les organiser. Il a fallu prévoir toute une série d'études, de systèmes qui n'existaient pas et au total, cela a coûté beaucoup plus cher de fonctionnement que ce que l'Etat nous avait alloué. Mais, si vous trouvez un exemple, vous me le donnez. Je suis preneur. J'ai cherché dans la littérature et je n'ai pas trouvé. Vous avez raison Monsieur DELAFOSSE : on est très attentif à la taxe d'habitation et à ce que va nous donner l'Etat. Pour l'instant, je n'ai pas de raison de ne pas croire en la parole de l'Etat. L'Etat s'est engagé à compenser aux taux de 2017. Je le crois. Le problème, c'est que dès lors qu'on augmenterait en 2020, 2021, 2022, 2023, les taux d'imposition, là, vraisemblablement, nous y perdrons. Et les communes y perdraient. Mais c'est cela qui a été voté par le Parlement. Je respecte ce que le Parlement donne. Après, nous verrons donc.

La taxe de séjour, j'espère bien qu'elle va nous rapporter plus, parce que nous allons être mieux organisés, parce que l'Etat nous a aidés. Des dispositions parlementaires ont été prises de manière à faire payer les fonds, les plateformes. On est en train de s'organiser sur ce point.

Le dernier point : comme je crois savoir que vous occupez les mêmes fonctions que moi de l'autre côté donc j'ai entendu. J'ai entendu. Vous avez fait un appel que j'entendrai. Mes demandes vous arriveront très rapidement, croyez-le bien. Mes chers collègues, je passe au vote. Donc, mes chers collègues, je vais vous appeler à voter. Cela va vous rajeunir pour un certain nombre puisque je vais vous faire voter comme à l'époque de Georges FRECHE. Donc, on va voter les grands équilibres du Compte Administratif. Mais là, j'en ai moins. Bon, alors très bien.

Alors pour la section de fonctionnement en dépenses, vous avez 325 216 201 € et en report 1 724 660. Quel est votre vote, mes chers collègues ? Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? 9 abstentions.

Deuxième vote : c'est la section de fonctionnement recettes. Nous avons 369 590 €. Non : 369 590 054 €. Même vote ? Même vote. Cela vous rajeunit.

Les sections d'investissement dépenses. En dépenses 109 156 739. En report 28 000 000. En recettes à réaliser 28 138 799. Même vote ? Même vote. Alors une abstention supplémentaire. Cela fait 10 abstentions.

Section d'investissement recettes, nous sommes à 94 778 549 €. En restes-à-réaliser, 24 995 160. Même vote ? C'est toujours une abstention ? 10 abstentions.

Je vous remercie, mes chers collègues. Le Compte Administratif est accepté à l'unanimité des exprimés, ce dont je ne peux que vous remercier de votre confiance, mes chers collègues. Nous pouvons appeler notre Maire.

Applaudissements.

Monsieur Philippe SAUREL sort de séance et donne la présidence à Monsieur Max LEVITA, Premier adjoint.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour la section de fonctionnement en dépenses :

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section de fonctionnement en recettes :

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section d'investissement en dépenses :

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Pour la section d'investissement en recettes :

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michael DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Monsieur Jacques DOMERGUE sort définitivement de séance.

Madame Julie FRÊCHE et Monsieur Philippe SAUREL entrent en séance.

Max LEVITA : Unanimité des exprimés, M. le Maire.

M. le Maire : Majorité des exprimés, c'est parfait.

Max LEVITA : Unanimité.

M. le Maire : Unanimité des exprimés. Parfait, M. LEVITA. Merci à tous les collègues qui ont participé à ce débat mais la récréation est terminée. On va reprendre le cours du Conseil.

2. Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche de transparence et de qualité budgétaire et financière qui dépasse les seules obligations législatives et réglementaires.

Document de référence pour les services comme pour les élus ou les citoyens, le présent Règlement budgétaire et financier sur la gestion pluriannuelle des investissements et la dette, uniformisé à l'échelle de la Ville et de la Métropole de Montpellier, formalise les règles de gestion interne, dans le respect du cadre juridique en vigueur.

Il a pour objectif principal d'améliorer la lisibilité des budgets en détaillant la gestion et le suivi des grandes opérations d'investissement engagées sur notre territoire:

- Pour les dépenses, au travers de la gestion en Autorisations de Programmes Crédits de Paiements (APCP),
- Pour les recettes, au travers de la gestion active, transparente et responsable de la dette.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Adopter le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville de Montpellier tel qu'il est présenté en annexe ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

M. le Maire : Affaire 2. Règlement Budgétaire et Financier - Ville de Montpellier. Qui demande des explications à Max LEVITA ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

3. Convention de services comptables et financiers 2018

Depuis 2004, la Ville de Montpellier et la Direction Générale des Finances Publiques ont initié un partenariat formalisé par une convention de services comptables et financiers. Cette coopération a permis d'établir un partenariat constructif visant à renforcer l'efficacité des circuits comptables et financiers, favoriser les échanges entre les services et améliorer le service rendu aux usagers.

Cette convention a été reconduite et enrichie en 2009 et 2015 au fil des avancées sur les différentes thématiques.

Le projet de nouvelle convention 2018 établi avec la Direction Départementale des Finances Publiques et soumis au Conseil s'articule autour de trois axes principaux :

- L'optimisation des procédures d'exécution comptable :

Cet axe recouvre cinq actions visant à optimiser le recouvrement des recettes locales et à approfondir le contrôle des dépenses.

- L'amélioration de la qualité comptable :

Cet axe, articulé autour de quatre actions, vise à perfectionner de façon continue la qualité comptable du budget de la Ville ainsi que les échanges d'informations et de fichiers entre les services communaux et le comptable public. Cet axe accompagne la démarche de certification des comptes que la Ville a engagée avec la Cour des comptes.

- L'amélioration de l'expertise fiscale.

Cet axe vise à densifier le degré d'expertise et d'échange d'informations utiles au recensement des bases d'imposition entre les deux administrations. Il s'agit de garantir aux services et élus de la collectivité une information claire sur la fiscalité directe locale, et de faire en sorte que l'équité fiscale soit toujours recherchée et assurée aux contribuables locaux.

La convention de services comptables et financiers sera conclue pour une durée de cinq ans et pourra faire l'objet de modifications ultérieures en fonction de l'évolution des besoins et attentes des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

-d'approuver la convention de services comptables et financiers 2018 annexée à la présente délibération ;

-d'autoriser Monsieur le Maire et Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer la convention de services comptables et financiers 2018.

M. le Maire : Affaire 3. Convention de services comptables et financiers 2018. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Françoise BONNET donne procuration à Monsieur Hervé MARTIN et sort de séance.

4. Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) Année 2017

La Loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) ou à mobilité réduite (ensemble de personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente).

Une des dispositions de la Loi est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

L'ordonnance n°1090 du 26 septembre 2014 **relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées**, élargie la CCA à tous les usagers sous forme d'observatoire de l'accessibilité. Ainsi aux collèges des élus et des personnes en situation de handicap, se rajoute des représentants des personnes âgées, des acteurs de la vie économique et d'autres usagers de la Ville nommés par Monsieur le Maire. Y siègent sept élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées ou à mobilité réduite, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre, d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune.

Le contenu du rapport pour l'année 2017 : Le présent rapport dresse un bilan des activités de la Commission Communale pour L'Accessibilité :

1. La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (ADAP)

L'ADAP de la Ville de Montpellier concerne plus de 305 ERP (Etablissements Recevant du Public) sur 248 sites. Sa mise en œuvre est programmée sur une durée de 9 ans, séquencée en 3 périodes de 3 ans.

Son financement, sur 9 ans, représente 35 Millions d'euros au total. La première période couvre les années 2016/2018 pour un montant de 9 millions d'euros.

La seconde période couvre les années 2019-2021 pour un montant de 15 millions d'euros.

Et enfin, la troisième période couvre les années 2022-2024 pour un montant de 14 millions d'euros.

2. Le bilan des activités des groupes de travail « Espaces publics » et « ERP »

- ZAC République : Le Projet d'aménagement de la future ZAC République a été réalisé selon l'idée de la Conception Universelle et d'accessibilité pour tous avec de nombreuses réunions de concertations et d'ateliers avant-projet avec les associations de personnes handicapées et à mobilité réduite ayant permis d'intégrer leurs besoins et idées dans l'avant-projet ;
- Projet « SMART PARKING » : développement d'une application sur smartphone permettant le recensement des places de stationnement disponible (valides et PMR) avec des capteurs spécifiques.

3. L'inclusion des personnes en situation de handicaps dans la Ville

- Une action impulsée sur la ville grâce à l'action d'un chef de projet à temps plein dans le service de la cohésion sociale ;
- Handi'Com : l'évènement 2017 sensibilisation de 800 enfants durant le temps scolaire aux thématiques du Handicap, et mettre en avant les intérêts du sport partagé ;
- Séminaire de la Direction de l'Education pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap : l'objectif d'harmoniser les pratiques de tous les intervenants sur les temps scolaires et périscolaires a été poursuivi. Un guide a été produit et diffusé auprès de tous les professionnels à l'issue ;
- Le Recensement de l'offre culturelle pour les « Publics Empêchés » dont les personnes en situation de handicap a permis d'identifier les besoins de communication et actions les plus adaptées.

Ce rapport a été transmis puis discuté le 29 mai 2018 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière. Il est aussi, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2017 en assemblée, en ateliers ou sur le terrain. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après validation par le Conseil Municipal, le rapport 2017 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Annie YAGUE qui a reçu avec beaucoup d'amitié Madame CLUZEL, Secrétaire d'Etat aux personnes handicapées.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Donc, tout d'abord des précisions. On estime le nombre de personnes handicapées, toutes formes de handicaps confondus, sur la Ville à près de 28 000 personnes (soit environ 10% de la population) auxquelles s'ajoutent toutes les personnes à mobilité réduite : personnes âgées, de petite taille, encombrées, parents avec poussette,

temporairement personnes avec béquilles etc., évaluées aussi à 10% de la population, soit 28 000 personnes supplémentaires.

Une société inclusive se distingue par les innovations qu'elle réalise à destination des personnes aux besoins spécifiques qui finalement bénéficient également à tous les citoyens. Ainsi, après les inventions des télécommandes, de la domotique, de la valise à roulettes, de l'électroménager adapté etc., les nouvelles technologies peuvent constituer une avancée majeure pour les personnes en situation de handicap. Ce rapport en présente quelques-unes dont le projet de localisation des places de parking. La conception universelle est la conception de tout aménagement – produit, équipement, programme ou service – qui puisse être utilisé par toute personne sans nécessiter ni d'adaptation ni de conception spéciale et ce, quel que soit son sexe, son âge, sa situation ou son handicap. C'est cet esprit qui guide notre démarche sur le projet de la ZAC République mais aussi qui introduit une nouvelle philosophie dans le traitement des rénovations de l'espace public qui est une vraie priorité depuis notre élection de 2014.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE. Simplement je me permets de vous interrompre pour ajouter deux ou trois petits détails qui sont importants. Sur la ZAC République, que j'avais eue l'honneur de débiter avec Nicolas MICHELIN, l'architecte bordelais, on avait voulu installer dans l'espace public, je dirais assez de latitudes pour l'art, la pratique de la culture et notamment de la danse. C'est la raison pour laquelle le plan de la ZAC République a été fait en partenariat avec Mathilde MONNIER à l'époque.

Lorsque nous avons repris les commandes de la Ville – pris les commandes de la Ville – nous avons souhaité rajouter au fait d'utiliser l'espace public comme lieu de culture, d'en faire une spécificité pour les personnes handicapées. Et je dirais que c'est une première que d'avoir lié en amont de la création de l'urbanisme, l'accessibilité pour les personnes âgées et les personnes handicapées. D'ailleurs, ce projet dont j'ai parlé longuement avec la Secrétaire d'Etat fera l'objet d'un rendez-vous avec elle et Madame BUZYN, Ministre de la Santé le 17 juillet à Paris.

Annie YAGUE : Merci Monsieur le Maire. Je vais cependant préciser quelles actions nous avons déjà mis en place sur ce projet. Durant l'année 2016, les élus de la ville, les représentants de la SERM et les urbanistes ont fait découvrir ce projet aux associations de personnes en situation de handicap par l'intermédiaire de plans et pour les déficients visuels, de maquettes en relief. En 2017, des réunions ont eu lieu en Mairie et sur le terrain. 22 juin : visite d'une pépinière où le paysagiste en charge de la future ZAC a présenté les espèces d'arbres et d'arbustes adaptées au climat méditerranéen qui pourraient être installées dans les différents îlots du nouveau quartier. Tout est important : les couleurs, les senteurs, les bruissements des feuilles, les rugosités des troncs.

Monsieur le Maire : Comme à la Cité de la Villette, où à la Villette sont installées des fleurs synthétiques odorantes qui permettent aux personnes non-voyantes de pouvoir se repérer. Des bandes rugueuses et des fleurs qui exhalent un parfum particulier. Donc voilà, riches de cette expérience, nous l'avons appliquée à l'ensemble du quartier.

Annie YAGUE : Avec toutefois des végétaux naturels. Donc le 4 juillet, une déambulation a eu lieu autour du bassin Jacques-Cœur pour étudier les différentes installations. Potelets, trottoirs, revêtements, glissance, bancs, bandes de guidage, passages piétons, feux sonores etc., pour la future ZAC. En 2018, ce travail va continuer toujours en collaboration avec les représentants des associations de handicap.

Nous passons donc à la voirie. Pour la voirie, 32% des voies sont accessibles, soit 170 kilomètres

sur plus de 500 kilomètres existants. Une voie est considérée comme accessible si au moins un côté est accessible avec une largeur supérieure à 1,40 mètres sans obstacle. Je vous le précise parce qu'il y a beaucoup de questionnement par rapport à cela en me disant « *mais les trottoirs, ils ne sont pas tous les deux accessibles* », mais la voie est considérée accessible dans ces conditions-là, ce que nous faisons sur la Ville. Pendant l'année 2017, de nombreux travaux de mise en accessibilité et de sécurisation – passages piétons, trottoirs – ont été réalisés. On peut citer ainsi ceux autour des écoles de la Mosson, l'école Mermoz, Savary, Chamberte, Beethoven et autour du lycée Jules FERRY.

Dans le centre-ville, les travaux importants du faubourg Courreau ont été réalisés en lien avec les associations des personnes handicapées. De la rue du Courreau, je vois que c'est une erreur. Je voudrais à cette occasion remercier Luc ALBERNHE qui fait un travail magnifique auprès des personnes en situation de handicap qui n'hésite jamais à se déplacer, aller sur le terrain avec eux, trouver des solutions adéquates et également les techniciens qui travaillent avec lui.

Monsieur le Maire : Simplement pour la rue du Courreau, cela n'a pas été mentionné dans les articles, donc je vais le répéter une fois de plus. C'est un petit truc mais un jour, voyez-vous, j'étais Conseiller municipal en 1997 et Georges FRECHE crée la place Jean BENE, le long du Lez. Et il me dit : « *M. SAUREL, si vous avez deux minutes, venez avec moi, nous allons regarder comment se passent les travaux, parce que l'inauguration, c'est demain matin, samedi à 11 heures* ». Et effectivement, il a regardé la déclivité des trottoirs, l'accessibilité des roues de vélo à mordre sur les trottoirs et pouvoir emprunter la piste cyclable, ce genre de petits détails concrets qui font que l'équipement fonctionne ou qu'il fonctionne moins bien. Fort de cette expérience, j'ai fait la même chose rue du Courreau et nous l'avons fait avec M. ALBERNHE, Mme YAGUE et Mme BRETTE-CHEVET que je remercie (Directrice de service de la voirie).

On s'est aperçu que les bordures de trottoirs créaient des petits ressauts qui rendaient le passage des vélos et même des fauteuils pour les personnes à mobilité réduite très dangereux. Nous avons donc pris un disque carbo que nous avons arrosé pour éviter que cela chauffe trop et nous avons abrasé une partie, vous pourrez le constater, en bas de la rue du Courreau. A côté du Plan Cabanes, comme j'avais fait pour les bancs devant la place royale du Peyrou, nous avons abrasé les pierres pour qu'elles soient accessibles aux vélos, sans ressaut, sans faire sauter les personnes, parce qu'il y a souvent un papa avec un enfant sur le vélo ou des mamans. Donc, le petit, derrière dans le siège, saute. Nous sommes restés une matinée, nous avons regardé comment cela se passait. Nous avons modifié en fonction des usages. Cela est de la politique « avec les mains dans le moteur ». Ce n'est pas la politique éthérée, on va le dire comme cela. C'est pour cela que pour la rue du Courreau, les gens sont ravis. Madame YAGUE. Je vais certainement vous interrompre parce que le sujet du handicap m'intéresse beaucoup.

Annie YAGUE : En tout cas, la satisfaction viendra aussi de la Grand Rue Jean Moulin, parce que c'est un travail que nous avons continué à faire sur la Grand Rue Jean Moulin. On a pris le même état d'esprit et les travaux du bas et du haut de la Grand Rue Jean Moulin ont été présentés aux associations de personnes handicapées par les services : la glissance, le pavement, le pluvial ainsi que l'accessibilité de la voirie vers les commerces et cela est très important parce que nous avons profité de ce moment pour sensibiliser les commerçants et les inciter à réaliser les travaux nécessaires à la mise en accessibilité de leurs locaux dans le même temps des travaux de la voirie.

L'accessibilité des futures Halles Laissac a été présentée également aux associations. Les projets de zone 30 et de rencontres entre les automobilistes, les piétons et les personnes à mobilité réduite ont été présentés lors des groupes de travail de la commission communale d'accessibilité en atelier. 227 carrefours sur 373 sont équipés de modules sonores dédiés aux personnes déficientes visuelles, soit

un total de 1 460 répartis sur 850 traversées piétonnes. Près de 25 télécommandes universelles par an sont fournies gratuitement et sur présentation de la carte MDPH. Une fois actionnés, les feux sonores permettent d'annoncer le nom de la rue et les directions. Concernant les places de parking, on compte près de 1 000 places réservées GIG ou GIC, parkings en délégation de service public, et ce, sur la voirie. Les personnes en situation de handicap, peuvent, après étude par les services, obtenir la transformation ou la création d'une place près de leur domicile. Le stationnement, pour eux, est gratuit.

Sensibiliser à la lutte contre les fraudes des fausses cartes de parking mobilité-inclusion. Les ASVP (Agents de Surveillance de la Voie Publique) ont émis 2 888 PV en 2017. Il s'agissait d'une plainte que nous avons beaucoup eue des associations aussi. Les places étaient occupées et pas assez verbalisées.

Pour rappel, la loi du 7 octobre 2016 permet au titulaire de la carte d'invalidité de se garer gratuitement, maximum 12 heures, sur l'ensemble des places valides quand les places réservées sont occupées ou en nombre insuffisant.

Nous avons un projet de parking connecté *Smart Parking* réalisé par la Direction des Ressources Informatiques de la Métropole avec des capteurs installés au sol. Nous faisons des essais devant l'Hôtel de Ville et l'avenue Raymond Dugrand. Le but est de suivre la disponibilité des places de parkings valides et personnes handicapées depuis une application *Smart Phone* qui sera à développer. Le but c'est : une personne en situation de handicap veut aller dans un coin de la Ville ; elle peut regarder sur son *Smart Phone* si des places sont disponibles et libres. Cela permet d'être beaucoup plus cohérent dans les déplacements, pour ceux qui emploient un déplacement en dehors de leur propre possibilité, de ne pas dépenser inutilement de l'argent pour se déplacer, alors qu'il n'y a pas de place libre.

Sur les transports, le réseau comprend quatre lignes de Tram 100% accessibles ainsi que leurs arrêts ; 12 lignes de bus 100% accessibles desservent Montpellier. 576 arrêts de bus sur 705 sont accessibles. 2,5 millions d'euros au total sur 2016-2018 ont été utilisés pour une mise en accessibilité. En partenariat avec la TAM, 24 véhicules du GIHP (Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques) assurent un service transport adapté. Par une délibération du Conseil métropolitain du 27/01/16, la gratuité sur le réseau TAM a été accordée à l'accompagnateur d'une personne handicapée, quand elle est munie d'une carte d'invalidité mentionnant « besoin d'une tierce personne ». A la demande des associations en 2017, le plan en braille du réseau TAM pour les déficients visuels sera très prochainement disponible au guichet de l'Hôtel de Ville et de la Métropole, dans les trois espaces mobilité de la TAM, à l'office du tourisme, dans les locaux des associations de personnes déficientes visuelles notamment la Fédération des Aveugles de France-Languedoc Roussillon et l'association Valentin HAÛY.

[PROPOS HORS MICRO]

Annie YAGUE : Ah oui. Ceci est une demande qui avait été faite il y a fort longtemps par ces associations. Cela a été compliqué à mettre en place, mais aujourd'hui, nous allons être en capacité de répondre à cette demande.

Sur le cadre bâti des établissements recevant les publics, les agendas d'accessibilité programmée d'Ad'AP s'étendent de 2016 à 2024. Ils sont séquencés en trois périodes de trois ans pour rendre accessibles 305 ERP – ce sont les établissements recevant du public répartis sur 248 sites pour une somme de 35 millions d'euros. Exemple : la Maison pour Tous Marcel Pagnol avant et après les

travaux que nous vous présentons là et les travaux de mise en accessibilité avec, entre autres, l'installation d'un ascenseur.

L'accessibilité concerne aussi le logement. Ainsi le PLH (Programme Local de l'Habitat) prévoit entre 2013 et 2018, la construction annuelle de 5 000 logements qui répondent aux normes d'accessibilité (adaptation au handicap et au vieillissement des logements). 231 logements ont été rénovés dans le parc privé. 103 logements locatifs sociaux ont été fléchés seniors. Enfin, l'organisation d'un système de recensement des logements accessibles reste un objectif à atteindre malgré la complexité de sa mise en œuvre et l'absence de contrainte réglementaire pour les bailleurs. A noter la convention signée en février 2017 entre l'Etat et l'Union sociale pour l'habitat qui prévoit au niveau national le recensement de logements adaptés au vieillissement et au handicap. Nous passons aux événements inclusifs.

Monsieur le Maire : Sur les transports Madame YAGUE, vous auriez pu rajouter aussi l'application *Faciligo*.

Annie YAGUE : Oui, je l'avais.

Monsieur le Maire : Qui est une application que l'on met sur un *Smart Phone* et qui permet à une personne handicapée de pouvoir faire route avec une personne valide et ainsi pouvoir cumuler des aides pour les transports. C'est une *startup* de Montpellier qui a créé cela.

Annie YAGUE : « La perle rare ». Je continue. La sensibilisation aux thématiques du handicap dès le plus jeune âge est primordiale. Dans les manifestations menées, la Ville organise Handi'com qui a eu lieu du 7 novembre au 10 novembre 2017 grâce au Mobil'Hand. Le parcours de mise en situation et 15 ateliers de sensibilisation ont été positionnés. Ces ateliers de sensibilisation ont été tenus par des personnes handicapées. 800 enfants au total ont été ainsi sensibilisés dans la salle des rencontres et dans le gymnase Couderc pour du sport partagé, autour, entre autres, du Handi Basket. Les joueuses pro du BLMA ont ainsi pu participer à des matchs en fauteuil mixant des joueurs handicapés et valides. Elles ont pu constater que le Handi Sport, c'est du sport et du sport même de haut niveau. Les Journées européennes du Patrimoine des 16 et 17 septembre 2017 ont permis de recenser et d'indiquer l'accessibilité des offres culturelles, dont des visites en LSF de l'Hôtel de Ville.

Tous ces efforts ont abouti à la labellisation « Montpellier, Ville amie des enfants » par l'UNICEF en 2017 pour l'accueil des enfants en situation de handicap et la sensibilisation aux handicaps des élèves, citoyens de demain. C'est dans cette optique que s'est tenu le séminaire de la Direction de l'Education, pour un accueil de qualité de l'enfant en situation de handicap. Un guide accueil a été réalisé avec tous les intervenants des temps scolaires et périscolaires. La Direction de la culture, pour sa part, a réalisé sur 2017 un large recensement des offres et des besoins culturels des publics empêchés, comprenant les personnes en situation de handicap. Cette analyse aboutira à un plan d'actions que nous mettrons en place en 2018.

Faciliter l'emploi des personnes handicapées. Merci. La Ville de Montpellier a signé une convention avec le FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) de près d'1 million d'euros sur trois ans (2016 à 2018), pour le recrutement et les aménagements de travail pour les agents en situation de handicap. La Direction des Ressources Humaines accompagne 308 agents en situation de handicap, soit 7,98% du nombre de nos salariés. Vous pouvez constater que nous avons dépassé le taux légal qui était de 6%. Pour information, la Métropole l'a également dépassé, puisque le taux est actuellement à 6,30% et le CCAS de 11,41%.

Nous avons donc été vraiment de bons élèves sur ce plan là. Des lots sont réservés à des entreprises employant des personnes handicapées (ESAT, EA, article 36-1 de l'ordonnance 2015-899 et article 13 du décret 2016-360, relatifs aux marchés publics).

). Le 14 novembre 2017, au Corum, il y a eu un soutien logistique et financier de la Ville et de la Métropole au Salon pour l'Emploi des personnes handicapées, Handi'Job, avec les tables rondes de l'ARESAT (Association Régionale des ESAT d'Occitanie). Le Salon Handi'Job sera reconduit cette année au Corum.

Faciliter l'accès à la vie quotidienne. L'inclusion des personnes en situation de handicap dans la Ville est une question centrale mais c'est aussi une question transversale. Elle exige un travail de fond pour comprendre les problématiques – travail qui ne peut avancer qu'en concertation avec celles et ceux qui le vivent au quotidien. C'est ce que vous disiez tout à l'heure, Monsieur le Maire. C'est pourquoi un chef de projet du service de la Cohésion sociale de la Ville de Montpellier travaille à plein temps tout au long de l'année sur des projets permettant l'inclusion des personnes. Je voudrais à cette occasion saluer le travail de Monsieur GALAUD qui est très investi sur cette mission et qui travaille à mes côtés sur cette thématique du handicap. Nous apportons également un soutien financier et une mise à disposition de salles, locaux et matériels aux associations de personnes handicapées. Le service de la Cohésion sociale a attribué 29 subventions en fonctionnement et en projets à 24 associations de personnes en situation de handicap en 2017 pour un montant de 72 622 €.

Sur le plan de la communication et de l'information, la communication est essentielle pour les personnes sourdes qui évoluent dans un monde d'entendants. Aussi, la Ville de Montpellier fait appel à des interprètes en LSF lors des Conseils municipaux, lors des réunions publiques, lors d'ateliers dans les services, etc., (la Métropole aussi), soit près de 725 heures au total de traduction. Pour les déficients visuels, par exemple le journal MNV (Montpellier Notre Ville) est imprimé en braille. Le site Internet de la Ville est accessible selon la norme RGAA (Référentiel Général de l'Accessibilité pour les Administrations). Une page est également dédiée aux personnes handicapées avec toutes les actions utiles au quotidien.

Sur la thématique de la sensibilisation du public aux thématiques du handicap. Le 23 septembre 2017, la Ville de Montpellier a été une nouvelle fois heureuse de célébrer la Journée Mondiale des Sourds en hissant le drapeau *Sign Union Flag* sur le parvis de Montpellier. Je rappelle que nous avons fait ceci l'année d'avant. C'était une première mondiale. Depuis, de nombreuses villes nous ont suivis mais aussi dans le monde. Nous avons été exemplaires aussi sur ce sujet. Le 15 octobre 2017, la Ville de Montpellier a participé à la Marche des Aveugles sur la place de la Comédie organisée par l'association IRRP (Information et Recherche sur la Rétinite Pigmentaire). Des marches culturelles ont eu lieu dans l'Ecusson et ont permis de récolter des fonds. Enfin, l'Adaptathon : fin 2018, la Ville et la Métropole travaillent sur un projet porteur d'innovation sur le modèle d'un Hackathon. Cet événement réunira un groupe de développeurs volontaires et d'associations de personnes en situation de handicap pour résoudre de manière collaborative pendant plusieurs jours un problème donné sur le handicap. Le projet retenu pourrait ainsi être développé techniquement par les acteurs économiques de notre territoire.

Je voudrais pour finir remercier et saluer le travail de fond réalisé par tous les membres de la Commission Communale pour l'Accessibilité, composée de 10 personnes en situation de handicap représentant les associations ; de quatre représentants des acteurs économiques ; de représentants des personnes âgées ; des usagers de la Ville, mais aussi des services de la Ville et la Métropole, ainsi que neuf élus de la Ville que je vais remercier ici : Madame Chantal MARION, Monsieur Max LEVITA, Madame Lorraine ACQUIER, Monsieur Luc ALBERHNE, Madame Brigitte ROUSSEL-

GALIANA, Madame Séverine SCUDIER, Monsieur Henri de VERBIZIER, Monsieur Robert COTTE. Je vous remercie.

Applaudissements

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame YAGUE. Qui demande la parole ? Monsieur MARTIN, Madame CANAUD. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Bien entendu nous voterons ce rapport sur l'accessibilité qui nous montre effectivement l'évolution en termes de réponses aux exigences qui sont posées sur les problématiques d'accessibilité. Simplement, nous voudrions faire une suggestion en ce qui concerne les questions de logement. Tout le monde sait que la nouvelle loi ELAN pose de nouvelles conditions, puisque, jusqu'à maintenant, 100% des logements devaient être rendus accessibles. Maintenant, il ne s'agit plus que de 10%. C'est donc une réduction extrêmement drastique du nombre de logements accessibles qui est incluse dans cette loi. La proposition que nous voudrions faire est que là où nous, en tant que Ville, en tant que puissance publique, nous pouvons au mieux agir, les chiffres du PLH ont été rappelés, de 2 500 (c'est ce qui est précisé très justement dans le rapport) logements sur la Ville de Montpellier construits en moyenne par an qui sont des logements accessibles aux personnes handicapées. Si on suit la loi ELAN, cela rapporterait ce chiffre à seulement 250 logements accessibles aux personnes handicapées, sachant que ces personnes là peuvent essentiellement trouver du logement accessible dans du logement très récent qui répond déjà à ces normes là. Dans l'ancien, c'est parfois bien plus compliqué, malheureusement. Pour ces personnes là, c'est extrêmement important que la production de logements accessibles soit toujours tirée vers le haut. Donc, que ce soit avec les bailleurs sociaux avec lesquels nous travaillons ou que ce soit sur les lots que nous attribuons dans les ZAC, de pouvoir poursuivre l'objectif – celui qui était poursuivi auparavant – de 100% d'accessibles, de façon à ce que sur la Ville de Montpellier, nous puissions répondre – je dirais – au mieux aux exigences portées par les personnes en situation de handicap. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Madame MIRALLES vous répondra tout à l'heure sur la loi ELAN et je vous répondrai aussi sur la loi ELAN. Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, tout d'abord remercier tout le service, pour ce rapport qui est extrêmement complet et très détaillé sur l'accessibilité, que bien sûr nous voterons, et qui montre qu'il y a quand même du bien et du moins bien. Ce qui est très positif effectivement, c'est l'accessibilité de tous les transports en commun. C'est quelque chose de remarquable de voir, que ce soit le tram ou que ce soit les bus, que tous les gens en situation de handicap physique important peuvent monter à bord.

Maintenant, en revanche, je le répète, ce n'est pas le cas des trottoirs. Je l'ai dit à la Commission, il y a simplement 32% des voies qui sont considérées comme accessibles au sens de la réglementation. C'est vraiment trop peu pour une Ville qui compte 20% de la population en situation de handicap ou en situation de mobilité réduite. Ce qui est inquiétant c'est que, quand on regarde le niveau d'accessibilité des trottoirs, il est passé entre 2009 à 2017, de 28 à 32%. Ce n'est pas une augmentation très importante.

Le programme qui s'étend sur neuf ans pour rendre accessible tous ces équipements recevant du public à mon avis, n'est pas assez ambitieux. Ces personnes vont encore devoir attendre de nombreuses années avant de pouvoir se rendre dans ces lieux en particulier, les établissements publics qui sont au nombre de 300 à peu près, qui ne sont pas en situation d'être rendu accessible. Il

faudrait aller plus vite. Justement, vous qui dites que vous avez une capacité d'endettement maîtrisée et une épargne qui augmente : pourquoi ne pas s'en servir et en profiter pour accélérer le rythme des travaux, étaler les 35 millions d'investissement ? Pourquoi pas sur quatre ou cinq ans au lieu des neuf ans ? Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame CANAUD. Monsieur LEVITA, vous voulez prendre la parole ? Madame MIRALLES pour la loi ELAN.

Patricia MIRALLES : Merci Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je voudrais préciser, parce que je pense que nous n'avons pas tout à fait la même lecture, Monsieur MARTIN, qu'accompagner les besoins des locataires tout au long de la vie, en instaurant l'obligation de 100% de logements évolutifs, cela me paraît clair et je vais développer. Les nouveaux logements construits en immeubles collectifs seront donc évolutifs. Le séjour et les toilettes de ces logements seront accessibles dès la construction. Les logements pourront être rendus totalement accessibles sur demande, par de simples travaux et à moindre coût. 10% de logements seront accessibles dès la construction. Un décret d'application précisera la notion du logement évolutif. Ces dispositions ont été concertées avec les associations de personnes à mobilité réduite dans leur ensemble. Elles permettront d'ouvrir à chacun le logement le plus adapté à ses besoins en fonction de la réalité de ses besoins au moment précis.

Après, je vais vous dire que ce que j'ai défendu aussi, parce que j'ai été élue au handicap en 2014. Souvent on ne pense qu'à la personne à mobilité réduite ; on ne pense qu'à son logement. Je vais dire que c'est bien de penser à son logement, mais je pense aussi que ce qui est mieux est de penser à ce qu'elle puisse se déplacer et aller chez sa famille ou chez ses amis et pouvoir se rendre chez sa famille ou chez ses amis, dès lors qu'ils auront des logements qu'ils auront pu faire évoluer de façon à recevoir une personne en situation de handicap. C'est cela aussi : si les architectes pensent à des cloisons amovibles que vous pouvez [modifier], à un certain moment de votre vie (parce que vous avez un accident de vie ou parce que vous vieillissez et que vous souhaitez rester dans votre logement), je trouve que c'est beaucoup mieux que de ne faire du logement que pour la personne qui est en situation de handicap et ne pas lui permettre de pouvoir sortir de chez elle et se rendre chez ses amis. Voilà ce que je défends. Je l'ai défendu, je l'ai voté et je continuerai à le défendre.

Monsieur le Maire : Merci Madame MIRALLES. Monsieur LEVITA pour Madame CANAUD.

Max LEVITA : Madame CANAUD, je suis tout à fait d'accord avec vous. Ce serait nécessaire d'accélérer les travaux, parce que nous avons prévu 35 millions pour rendre accessibles les 300 sites. Il se trouve que c'est très compliqué parce qu'il faut une étude individuelle de ces sites, de chacun d'entre eux, ce qui a pris beaucoup de temps en 2017 en particulier. Les taux de réalisation de l'investissement prévu en 2017 sont exceptionnellement faibles dans ce domaine là. Premier point.

Deuxième point : Monsieur le Maire a sous-traité cette opération à la SA3M et donc, comme je ne dirige pas la SA3M, je la bouscule. Ils se plaignent donc, parce que les travaux, ils ne peuvent les faire que pendant les vacances puisqu'il y a beaucoup de travaux dans les écoles. Donc, ces travaux là sont renvoyés par les écoles. Nous avons un retard considérable et vous avez raison Madame. Première évaluation va être faite à la fin de l'année 2018 et c'est le seul secteur d'activités de la Mairie que je bouscule pour que l'on me consomme les crédits, parce que là, je prends du retard. Un rapport va être fait à la fin de l'année 2018. Vous en parlerez donc à juste titre d'ailleurs, puisque vous êtes dans l'opposition, pour dire que nous n'en faisons pas assez. Vous avez raison. Je vous apporte par anticipation mon soutien, parce que vous allez me dire cela en juin-juillet de l'année

prochaine. Vous avez raison. C'est beaucoup plus difficile que ce qui avait été prévu. Malgré l'intervention de la SA3M, qui a mis du personnel, malgré l'intervention des services de la Ville, nous n'avancions pas assez vite.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. Simplement sur la loi ELAN, j'ai demandé à un certain nombre de responsables des cabinets d'architecture, des constructeurs, des paysagistes, des bâtisseurs, des entrepreneurs, de faire avec moi une réunion de travail le 5 juillet, pour me faire une idée extrêmement précise de la loi ELAN. S'il s'avérait qu'un certain nombre de dispositions législatives ralentissent le travail de la Ville – je dis bien « s'il s'avérait » parce que je veux connaître le dossier parfaitement et précisément et avec des témoignages de spécialistes, pas deux architectes du Parti Socialiste. Je veux avoir une série d'architectes de tous bords confondus, mais je ne veux pas que des architectes. Je veux aussi des bâtisseurs, des entrepreneurs, tous ceux qui sont dans l'acte de construire et dont l'activité dépend aussi des modifications législatives de la loi ELAN. S'il s'avérait qu'il y ait un certain nombre de modifications à apporter à la loi, pour faire en sorte que les choses aillent plus vite et mieux dans l'intérêt des citoyens, vous pouvez compter sur moi pour l'expliquer. Voilà. Mais, pas sur des dogmes. Sur des réalités. Madame MIRALLES.

Patricia MIRALLES : Juste une précision puisque vous êtes aussi Président d'ACM et que je siège à la commission d'attribution d'ACM : je peux dire que depuis 2014, lorsque nous avons des jurys pour des nouvelles constructions, il y a toujours un regard très vigilant aussi sur les extérieurs, puisqu'aujourd'hui, au niveau des normes ascenseur, vous n'avez l'obligation de mettre un ascenseur qu'à partir du 4^{ème} étage. Je veux dire que vous avez ce regard vigilant déjà au niveau d'ACM, puisque souvent, quand il y a des parkings souterrains, il y a des ascenseurs, alors que parfois ce ne sont que des R+2. Je peux dire que Montpellier est déjà bien en avance, en tout cas sur le logement social.

Monsieur le Maire : Merci Madame MIRALLES. Alors, tant qu'on en est à citer le Parti Socialiste, je me permets de vous donner une information qui est importante. J'ai été critiqué sur le fait de réanimer les Citoyens du Midi comme parti local. Gérard COLLOMB aujourd'hui a fait la même chose pour Lyon. Je dis cela ainsi, en passant. Et comme on en est aux informations, puisque je n'ai pas pu parler tout à l'heure, je voudrais annoncer deux choses. D'abord que j'ai signé l'arrêté pour que Daniel BOULET prenne la délégation des centres de loisirs auprès de Sonia KERANGUEVEN.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Et deuxièmement, je viens d'avoir l'accusé de réception par mon ami Yvon PRADEILLE, ancien Conseiller général du canton de Mauguio : je me suis inscrit à l'Amical des anciens Conseillers généraux de l'Hérault.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : 17 ans de Conseil général, cela ne s'oublie pas comme cela. Je me disais : « comment vas-tu faire ? Tu as démissionné. Comment peux-tu renouer un peu et être toujours dans le moove du Département ? ». Je me suis inscrit à l'Amical des Anciens, avec Yvon PRADEILLE, avec André VEZINHET, avec Louis CALMELS, avec tous les amis. Cela va être sympa. On va manger des tripoux. On va se régaler. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 58 voix

Contre : 0
Abstention : 0

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance.

5. Zone d'aménagement concerté EAI Dossier de réalisation de la ZAC Approbation

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du code de l'environnement, la création de la ZAC a été précédée d'une étude d'impact. Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a approuvé les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact de la future ZAC. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'autorité environnementale et du carnet de réponses, et pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de la procédure de mise à disposition.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'îlots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC EAI a constitué un dossier de réalisation ; celui-ci comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités provisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps
4. la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le programme des équipements publics.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public ;
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques ;
 - réseau d'eaux usées ;
 - réseau d'eau potable et défense incendie ;
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique ;
 - réseau de télécommunications ;
 - réseau de chaleur urbain ;
 - génie civil de vidéo-surveillance ;
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux ;
 - un groupe scolaire de 20 classes ;
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable) ;
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la

maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaut vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

Le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone :

Le programme global des constructions représente une surface de plancher (SDP) de 214 000 m² qui se répartiront de la façon suivante :

- Environ 2 500 logements familiaux diversifiés (libres, intermédiaires, sociaux) ;
- Environ 30 000 m² d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité à destination des usagers et habitants) ;
- Deux équipements publics : un groupe scolaire de 20 classes ainsi qu'une crèche de 48 berceaux.

Cette grande mixité programmatique permettra de garantir l'urbanité et la qualité de vie du quartier.

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

Compte tenu du programme global de construction, l'aménagement de la ZAC EAI se développera sur 15 ans environ.

La réalisation de l'opération a été confiée à la SA3M dans le cadre d'une concession d'aménagement qui intègre également le parc Montcalm.

L'ensemble des dépenses et recettes de l'opération s'inscrivent dans le bilan la concession d'aménagement issu du dernier Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) approuvé par le Conseil Municipal en date du 3 novembre 2017.

Le financement des équipements publics de la ZAC est assuré par l'opération d'aménagement ainsi que par une participation de la Ville de Montpellier d'un montant de 38,9 millions d'euros HT.

L'étude d'impact :

L'étude d'impact, pièce constitutive du dossier de création de la ZAC, n'a pas fait l'objet de compléments depuis l'approbation du dossier de création de la ZAC EAI par le Conseil municipal en date du 26 janvier 2017.

L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) EAI relevant de ses compétences. En date du 26 avril 2018, le conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI;
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine;
- le principe de leur financement ;
- et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2018-156 est jointe en annexe de la présente délibération.

Le dossier de réalisation de la ZAC EAI établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme est joint en annexe 2 de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2018-156 en date du 26 avril 2018 approuvant le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI, les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine, le principe de leur financement et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, telle que jointe en annexe de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le MAIRE : Qui demande des précisions auprès de Madame MARION ? Madame JANNIN [NDLR : non présente en séance] et moi-même ne prenons pas part au vote. Contre ?

Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

6. Zone d'aménagement concerté EAI Programme des équipements publics Approbation

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du code de l'environnement, la création de la ZAC a

été précédée d'une étude d'impact. Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil municipal a approuvé les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact de la future ZAC. Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact accompagné de l'avis de l'autorité environnementale et du carnet de réponses, et pris en considération les observations et propositions recueillies auprès du public au cours de la procédure de mise à disposition.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :

- l'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
- le secteur des Chasseurs composé pour partie d'îlots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public ;
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques ;
 - réseau d'eaux usées ;
 - réseau d'eau potable et défense incendie ;
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique ;
 - réseau de télécommunications ;
 - réseau de chaleur urbain ;
 - génie civil de vidéo-surveillance ;
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux ;
 - un groupe scolaire de 20 classes ;
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable) ;
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie

seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

Le financement des équipements publics de la ZAC est assuré par l'opération d'aménagement ainsi que par une participation de la Ville de Montpellier d'un montant de 38,9 millions d'euros HT.

En application de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté (ZAC) EAI relevant de ses compétences. En date du 26 avril 2018, le Conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC EAI,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement
- et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Conformément à l'article R. 311-8 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le programme des équipements publics joint en annexe de la présente délibération, qui précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme des équipements publics pour la Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le MAIRE : Qui demande la parole ? Pas de demandes d'interrogation. Madame JANNIN [NDLR : non présente en séance] et moi ne prenons pas part au vote, ni au débat. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix

exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

7. Zone d'aménagement concerté EAI

Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M sur les modalités de remises d'ouvrages et les participations financières liées au volet eau potable

en dehors du périmètre de la ZAC

Approbation - autorisation de signature

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), située dans le quartier de la Croix d'Argent à Montpellier et qui a fermé ses portes à l'été 2010, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle), avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

La Ville de Montpellier a décidé de saisir cette opportunité exceptionnelle en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté de 35 hectares, situé à proximité du centre-historique et au potentiel remarquable, pour le remobiliser au service de son développement urbain, de son rayonnement et de la création d'emploi, plus particulièrement dans le domaine des Industries Culturelles Créatives (ICC).

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m², doté d'un important patrimoine militaire bâti et d'un ancien terrain d'entraînement qui constitue désormais un vaste parc, auquel les Montpelliérains témoignent un fort attachement depuis son ouverture en janvier 2011.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville a, par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en 2016, l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

La création de la ZAC EAI :

Par délibération du 18 juin 2015, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'aménagement concerté (ZAC) EAI et les objectifs de concertation et d'association du public.

Par délibération du 26 janvier 2017, le Conseil municipal a arrêté le bilan de la concertation préalable et a approuvé le dossier de création de la ZAC EAI.

- Le périmètre de la ZAC représente une surface de 19,5 hectares comprenant :
- l'ancienne caserne Guillaud et un petit secteur avenue Lepic ;
 - le secteur des Chasseurs composé pour partie d'îlots construits situés au sud de la rue des Chasseurs.

L'objectif de la ZAC est de réaliser environ 2 500 logements à terme constituant une offre alternative à l'étalement urbain et contribuant à dynamiser la requalification des quartiers riverains. Elle permettra également la création de 30 000 m² environ de services, commerces et activités. Enfin, il est prévu la construction de 2 équipements publics de proximité : un groupe scolaire de 20 classes à terme et une crèche de 48 berceaux.

Le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC EAI inclut :

- les équipements publics d'infrastructure dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, aire de jeux, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseau d'eaux usées,
 - réseau d'eau potable et défense incendie,
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - réseau de télécommunications,
 - réseau de chaleur urbain,
 - génie civil de vidéo-surveillance,
- les équipements publics de superstructures dans le périmètre de la ZAC :
 - une crèche de 48 berceaux,
 - un groupe scolaire de 20 classes,
- les équipements publics d'infrastructure hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement, la création et le dévoiement éventuel d'ouvrages et réseaux à l'extérieur de la caserne (HTA et eau potable),
 - l'aménagement du parc Montcalm (y compris bassins de rétention).

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception de la crèche qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier ainsi que, hors du périmètre de ZAC, du renforcement du réseau HTA qui sera réalisé par ENEDIS et des travaux d'eau potable qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet d'ensemble est par ailleurs l'opportunité d'améliorer la situation hydraulique des bassins versants existants, dont les ouvrages sont à ce jour déjà saturés. En concertation avec l'Etat (service hydraulique de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et les services de la Métropole, il est proposé que l'ensemble des eaux pluviales de la ZAC soit envoyé à terme dans le Lantissargues, via les aménagements du parc Montcalm. L'ouvrage d'assainissement unitaire de l'avenue Lepic qui déborde lors d'épisodes pluvieux peu intenses et n'assure donc pas efficacement l'évacuation des eaux de pluies de la partie Nord de la caserne Guillaud vers le ruisseau des Aiguerelles, sera ainsi déchargé.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales, eau potable et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement. Le réseau d'alimentation électrique haute et basse tension sera remis au concessionnaire du réseau.

S'agissant des équipements publics réalisés à l'intérieur de la ZAC et destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences, ils seront pris en charge par l'opération d'aménagement. Ainsi, aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement des équipements publics destinés à lui être remis n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

S'agissant des équipements publics d'eau potable situés hors du périmètre de ZAC, le financement de l'extension du réseau sous la rue des Chasseurs sera pris en charge à 100% par l'opération : le montant de la participation de la ZAC a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 200 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas).

Par ailleurs, des travaux de renforcement des ouvrages de l'étage 80 du réseau d'eau potable (stockage et réseaux) sont programmés dans le schéma directeur d'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ; un raccordement du réseau interne de la ZAC EAI sur l'étage 80 s'avère nécessaire pour desservir les futurs bâtiments avec une pression suffisante jusqu'aux derniers étages : le montant de la participation de la ZAC à ce renforcement du réseau AEP a été évalué par Montpellier Méditerranée Métropole à 600 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas), soit 50 % du coût total estimé, défini au prorata des besoins générés par la ZAC par rapport aux besoins totaux futurs identifiés de l'étage de pression.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur. Toutefois, le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 2 500 logements de la ZAC et les 30 000 m² d'activités, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Un projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur s'avère nécessaire pour préciser les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC (extension et renforcement des ouvrages d'eau potable), ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole. Il est joint en annexe de la présente délibération.

Par délibération du 26 avril 2018, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en a approuvé les termes.

La Ville de Montpellier ayant confié l'aménagement et l'équipement des terrains de la ZAC EAI à la SA3M par le biais d'une concession d'aménagement approuvée le 25 juin 2012 et signée le 11 juillet 2012, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les termes de cette convention

tripartite dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier et la SA3M aménageur qui précisera les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet eau potable en dehors du périmètre de la ZAC, ainsi que les modalités de réception des travaux et de remise des ouvrages à Montpellier Méditerranée Métropole tel que proposé en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le MAIRE : Madame JANNIN [NDLR : non présente en séance] et moi ne prenons pas part au vote, ni au débat. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur le Maire : Je félicite le nouveau doyen de la faculté d'Odontologie, mon ami Jean VALCARCEL, qui a succédé à mon ami Philippe GIBERT. Nous pouvons l'applaudir.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je félicite aussi mon ami Rémy LEVY, nouveau bâtonnier de l'ordre des avocats.

Applaudissements.

**8. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Lot 4a1
SAS "Campus créatif"**

La reconversion du site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), dans le quartier Croix d'Argent, constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Ville de Montpellier. En complément du développement de nouveaux quartiers, ce projet vise à réintroduire

une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce site et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

A l'issue d'une phase de concertation préalable, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances, mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter ;
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité des modes d'habiter et des activités, où le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer ;
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 hectares d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 22 décembre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société « Campus Créatif » pour le lot n°4a1 de la ZAC EAI.

Maître d'ouvrage : SAS Campus Créatif
140 rue Robert Koch
34080 Montpellier

Localisation du projet : Section HY n°548

Surface du lot : 3 559 m² environ

Nature du projet : Un ensemble immobilier regroupant :

- écoles et équipements annexes
- logements étudiants
- un parking en sous sol

SDP envisagée : 15 467.28 m² dont :

- 7 109.88 m² de SDP pour l'implantation des écoles et des équipements annexes
- 8 357.40 m² de SDP pour les logements étudiants

SDP maximale autorisée : 15 600 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de la société « Campus Créatif », en vue de la réalisation d'un ensemble immobilier regroupant des écoles et équipements annexes, des logements étudiants et un parking en sous-sol dans la ZAC EAI ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le MAIRE : Je ne prends pas part au vote et Madame JANNIN non plus [NDLR : non présente en séance]. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur le MAIRE : Oui, mais je félicite aussi Raphaëlle CHALIE, parce qu'elle a fait un bon score. Et Raphaëlle CHALIE, moi je l'aime beaucoup, je vais vous dire pourquoi. J'aime aussi beaucoup Rémy LEVY. J'aime beaucoup Raphaëlle CHALIE parce qu'elle a beaucoup aidé le Musée Fabre. Il faut lui rendre hommage. Et elle continue.

9. ZAC OVALIE
Demande d'agrément de candidature
Tranche 7 - Lot n°6bis A
“ACM Habitat”

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention

publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 33000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier : la place Varières et la place de la Providence.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature du bailleur social «ACM Habitat » pour le lot 6bisA de la tranche 7 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat (OPH)
407 avenue Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°131p, PB n°271p et PB n°273p

Surface du lot : 701 m² environ

Nature du projet : 32 logements collectifs sociaux.

SDP envisagée : 2 400 m² de SDP

SDP maximale autorisée : 2 520 m² de SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat », en vue de la réalisation d'une opération de 32 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le MAIRE : Monsieur ASSIE, Monsieur CASTRE, Monsieur COTTE, Monsieur EL KANDOUSSI, Madame LEVY-RAMEAU et moi-même, ainsi que Madame MIRALLES et Madame JANNIN [NDLR : non présente en séance] ne prennent pas part au vote. Je continue : vous m'arrêtez si vous voulez des précisions. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE de par la procuration donnée à Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI avec la procuration de Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

Madame Stéphanie JANNIN entre en séance.

10. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisansaux, de fonds de commerces et baux commerciaux à l'avenue Georges Clemenceau

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur », lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

Dans le cadre de la loi du 2 août 2005, précisée par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, la Ville a décidé en 2010, de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité, en définissant un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité. A ainsi été instauré un droit de préemption spécifique sur les cessions de fonds artisansaux, de fonds de commerces et baux commerciaux par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010. Ce périmètre a été étendu par délibération le 29 septembre 2015.

14 secteurs sont à ce jour inscrits dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac-faubourg de la Saunerie-boulevard Clemenceau,
- Boulevard de l'Observatoire, boulevard du Jeu-de-Paume et Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue St Guilhem,
- Rue de Verdun – Rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – place Carnot,
- Cours Gambetta – plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevards L.Pasteur et L. Blanc – Place Albert 1^{er} – rue de l'Université,
- Rues de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély,
- Rue Maguelone
- Grand'rue Jean Moulin (partie Sud-Ouest)
- Boulevard Victor Hugo

Cet outil permet à la Ville de suivre et d'analyser l'évolution des mutations commerciales sur ces secteurs et, ponctuellement, de mener une action publique pour les orienter et les maîtriser. Cette action est conduite dans la logique de poursuite des objectifs suivants :

- la préservation de l'attractivité et de la chalandise spécifiques des pôles commerciaux structurants du centre-ville ;
- la possibilité, par la maîtrise de fonds de commerce en complément des murs associés, d'agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières ;
- la volonté d'amortir l'impact du processus de spécialisation excessif de certains sites et linéaires commerciaux ;
- le souhait de pouvoir anticiper toute démarche spéculative et surenchère résultant de la mise en œuvre des projets urbains structurants.

Il est proposé, par la présente délibération, d'étendre ce périmètre à l'avenue Georges Clemenceau.

Par sa configuration, sa position et sa structuration, l'avenue Clemenceau représente un axe majeur de la Ville. Le commerce y joue un rôle déterminant, son linéaire est significatif. La perte de qualité commerciale a des conséquences sur l'image donnée à l'avenue et, par extension immédiate, impacte celle du centre-ville. Le commerce actuel est en perte remarquable de vitesse et se caractérise par un déficit global d'attractivité.

Il paraît essentiel d'agir rapidement sur le devenir du commerce sur cet axe et d'utiliser les outils ad hoc afin d'orienter la qualité, les activités et, complémentaiement, en vue de maîtriser les mutations dans le cadre des opérations d'aménagement urbains à venir. Le passage de la future ligne 5 de tramway, l'opération « Passage Clemenceau », et les opérations de renouvellement urbain engendreront des mutations rapides. Il est par conséquent nécessaire d'encadrer et définir une démarche cohérente vis-à-vis du commerce, qui est un des principaux vecteurs de la requalification de cette avenue.

Le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité intégrant le nouveau secteur et le rapport d'analyse afférent ont été soumis pour avis à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et à la Chambre de métiers et de l'artisanat en application de l'article R.214-1 du Code de l'urbanisme. Les avis respectivement rendus les 28 et 7 mars derniers sont favorables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux sur l'avenue Georges Clemenceau, délimitée conformément au plan joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Nous anticipons le passage de la ligne 5. Je ne prends pas part au vote et Monsieur COUR non plus. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Si, si Madame MARION, elle prend part au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Christophe COUR, Philippe SAUREL.)

Madame Perla DANAN donne procuration à Monsieur Jean-Luc COUSQUER et sort de séance.

**11. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 26 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à la Société l'ARBRE BLEU 2
Création d'une épicerie bio et bar à jus**

Dans le cadre de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et de son décret d'application n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Par décision en date du 27 février 2012, la Ville de Montpellier est devenue propriétaire, à la suite de l'exercice de son droit de préemption, du droit au bail de la société ORTHOPEDIE RICHTER situé 26 rue du faubourg du Courreau, sur le bien cadastré section BX n° 450.

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial annuel de 12 000 €, auquel s'ajoutent 100 € de provisions sur charges mensuelles. Le droit au bail est proposé au prix de 30000 €, les frais d'acte étant à la charge du repreneur.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a initié, le 3 avril dernier, une procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 26 rue du Faubourg du Courreau et a approuvé le cahier des charges de cession en vue de trouver un repreneur pour ce local sur appel à candidatures.

Une seule offre a été reçue, elle porte sur un projet d'épicerie bio, bar à jus et « raw food » (cuisine crue et naturelle) porté par la société et l'enseigne « L'ARBRE BLEU 2 » dirigée par Monsieur Wilfried LEMAIRE, demeurant 295 rue Daumas à Montpellier, et Monsieur Xavier LLONGUERAS domicilié 6 rue Balard à Montpellier.

Le concept envisagé est une épicerie bio, bar à jus frais, produits locaux, vin naturel ou biodynamique.

L'offre de rachat est conforme à la mise à prix soit 30.000 €.

L'offre de cette enseigne répond aux objectifs poursuivis par la ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce, la Ville souhaitant renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le projet commercial paraît qualitativement satisfaisant et amène une offre nouvelle, en lien avec les tendances actuelles de l'alimentation. L'objectif de ces professionnels est de créer un espace convivial et chaleureux. L'approche économique est cohérente et les futurs exploitants présentent a priori les qualifications requises, l'expérience positive de de cette même enseigne, rue Frédéric Peysson, étant un gage du savoir-faire de l'exploitant.

Il est proposé au Conseil municipal de retenir ce projet. La régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affermie en fonction de la décision définitive du bailleur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession par la Ville du droit au bail du local situé 26 rue du Faubourg du Courreau pour un prix de 30.000 € net vendeur, à la société L'ARBRE BLEU 2 ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité d'épicerie bio, bar à jus et cuisine naturelle « raw food »,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Si. Contre ? Abstention ? Oui, Madame BODKIN et Madame MARION répondra sur l'affaire 11.

Maud BODKIN : Ce n'était pas une question. C'était juste pour souligner, parce que ce sont des affaires sur lesquelles nous passons en général assez rapidement, là il s'agit de l'implantation de commerces de qualité au sein du Faubourg du Courreau que nous avons inauguré avec vous Monsieur le Maire et de nombreux élus samedi dernier.

Monsieur le Maire : Et de très nombreux habitants.

Maud BODKIN : Et de nombreux habitants. J'ai été marquée par l'accueil que vous avez reçu et les remerciements que vous avez reçus parce que les gens se sont rendus compte que le centre-ville va mieux, que ceux qui avaient promis pendant des années de refaire le Courreau ne l'ont jamais fait. Nous, nous l'avons fait. Nous implantons du commerce de qualité. Là, il s'agit d'une épicerie bio, si mes souvenirs sont bons. Il va y avoir également une épicerie fine qui va s'implanter, un bar à vins. Le Courreau est vraiment en train de reprendre vie. Je crois que c'est primordial dans le trajet commercial que vous avez dessiné sur le centre-ville en lien évidemment avec la ligne 4 du Tramway que nous avons terminée et le Jeu de Paume, les Halles Laissac inaugurées en décembre en lien avec la Grand Rue. Bref : ce trajet que vous rappelez souvent. Je crois que c'est une affaire importante. Il y en a plusieurs que nous avons déjà votées. Il fallait le souligner, parce que le

Courreau va mieux, il reprend vie. Que c'était agréable de se balader au soleil avec ces petits tournesols, avec ces enfants qui jouaient ! Bref, merci pour cela et merci pour le centre-ville.

Monsieur le Maire : Merci Mademoiselle BODKIN. Madame MARION.

Monsieur le Maire : Si, pourtant il y a des choses à commenter et des choses à rajouter, parce que le faubourg du Courreau n'est pas terminé. Nous allons installer avec Monsieur de VERBIZIER, des micro-fleurissements en octobre, avec l'accord des riverains, avec l'accord des commerçants, afin que nous puissions poursuivre le travail de végétalisation du centre-ville, comme nous l'avons fait avec la rue de la Méditerranée.

Deuxième point : nous allons mettre des dispositifs anti-stationnement sur le bas de la rue du Courreau, alors certes avec des bacs à fleurs, mais aussi avec des potelets, parce que, ce n'est pas le tout de faire des grands espaces publics latéraux, si c'est pour y laisser entreposer des véhicules. Là, les terrasses ne peuvent plus sortir des cafés ; les commerçants ne peuvent plus s'épandre sur leur terrasse. Les habitants, les poussettes, les personnes à mobilité réduite et les vélos sont largement ennuyés par ces dispositifs. Oui, Monsieur COUR.

Christophe COUR : Pourquoi les micro-fleurissements n'ont pas été prévus au départ, avant ou pendant les travaux ? Parce que là, maintenant, tout est bétonné. Il va falloir recasser.

Monsieur le Maire : Parce que l'on plante en octobre.

Christophe COUR : Non, mais je me doute bien que l'on plante en octobre, mais préparer le terrain, etc....

Monsieur le Maire : Ce sont des micro-trous comme cela. Ce sont des carottes.

Christophe COUR : Oui, mais pour mettre la bonne terre. C'est quand même mieux de le faire avant.

Monsieur le Maire : Monsieur COUR, soyez raisonnable. Soyez raisonnable. Ce sont des carottes comme cela. Vous savez comment c'est une carotte ? C'est une carotte. On carotte le sol ; on met de la terre et on plante à l'intérieur et cela permet aussi de drainer un peu les eaux de pluie. Voilà. Il faut carotter et nous irons carotter avec Madame MARION et Madame BRETTE-CHEVET. Nous irons faire des trous. Des p'tits trous. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Mustapha MAJDOUL donne procuration à Madame Séverine SCUDIER et sort de séance.

**12. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité -
Préemption du fonds de commerce 38 rue du Faubourg du Courreau
Rétrocession à Messieurs BRUNI et PAUL
Création d'un restaurant italien avec épicerie fine**

Dans le cadre de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Le 15 juin 2017, la SARL HLA a déclaré une cession d'un fonds de commerce situé 38 rue faubourg du Courreau, cadastré section BX 118, au prix de 38 000 €.

La SA3M, en qualité de concessionnaire de la Ville au titre de l'opération Nouveau Grand Cœur, a décidé d'exercer le droit de préemption, dont elle est bénéficiaire par délégation, au prix proposé et s'est donc rendue propriétaire de ce fonds de commerce.

Le bail a été consenti moyennant un loyer initial mensuel de 750 € hors charges qui s'élève à ce jour à 875 € plus 40 € de charges.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a initié le 3 avril dernier une procédure de rétrocession de ce fonds et a approuvé le cahier des charges de cession en vue de trouver un repreneur pour ce local.

Une seule offre a été reçue. Le projet concerne une enseigne de restauration dénommée « BORSALINO CAFE », projet porté par Monsieur Barthélemy BRUNI demeurant 295 rue Daumas à Montpellier, et Monsieur Antoine PAUL, domicilié au 10 Quai Clemenceau à Palavas-les-Flots.

Le concept envisagé est un restaurant italien adossé à une épicerie italienne de qualité, avec un « barista » (sommelier du café) qui viendra compléter le projet.

L'offre de rachat proposée est de 40.000 €, la mise à prix minimale étant fixée à 38.000 €.

Cette offre répond aux objectifs poursuivis par la ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce préempté, la Ville souhaitant renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le projet commercial paraît en effet qualitativement satisfaisant et amène une offre nouvelle, originale, qui apporte de la diversité dans la vie du quartier. L'objectif de ces professionnels est de créer un espace convivial et chaleureux à destination notamment des habitants du quartier. Enfin, l'approche économique est cohérente et les futurs exploitants présentent les qualifications requises pour l'exploitation d'un tel commerce. Les expériences professionnelles déclarées par les candidats

semblent satisfaisantes en vue de la réussite du projet.

Il est proposé au Conseil municipal de retenir ces acquéreurs.

Toutefois, la régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affermie en fonction de la décision définitive du bailleur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession par la SA3M du fonds de commerce portant sur le local cadastré BX 118 situé 38 rue du Faubourg du Courreau pour un prix de 40.000 € net vendeur, à Messieurs BRUNI et PAUL ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité de restauration italienne, d'art du café et d'épicerie fine;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des précisions auprès de Monsieur LEVITA ? Madame MARION, Monsieur de VERBIZIER et moi-même ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Henri de VERBIZIER, Chantal MARION avec la procuration de Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL.)

13. FONCIER

Retrait de 7 lots de la copropriété n°8 du Petit Bard appartenant à la Ville de Montpellier

Dans le cadre du PRU Cévennes-Petit Bard, la Ville a acquis à la SERM par acte du 29 août 2016 les lots 420 à 426 en nature d'emplacements de parking de la copropriété n° 8 du Petit Bard, située 2 rue des Alisiers.

La Ville de Montpellier, en sa qualité d'unique propriétaire des emplacements de stationnement constitutifs des lots numéros 420 à 426, souhaite retirer lesdits lots de la copropriété, en vue de les céder pour les intégrer à l'espace public métropolitain.

Pour ce faire, la Ville de Montpellier a demandé le retrait des lots ci-dessus désignés pour constituer une propriété séparée, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 65-557 du 10

juillet 1965.

L'Assemblée Générale des copropriétaires, réunie sur convocation régulière du syndic de copropriété, le 10 novembre 2016, a voté à la majorité la résolution n°5 approuvant ce retrait.

La résolution n°6 approuvant le nouvel état descriptif de division de la copropriété a également été votée à la majorité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'entériner la décision de retrait des lots n° 420 à 426 de la copropriété n°8 du Petit Bard appartenant à la Ville ;
- d'approuver le nouvel état descriptif de la copropriété n°8 du Petit Bard ;
- de dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

14. Régularisation foncière - Cession de la parcelle HK 327 à la copropriété du Polygone

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée section HK 327 d'une contenance cadastrale de 16m² sur 6 étages, soit 96 m² bâtis, intégrés partiellement au centre-commercial du Polygone.

Dans le cadre du projet de rénovation du centre commercial, et en complément de la délibération du 28 septembre 2017 portant sur la cession de deux précédentes parcelles et la conclusion d'une convention d'occupation puis de celle du 3 mai 2018 sur la cession de places de parking à la copropriété, il est proposé de régulariser la cession de la parcelle HK 327 à la demande de la copropriété en vue de faciliter l'opération de rénovation du centre-commercial.

Conformément à l'avis des Domaines en date du 3 mai 2018, il est proposé un prix de vente de 750 € par m² soit 72 000 € pour les 96 m² bâtis, au profit de la copropriété du Polygone.

Une fois acquises par la copropriété, ces surfaces seront divisées en nouveaux lots pour être réparties à chaque niveau entre les copropriétaires.

La Ville, en tant que copropriétaire au titre de ses parkings, devra en conséquence procéder au rachat d'un des nouveaux lots issus de la division de la parcelle cadastrée HK n° 327 d'une surface de 39m² répartis sur les 3 premiers niveaux de parkings (P4 à P2).

Le prix sera identique au prix de cession initiale à la copropriété soit 750 € le mètre carré et 29 250 €.

A la suite des cessions intervenues au sein du centre commercial, les tantièmes de copropriété appartenant à la Ville de Montpellier seront recalculés et mis à jour en fonction des nouvelles surfaces issues de la nouvelle répartition notamment des parties communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la cession de la parcelle cadastrée section HK n°327 à la copropriété « de l'ensemble immobilier du centre commercial du Polygone et de ses parkings » au prix de 72 000 € net vendeur ;
- De dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville chapitre 954 ;
- D'accepter l'acquisition du nouveau lot de copropriété qui sera créé à l'issue de la précédente cession pour une surface de 39m² répartis sur les trois premiers niveaux de parking au prix de 29 250 € ;
- De dire que la dépense relative à cette acquisition sera imputée au budget de la Ville chapitre 905 ;
- D'accepter la prise en charge des frais liés à l'acte à hauteur de 50 % et de les imputer sur le budget de la ville chapitre 935 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

15. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

<p>Enseigne « THANH - LONG », restaurant Gérante : Mme <u>Ngoc</u> Lan BELCONDE 3 rue Durand</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 7 000 €) : 6 000 € de subvention travaux plafonnée 1 000 € de subvention MOE plafonnée</p> <p style="text-align: right;">Montant de la subvention : 3 500,00 €</p>	
<p>Enseigne « FLEUR DE PEAU », magasin LA COLLANTERIE Gérant : M Frédéric MANESSIER 22 rue des Etuves</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 7 000 €) : 6 000,00 € de subvention totale travaux plafonnée 1 000,00 € de subvention totale MOE plafonnée</p> <p style="text-align: right;">Montant de la subvention : 3 500,00 €</p>	
<p>Enseigne « PEP'S », association éducatrice et sportive pour enfants Gérante : Mme Perrine POLENNE 6 place Roger Salengro (droite)</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés : 3 400 € de subvention travaux totale</p> <p style="text-align: right;">Montant de la subvention : 1 700,00 €</p>	
<p>Enseigne « NEKO », restaurant Gérant : M. Jonathan CHOUKROUN 14 rue des Sœurs Noires</p> <p>Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés (total de subvention de 5 180 €) : 4 180,00 € de subvention totale travaux 1 000,00 € de subvention totale MOE plafonnée</p> <p style="text-align: right;">Montant de la subvention : 2 590,00 €</p>	

Enseigne « Le Singe à Trois Têtes » (LS3T), agence de communication Gérant : M. Loïs LLOSE 1 rue Parlier <i>4 037,50 € de subvention travaux</i>	Montant de la subvention : 4 037,50 €
Enseigne « Des Rêves et du Pain » SAS, boulangerie Gérant : M. Clément AVIAS 10 rue Eugène Lisbonne <i>1 765 € de subvention travaux</i> <i>360 € de subvention MOE</i>	Montant de la subvention : 2 125,00 €
Enseigne « HISPANOTHEQUE », association culturelle Gérant : M. Blanca AZCÁRRAGA 15 rue Jacques Draparnaud <i>1 957,50 € de subvention travaux</i>	Montant de la subvention : 1 957,50 €
Enseigne « La Table des Poètes », restaurant Gérante : Mme Brigitte LEGROS 16 rue Chaptal / 2 rue <u>Desmazes</u> <i>4 332,35 € de subvention travaux</i> <i>1 000,00 € de subvention MOE plafonnée</i>	Montant de la subvention : 5 332,35 €
Enseigne « CHEZ TANTINE », brasserie Gérante : Mme Florence MOUCHAGUE-BULOT 1 place Rondelet Solde de la subvention 50 % + travaux complémentaires : <i>2 750,00 € de solde de subvention travaux</i> <i>25,60 € de subvention sur travaux complémentaires</i>	Montant de la subvention : 2 775,60 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de ces subventions sera réalisé après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 27 517,95 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 905 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Tout à l'heure, il y a eu – je n'étais pas là, mais on me l'a soufflé – sur le Compte Administratif un vote à l'unanimité des exprimés, c'est-à-dire qu'il y a eu plusieurs abstentions mais pas de votes contre. Sur le Compte Administratif à la Métropole, nous avons eu un seul vote contre. Je le dis pour les journalistes, parce que, les journalistes, pendant des mois et des mois ont dit : « *ça y est SAUREL a braqué les Maires* ». Tout cela, je dirais, nourri par la verve incomparable du Sénateur GRAND. « *Il s'est fâché avec tout le monde, il est tout seul* ». Enfin, bon. Je connais : en 2014, on m'avait dit pareil. Quand on est avec le peuple, on n'est jamais tout seul. Alors, c'est vrai, qu'avec les élites, parfois, je n'y suis pas. C'est vrai. Mais je n'ai pas fait l'ENA ; je n'ai pas fait HEC. Je vais faire comme Monsieur ALTRAD : je suis un fils d'instituteur, un fils d'infirmière d'un petit quartier de Montpellier. Voilà. Je n'étais pas prévu au programme.

Blague à part : à la Métropole, une seule voix contre. J'ai donc fait faire une analyse de tous les votes des Comptes Administratifs des Métropoles du sud de la France et je les aurais très certainement pour le prochain Conseil de Métropole. Et nous comparerons. On verra à Nantes, combien il y a eu de votes contre. On verra à Marseille, combien il y a eu de votes contre. On verra à Bordeaux, combien il y a eu de votes contre. On verra à Toulouse, combien il y a eu de votes contre. Et voilà. Et après, ainsi, ceux qui parlent pourront s'inspirer de la quantité de connaissances que je vais pouvoir leur transmettre, pour ne pas dire d'âneries. Ils seront informés. Voilà. Miam, miam.

J'ai fait voter l'affaire 13. Affaire 14, régularisation foncière : contre ? Abstention ? Adoptée. Oui, ce n'est pas grave. Il vaut mieux la faire voter deux fois que zéro. Affaire 15, Montpellier Grand Cœur. Aide à la requalification des devantures. Qui demande des précisions ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

16. Stationnement Payant sur Voirie

Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)

avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI)

en cycle complet

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS).

Le Forfait de Post-Stationnement est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Désignée par la loi pour l'émission des titres exécutoires, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions propose aux collectivités de notifier pour leur compte les avis de paiement du FPS directement aux usagers. Cette convention couvrant l'ensemble des échanges nécessaires (avis de paiement, avis rectificatif, encaissement, justificatif de paiement et reversement à la collectivité) laisse aux collectivités la possibilité de proposer un FPS minoré.

Après quelques mois de fonctionnement, il apparaît opportun pour améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur de faire le choix du cycle complet.

En effet, avec la convention « cycle complet », l'utilisateur bénéficie de deux canaux de notification, ce qui sécurise le processus d'information à son attention :

- L'avis de paiement déposé sur le véhicule de l'utilisateur ;
- La notification par voie postale de l'avis de paiement du FPS par l'ANTAI, au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné, dans un délai de 7 à 10 jours après envoi du FPS à l'ANTAI.

En cas de disparition ou de perte de l'avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur aura grâce à cette seconde notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis de 90 jours. De surcroît, il pourra effectuer une réclamation nommée RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) avant la date d'expiration de celui-ci (30 jours).

Enfin, comme en cycle partiel, en cas de non-paiement dans un délai de 90 jours, l'utilisateur recevra un titre exécutoire majoré de 50 euros, en raison des frais de traitement étatique.

Dans le cadre du cycle complet, les frais de gestion de l'ANTAI seront de 1,49 euros par forfait post-stationnement traité par leurs services, réévalués chaque année en fonction du coût de l'affranchissement de la poste. L'ANTAI prélève directement cette somme sur le reversement des FPS à la collectivité.

Cette convention se terminera le 31 décembre 2020. Une nouvelle convention sera nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

La collectivité ayant déjà formalisée une convention avec l'ANTAI, le passage du cycle partiel au cycle complet en sera facilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver la convention, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle complet ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions auprès de Lorraine ACQUIER ? Personne. Contre ? Abstention ? Quatre. Cinq ? Attendez, parce que là, vous ne votez pas tous en même temps. Qui s'abstient ? Un, deux, trois, quatre, cinq abstentions, six abstentions. Est-ce là ? Alors attendez, je recommence. Qui vote contre ? Un contre, cinq abstentions. C'est cela. Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 51 voix

Contre : 1 voix (Anne BRISSAUD.)

Abstentions : 6 voix (Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

17. Protocole du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne de l'Hérault

La lutte contre l'habitat dégradé, indigne ou indécent constitue un enjeu majeur des services de l'Etat sur le territoire de l'Hérault, pour la protection de la santé publique et pour l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Cette politique est encouragée par le PDLHI au travers des objectifs qu'il décline et de l'appui technique et juridique qu'il propose.

Dans le cadre de la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (MOLLE), un sous-préfet référent LHI a été nommé, pour l'Hérault il s'agit du sous-préfet de Béziers. Il pilote le PDLHI.

On compte, dans le département de l'Hérault, environ 38 900 logements du parc privé estimés potentiellement indignes, ce qui représente 8,5% du parc de logement (résidences principales).

Ces logements sont à 61,8% de logements locatifs (LP) et 33,8% de logements occupés par les propriétaires (PO).

Cette instance vise à faciliter et développer le travail en réseau et en partenariat de l'ensemble des acteurs du logement dans l'Hérault.

Dans le cadre de ses missions, le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier est un acteur majeur de la lutte contre l'habitat indigne, et perçoit à ce titre une Dotation Générale Décentralisée (DGD).

Le PDLHI peut associer à ses travaux, en tant que de besoin, toute personne ou service compétent dans le domaine de l'habitat.

Objectifs du pôle :

- proposer et coordonner des actions destinées à lutter contre l'habitat indigne;
- permettre l'échange et la coordination entre partenaires intervenant dans le cadre des situations d'habitat indigne, avec procédure ou sans;
- évaluer les actions et en proposer une réorientation éventuelle;
- mobiliser et informer le public et les acteurs institutionnels sur tous les thèmes permettant d'agir contre l'habitat indigne ;
- mettre en place un observatoire nominatif départemental de l'habitat indigne.

Le PDLHI regroupe notamment :

- les services de l'Etat (sous-préfet référent LHI, DDTM, DDCS) ;
- la délégation départementale de l'Hérault de l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) ;
- la délégation locale de l'ANAH ;
- la Caisse d'allocation familiale (CAF) ;
- la Mutuelle sociale agricole (MSA) ;
- les travailleurs sociaux ;
- l'ADIL ;
- les magistrats référents dans le domaine de l'habitat indigne (Béziers et Montpellier) ;

- la direction départementale de finances publiques (DDFiP) ;
- les 3 services communaux d'hygiène et de santé (SCHS) de Montpellier, Béziers et Sète ;
- les principales collectivités locales impliquées et notamment les délégataires des aides à la pierre (Montpellier Méditerranée Métropole, CA Béziers Méditerranée, CA Hérault Méditerranée, Thau Agglo).

Le présent protocole est conclu pour une durée de 5 années à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires.

En sa qualité d'acteur de santé, le SCHS, est un membre permanent du PDLHI, dans ce cadre et afin de pouvoir atteindre les objectifs assignés, il est donc proposé à la Ville de Montpellier de ratifier ce protocole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire de signer le protocole relatif au PDLHI, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions auprès de Lorraine ACQUIER ? Je ne prends pas part au vote, Madame DRAY-FITOUSSI non plus. Madame LEVY-RAMEAU non plus. Madame NAVARRE non plus et Madame YAGUE non plus. Pas de demandes d'intervention. Je mets aux voix : contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Caroline NAVARRE de par la procuration donnée à Chantal MARION, Philippe SAUREL, Annie YAGUE.)

18. Convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) mise en œuvre depuis le 24 mars 2014, renforce la lutte contre l'habitat indigne et non décent par le développement d'outils, comme la déclaration préalable de mise en location, l'exécution des travaux d'office ou encore l'application de la conservation de l'aide au logement.

La lutte contre le logement non décent participe à la prévention de l'insalubrité et permet de maintenir une offre de logements présentant un minimum de confort, et accessibles aux plus modestes. La qualité du logement contribue à faciliter la vie familiale, les conditions d'éducation des enfants et plus globalement le bien être en matière de santé. C'est un déterminant de santé

important.

Depuis la mise en œuvre de la loi ALUR, la CAF s'est dotée d'un outil incitatif et coercitif, favorisant des travaux de conformité : la conservation de l'aide au logement. C'est un véritable levier pour la mise en conformité des logements contribuant ainsi à l'assainissement du parc immobilier dégradé.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) propose la signature d'une convention partenariale de lutte contre la non décence des logements afin de doter la collectivité d'un outil coercitif pour la lutte contre l'habitat dégradé et ainsi clarifier et améliorer l'intervention publique pour l'usager.

Dans la majorité des situations, les logements qui ne répondent pas aux critères de décence ne sont pas non plus conformes au Règlement Sanitaire Départemental, dont la collectivité est applicataire, l'application de cette réglementation par la collectivité est limitée par l'absence de leviers forts pour obtenir la mise en conformité des logements par les propriétaires.

Cette convention permettra d'habiliter le SCHS à réaliser les constats de non décence et les constats après travaux. Les signalements issus du parc privé de logements potentiellement non décents feront l'objet d'enquêtes sanitaires par le SCHS. Si le logement est jugé non décent, et à l'issue d'une phase amiable et contradictoire, la CAF pourra mettre en œuvre la conservation de l'allocation logement (AL) dans l'attente de la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité.

La convention prévoit le versement d'une contribution financière à la Ville à hauteur de 100€ par dossier.

La note interministérielle du 05 mars 2017 relative à la mise en œuvre du décret 2015-191 du 18/02/2015 relatif aux allocations logement et à leur conservation en cas de non-décence du logement, désigne les SCHS comme partenaires privilégiés dans cette lutte.

En sa qualité d'acteur dans la lutte contre l'habitat indigne et non décent, et afin de pouvoir participer à la prévention de l'insalubrité, il est donc proposé à la Ville de Montpellier de signer cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De dire que les recettes seront inscrites au Budget de la Ville, chapitre 931, section de fonctionnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de signer la convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions à Lorraine ACQUIER ? Contre ? Abstention ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 58 voix

Contre : 0
Abstention : 0

Madame Séverine SCUDIER avec la procuration de Monsieur Mustapha MAJDOUL, Madame Chantal MARION avec la procuration de Madame NAVARRE et Madame Clare HART sortent de séance.

19. Convention organisation activités Sécurité Routière 2018 - 2019
Interventions Police Municipale
Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique « vélo » est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2018/2019 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demandes d'intervention ? Une demande d'intervention.
La parole est à Madame CANAUD. Madame ACQUIER répondra.

Nancy CANAUD : Mes chers collègues, je trouve que c'est extrêmement important de mettre l'accent sur la Sécurité Routière et la prévention dans les écoles puisque ces jeunes vont être les conducteurs de demain. Donc, il est indispensable de les initier à la circulation. Maintenant, je voulais savoir si cette convention signée avec la Police Municipale va concerner les écoles privées sous contrat. Comme vous l'indiquez dans la présentation de cette affaire, le Maire dispose d'un champ de compétences en matière de sécurité routière à destination de l'ensemble des citoyens. Il est donc logique que les écoles privées sous contrat bénéficient elles-aussi de cette convention et

dans le cas où les écoles sous contrat n'en ont pas fait la demande par manque d'informations par exemple, il est de votre rôle, Monsieur le Maire en charge de la Police Municipale, au minimum de leur proposer ou de les tenir informées de la possibilité d'organiser ce type d'activités. Je voulais donc savoir un petit peu quelle est votre proposition. Je vous remercie.

Lorraine ACQUIER : A ce jour, il y a dix écoles de la Ville de Montpellier, dix écoles publiques en 2017, sur l'année 2017-2018, qui ont pu bénéficier de ces échanges avec la Police Municipale. Cela représente 91 classes et plus de 2 000 élèves qui ont eu droit à des échanges. Les CM2 ont pu aller sur une piste routière dédiée au vélo pour apprendre et plus de 2 000 élèves ont eu droit, donc, ont obtenu, ont reçu officiellement de la Police Municipale le passeport piéton. A ce jour, la convention porte sur les écoles publiques parce que les écoles privées n'en ont pas fait la demande. Si c'est le cas, elles seront étudiées au même titre que toutes les demandes qu'elles peuvent nous faire sur les différentes occupations.

[PROPOS HORS MICRO]

Lorraine ACQUIER : Elles ont des accords avec la Police Nationale, mais si elles nous demandent, dans le cadre des conventions qu'on peut avoir, des travaux qu'on fait régulièrement avec elles, puisqu'on a des élus de la Majorité qui siègent dans tous les Conseils d'administration des écoles privées, nous regarderons leurs demandes avec attention et avec la même bienveillance que ce qu'on peut faire pour les écoles publiques. Parce que pour la majorité et Monsieur le Maire, il n'y a pas les enfants des écoles publiques et les enfants des écoles privées, il y a les enfants de Montpellier.

Monsieur le Maire : Et on le fera en partenariat avec la Police Nationale. Par convention.

Lorraine ACQUIER : Dans le cadre de la PSQ, cela fait partie des choses, des axes qui pourront être avancés de la même manière que nous allons contractualiser aussi avec le Rectorat. Tous les échanges qu'on peut avoir toute l'année, cela se fait de manière assez informelle. La PSQ va nous permettre de contractualiser et d'officialiser les excellentes relations qu'on peut avoir avec le Rectorat pour la sécurité des petits montpelliérains.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Séverine SCUDIER avec la procuration de Monsieur Mustapha MAJDOUL entre en séance.

20. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier
Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes
et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation
Autorisation à signer la convention

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Montpellier créé en 2006 a développé une expertise et une expérience concernant l'ingénierie et la gestion des dispositifs partenariaux avec les services de la Justice.

A ce titre, il participe au fonctionnement et au pilotage de la Maison de la Justice et du Droit (MJD) implantée sur le secteur Nord de la commune de Montpellier, au cœur du quartier de Celleneuve.

Cette MJD créée par la Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998, vise à favoriser l'accès au droit et la résolution amiable des conflits. Facteur de cohésion sociale, cet équipement se présente comme un lieu de justice de proximité et d'accès aux droits ouverts à tous.

Ce service de justice et de proximité vise à :

- garantir à tous l'accès à une information juridique de qualité ;
- permettre gracieusement à toute personne de connaître ses droits ou d'exercer ses obligations, grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées ;
- permettre aux personnes d'être informées orientées, assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits.

Dans l'objectif d'assurer au mieux son fonctionnement, cette instance est placée sous l'autorité du Président du Tribunal de Grande Instance (Président du Conseil Départemental de l'accès au Droit de l'Hérault) et du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Afin de conforter la couverture géographique des services d'accès aux droits et de justice de proximité, sur l'ensemble du territoire Métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté, par délibération du 20 décembre 2017, le projet de création d'une seconde MJD à Boirargues, commune de Lattes. Par une seconde délibération en date du 20 juin 2018, la Métropole a validé la convention organisant le partenariat entre la Métropole et les services du Ministère de la Justice pour la création et le fonctionnement de cette MJD.

Par ailleurs, le CLSPD, en partenariat étroit avec les services sociaux de la Justice, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) et Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) a mis en œuvre une gestion adaptée du dispositif Travaux d'Intérêt Général (TIG)/mesure pénale de réparation.

C'est pourquoi, afin de mener à bien les missions inhérentes à la création, la gestion au quotidien de cette nouvelle MJD, et garantir une bonne gestion du dispositif d'accueil des TIG/mesures de réparation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier du savoir-faire du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) relevant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) de la Ville de Montpellier.

Pour ce faire, en application des dispositions de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, un projet de convention de gestion a été établi précisant les conditions dans lesquelles la ville de Montpellier, via son CLSPD, assurerait pour le compte de la Métropole la participation de celle-ci au fonctionnement de la MJD.

Ladite convention est jointe en annexe à la présente. Elle précise les missions assumées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole ainsi que le remboursement par cette dernière des moyens humains affectés à ces missions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de gestion précisant les missions effectuées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole et leur remboursement par la Métropole;
- d'autoriser monsieur le Maire ou madame l'adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Lorraine ACQUIER ? Contre ? Abstention ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

21. Intervention d'agents de la Police Municipale Escortes équipes joueurs MHSC et visiteurs Autorisation à signer la convention d'indemnisation

Le Montpellier Hérault Sport Club, dans le cadre de la saison 2018-2019 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'unité motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale.

L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la période d'août 2018 à mai 2019.

Le bénéficiaire représenté par le Montpellier Hérault Sport Club sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières

supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2018 fixés par délibération n° 2017/452 en date du 22/12/2017.

L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés (aller simple ou aller/retour) et de la date de la rencontre (semaine ou dimanche) :

- Escorte aller : 1 équipe du lundi au samedi inclus : 100 euros ;
- Escorte aller : 1 équipe dimanche et férié : 148 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) du lundi au samedi inclus : 300 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) dimanche et férié : 444 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer la convention relative à ces interventions ;
- D'inscrire les titres de recettes correspondants aux budgets 2018 et 2019 sur le chapitre 931 de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix : contre ? Abstention ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**22. Intervention d'agents de la Police Municipale
dans le cadre du festival Family Piknik 2018
Autorisation à signer la convention d'indemnisation**

Le festival Family Piknik est prévu le 5 août 2018 sur la prairie du Domaine de Grammont à Montpellier.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec des conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publique générant une intervention exceptionnelle de la Police Municipale.

Les moyens déployés permettront d'assurer la sécurisation de cet événement et d'assurer la régulation de la circulation aux accès du site, de veiller à l'usage normal des voies publiques et au bon déroulement de la manifestation conformément aux prérogatives des pouvoirs de police de

Monsieur le Maire.

L'intervention de la Police Municipale se déroulera le dimanche 5 août 2018 de 10h00 à 00h00.

Le bénéficiaire représenté par l'Association Moovment Events, 3, rue de l'Orb - 34500 BEZIERS s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de cette intervention et énumérées ci-après avec application des tarifs 2018 fixés par délibération n°2017/452 en date du 22 décembre 2017 :

- 20 agents sur l'amplitude horaire de 10h00 à 22h00 (journée) ;
- 20 agents sur l'amplitude horaire de 22h00 à 00h00 (nuit) ;
- 6 véhicules sur une durée de 12 heures.

Le montant total de l'indemnisation correspondante est estimée à 9 144 € (neuf mille cent quarante-quatre euros).

Il est convenu que ce montant estimatif est susceptible d'être minoré ou majoré suivant le nombre des personnels et matériels effectivement déployés et la durée réelle de l'intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer la convention afférente ;
- D'inscrire le titre de recettes correspondant au budget 2018 sur le chapitre 931 de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la

rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
1687	CROIX D'ARGENT PLUS	Projet	LE PERE NOEL EN CALECHE	500 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	Fonctionnement		500 €
1970	ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE OU DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Projet	ELABORATION DU CD DU CHANT DU CENTENAIRE	700 €
3632	CERCLE CULTUREL AMIS DE MALTE DU LR ET AMICALE ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT'ENTRAIN	Projet	FETE DE RENTREE	700 €
5372	COMITE DE QUARTIER PORT MARIANNE SUD CQPMs	Projet	NOEL DES ENFANTS DU QUARTIER PORT MARIANNE SUD	700 €
6726	VIVRE PARC MARIANNE	Projet	MARIANNE SPORT Quatrième édition	100 €
TOTAL				7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputations citée ci-dessus pour un

montant total de 7 000 €;

- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est Monsieur CASTRE qui présente cela et Madame MIRALLES ne prend pas part au vote. Pas de demandes d'intervention ? Pas de questions à Gérard CASTRE ? Je mets aux voix : contre ? Vous nous faites confiance. Mais c'est hallucinant ! Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Patricia MIRALLES.)

24. Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit.

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1795€

Les associations concernées sont :

MPT MERCOURI : Cultura kid's : 245€

MPT CAILLENS : Comité de quartier Tournezy : 300€, Tae kwon do Montpellier : 280€, Jasmin d'Orient : 300€, Asobô : 500€, Kir'art & Production : 140€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 31 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6820 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin : 110€, Accueil des villes Françaises Montpellier : 110€

MPT CHOPIN : L'art scène : 440€

MPT CURIE : Odette Louise : 110€, Codes 34 48 : 55€

MPT GUILLERME : Vivre ensemble en citoyens quartier Cévennes : 220€, Comité de quartier St Clément : 110€

MPT LAGRANGE : Jazz à tous les étages : 220€, Asmoune : 165€, Les paralyés de France : 110€, Moovenement : 330€, Marécage : 110€, Maison du Tiers monde et de la solidarité internationale : 220€, ideokilogramme : 1375€, Marie Louise BOUILLONNE : 165€, Diabétique Hérault : 110€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 440€, Le passe muraille : 55€, Tin Hinan : 110€, Lez'arts mêlés : 220€, Mots'son : 55€, Eurogrèce : 55€, Carré menthe : 165€, Lève toi et danse : 220€, Dakipaya danza : 770€

MPT MERCOURI : Anim'frimousse : 110€, Clas Inserm : 220€, Eurogrèce : 55€, Fédération des aveugles et amblyopes de France/Languedoc Roussillon : 220€

MPT SARRAZIN : Les petits bouchons : 55€

MPT ESCOUTAIRE : Jasmin d'orient : 55€, Axents le tremplin des entrepreneurs : 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Personne ne demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Clare HART, Madame Chantal MARION avec la procuration de Madame Caroline NAVARRE, entrent en séance.

25. Nouvelle Organisation des temps scolaires et des temps périscolaires

Projet Educatif de Territoire (PEdT)

En vertu du décret 2017-1108 du 27 juin 2017, la Ville de Montpellier met en place, à la rentrée de septembre 2018, une nouvelle organisation des temps de l'enfant à l'école en accord avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN).

Organisation des temps scolaires

Cette organisation est conforme aux décisions de la DASEN, validées lors du Conseil Départemental de l'Education nationale (CDEN) le 29 mai 2018. Ces décisions interviennent après la consultation des conseils d'école qui se sont prononcés à 88% en faveur de la semaine à 4 jours.

Les 24 heures hebdomadaires de classe des écoles primaires (élémentaires et maternelles) sont donc réparties sur 8 ½ journées : les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h30 à 12h et de 14h à 16h30.

Sur proposition des conseils d'écoles et après validation du CDEN, un horaire dérogatoire a été accepté sur les établissements scolaires dont les Conseils d'écoles se sont prononcés sur l'horaire : de 8h45 à 12h et de 14h à 16h45.

Organisation des temps périscolaires

Les temps d'accueils périscolaires sont sous la responsabilité de la Ville, ils sont facultatifs et offrent une prise en charge éducative des enfants sur des horaires élargis, avant la classe, durant la pause méridienne et du repas de midi, le soir après la classe.

Les écoles publiques de la Ville de Montpellier sont ouvertes de 7h 45 à 18h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

- 7h 45 – 8h30 (*ou 8h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) : Le temps d'accueil du matin. Ce temps reste payant et soumis à une tarification sociale.
- 12h – 14h : le temps méridien et de restauration scolaire. Ce temps payant est soumis à une tarification sociale. La réservation est nécessaire pour limiter le gaspillage alimentaire et garantir la meilleure organisation possible.
- 16h30 – 17h30 (*ou 16h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) : Temps gratuit. Etudes surveillées suivi de jeux éducatifs en école élémentaire et accueil après la classe en école maternelle, dans les domaines culturels, sportifs et citoyenneté...). La réservation est nécessaire en maternelle comme en élémentaire afin de garantir la meilleure organisation possible.
- 17h30 (*ou 17h45 dans le cas de l'horaire dérogatoire*) – 18h30 : L'accueil du soir.
- Ce temps reste payant et soumis à une tarification sociale.

Le Projet Educatif de territoire (PEdT)

Le PEdT, mentionné à l'article D.521-12 du code de l'éducation formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant. Il précise les modalités de coopération entre la collectivité et les différentes institutions et décline les ambitions éducatives de la Ville de Montpellier.

Ces ambitions reposent sur trois axes stratégiques :

- **Assurer un environnement propice à la réussite éducative.** Cet axe correspond aux missions « socles » de la collectivité. Il s'agit d'assurer le cadre d'accueil des enfants, un service scolaire de proximité ainsi que le bien-être des enfants grâce à une restauration scolaire saine et équilibrée ;
- **Aider les parents à être partie prenante de la réussite éducative.** Les parents sont des acteurs essentiels et l'objectif est de favoriser leur participation aux instances de décision et de concertation du PEdT ;
- **Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif dans le respect de son rythme de vie.**

Ce dernier axe se décline en 6 objectifs prioritaires :

- Améliorer l'accueil des enfants les plus fragiles (le jeune enfant accueilli à l'école maternelle, les enfants en situation de handicap, les enfants présentant des signes de fragilité dans les domaines scolaire, éducatifs, sociaux ou sanitaires).
- Favoriser la cohérence entre les projets d'école et les projets pédagogiques des accueils péri et extrascolaires.
- Renforcer les échanges entre enfants issus de de quartiers différents dans les lieux éducatifs.
- Rechercher une plus grande complémentarité entre les dispositifs d'aide au travail de l'élève (études surveillées, actions inscrites dans le contrat de Ville, Contrats Locaux d'Accompagnement à la scolarité, accompagnement éducatif, ...).
- Lutter contre la fracture numérique en s'appuyant notamment sur le projet de labélisation des écoles piloté par l'Education Nationale et la Métropole.
- Co-construire un parcours citoyen de l'enfant qui, conformément aux orientations de l'Education Nationale, vise à l'amener à devenir un citoyen responsable et libre. Cet objectif pourra se décliner en plusieurs thématiques et notamment :

- égalité entre les filles et les garçons,
- prévention santé,
- développement durable,
- lien intergénérationnel,
- lutte contre les discriminations.

Le PEdT sera partagé avec les services du Préfet, de la DASEN (Direction Académique des Services de l'Education Nationale) et de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de l'Hérault, qui sont partenaires signataires avec la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2018, la nouvelle organisation des temps scolaires et des temps périscolaires ;
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Sonia KERANGUEVEN ? Monsieur DELAFOSSE. Madame KERANGUEVEN répondra.

Michaël DELAFOSSE : Merci Monsieur le Maire. C'est donc cette délibération qui arrive. Elle est le résultat des dispositions qui ont été prises par le Ministre de l'Education Nationale, de laisser le choix aux communes, soit d'être sur 4 jours et demi, soit d'être sur 4 jours. S'il faut toujours un peu de souplesse quand en matière d'égalité, on arrive à faire les choses, c'est mieux mais on va prendre acte du dispositif qui a été choisi. La première chose, c'est de dire que peut-être dans les formes de consultation, on sait que vous êtes passés par les conseils d'écoles, mais cette question, qui est une question essentielle pour les familles mais surtout pour les enfants et leur réussite, aurait peut-être méritée qu'il y ait un débat public et comme cela s'est passé dans d'autres communes de France, une consultation de l'ensemble des parents d'élèves.

Monsieur le Maire : Comme vous l'avez fait au Département pour changer la carte des collèges ?

Michaël DELAFOSSE : Non mais attendez, la carte scolaire, la carte scolaire...

Monsieur le Maire : Ah, ah ! Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais, Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Mais non. L'organisation des rythmes scolaires....

Monsieur le Maire : Mais si. Je sais comment cela fonctionne.

Michaël DELAFOSSE : Sur la carte scolaire... Et d'ailleurs, Monsieur le Maire, je ne doute pas que vous reconnaissez les efforts et l'évolution des établissements scolaires, des collèges, en termes de mixité sur le territoire de la commune.

Monsieur le Maire : Oui, j'ai vu le classement national, oui.

Michaël DELAFOSSE : Et donc ?

Monsieur le Maire : Madame DRAY, expliquez-lui le classement. Il ne l'a pas vu, Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Attendez, on va s'exprimer sur le plan...

[PROPOS HORS MICRO]

Michaël DELAFOSSE : Oui, oui. Mais mettez-en cause les enseignants de Simone VEIL ou d'autres établissements. Allez-y d'ailleurs.

Monsieur le Maire : Mais moi je parle de la carte scolaire, je ne parle pas des enseignants. Moi, les enseignants, je les adore.

Michaël DELAFOSSE : Non, non, mais on vous écoute, allez-y.

Monsieur le Maire : Moi, je suis fils d'enseignant. Allez-y.

Michaël DELAFOSSE : Non mais vous semblez mettre en cause les établissements scolaires. Allez-y.

Monsieur le Maire : Ah non mais ce n'est pas moi qui ai demandé la parole, c'est vous. C'est quand même incroyable. Cette malhonnêteté intellectuelle.

Michaël DELAFOSSE : Bien sûr. Vous reprenez la parole et vous mettez une suspicion sur un certain nombre de personnes. Allez-y. Allez-y, allez-y.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Voilà, finissez.

Michaël DELAFOSSE : Vous m'avez interrompu. Allez-y.

Monsieur le Maire : Qui est contre ?

Michaël DELAFOSSE : Non, non, non. Attendez.

Monsieur le Maire : Vous ne voulez pas parler. Vous ne voulez pas parler : vous ne parlez pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Michaël DELAFOSSE : On regrette Max LEVITA dans la conduite des débats.

Monsieur le Maire : Adoptée à l'unanimité.

Michaël DELAFOSSE : Non, non, non.

Monsieur le Maire : Vous ne voulez pas parler.

Michaël DELAFOSSE : Non, mais arrêtez. On vote contre.

Monsieur le Maire : Ah, vous votez contre.

Michaël DELAFOSSE : On vote contre.

Monsieur le Maire : Ah ben voilà : vous votez contre.

Michaël DELAFOSSE : On vote contre et on va même vous offrir une explication de vote.

Monsieur le Maire : D'accord, alors on n'a pas encore voté. Donnez votre explication et je ferai voter après.

Michaël DELAFOSSE : Oui, oui. On va perdre dans ce choix 1,9 million d'euros. Ce qui était désigné tout à l'heure dans le Compte Administratif, le fond d'amorçage. 1,9 million d'euros pour accompagner les activités périscolaires en direction des Montpelliérains. Un certain nombre d'animateurs ne participeront plus, puisque mécaniquement il y a réduction de budgets. On aurait souhaité une consultation des parents d'élèves comme l'ont fait d'autres communes et en outre, on observe, alors évidemment pas sur tous, mais que sur certains groupes scolaires, il y a des horaires décalés entre la maternelle et l'école primaire, ce qui va poser un certain nombre de problèmes. Et bien vous verrez à la rentrée. Si, si, si...

Monsieur le Maire : Vous ne connaissez pas le dossier.

Michaël DELAFOSSE : Je vous invite à aller consulter les DDEN sur le sujet.

Monsieur le Maire : Vous répondez comme au Parti Socialiste. Vous ne connaissez pas le dossier et vous sortez des phrases les unes après les autres. Madame KERANGUEVEN, expliquez-lui les horaires.

Michaël DELAFOSSE : Je peux terminer ? Il y a des groupes scolaires où entre l'école maternelle et l'école primaire, il n'y aura pas, et ce sera une difficulté en tout cas, si vous êtes capable de la lever, tant mieux.

Sonia KERANGUEVEN : C'est le choix des parents, Monsieur DELAFOSSE. C'est le choix des familles. 90% des conseils d'école ont voté pour ce retour.

Michaël DELAFOSSE : Quel niveau. Quel niveau. Et on peut terminer ?

Monsieur le Maire : Laissez répondre Madame KERANGUEVEN sur ce sujet des horaires. Madame KERANGUEVEN, expliquez les horaires clairement parce que Monsieur DELAFOSSE ne les a pas compris.

Michaël DELAFOSSE : Et quel est votre plan du mercredi matin pour les familles ? On veut bien le lire dans la délibération.

Sonia KERANGUEVEN : Près de 90% des votes ont été favorables pour le retour à 4 jours. Les parents demandent ce retour à 4 jours. Les enseignants demandent ce retour à 4 jours.

Monsieur le Maire : Est-ce que je peux me permettre ? Les psychologues scolaires, les pédiatres des enfants demandent le retour aux 4 jours. Les fédérations nationales de parents d'élèves demandent le retour, oui, oui, oui. Ne vous inquiétez pas, je lis la presse nationale. Allez-y madame KERANGUEVEN, poursuivez.

Sonia KERANGUEVEN : Concernant les horaires, nous avons présenté, donc, au départ, un horaire, celui de 8h30. Nous avons fait le tour des 7 quartiers pour présenter ces horaires. Les parents nous ont demandé de pouvoir proposer les deux horaires dont celui de 8h45.

[PROPOS HORS MICRO]

Sonia KERANGUEVEN : Ah, bien, j'arrêterai de l'écouter, moi aussi.

Monsieur le Maire : Vous savez, quand on n'écoute rien, c'est qu'on connaît tout par cœur. Je mets aux voix. Qui est contre ? 5 contre. Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 52 voix

Contre : 6 voix (Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE.)

Abstention : 0

26. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique support du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 15 janvier 2018 (délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2017).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière d'un montant de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2018, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles ;

- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORT - Exercice 2018

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SPORTS**:

Code	Structure	Type	Montant
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement	1 000 €
4913	ASSOCIATION SPORTIVE ATLAS PAILLADE	Fonctionnement	16 000 €
6459	ARSENAL CROIX D'ARGENT FOOTBALL CLUB	Fonctionnement	1 500 €
TOTAL			18 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 18 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des précisions à l'Adjoint, Patrick RIVAS ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. Partenariat sportif Ville de Montpellier - Associations Reconduction de l'Appel à Projets pour l'année 2019

Les activités physiques constituent un élément important de l'éducation, de la santé et de l'intégration à la vie sociale.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre d'un partenariat avec les associations sportives du territoire, propose des activités en faveur du Sport pour Tous, permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer une activité variée, de qualité et près de chez lui.

En 2018, ce dispositif a concerné 69 associations réparties sur 60 activités différentes. Plus de 3000 enfants bénéficient d'activités sportives lors des vacances scolaires d'hiver, de printemps, d'été et d'automne.

Des activités à destination des familles au printemps ou encore des stages estivaux complètent le dispositif.

Pour l'exercice 2019, il est proposé la reconduction de l'appel à projets spécifique relatif à ce dispositif. Celui-ci sera ouvert aux associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local.

Celles-ci pourront présenter un projet s'inscrivant dans un cadre général défini autour d'animations sportives pendant les vacances scolaires, d'activités de découverte sans objectif de performance, de promotion de la mixité des publics ciblés et de diversité des activités proposées.

Dans ce cadre, les associations pourront présenter des réponses adaptées en définissant librement le contenu.

Les activités resteront gratuites et seront réservées aux montpelliérains titulaires de la carte Montpellier Sports.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la reconduction de l'appel à projets relatif au partenariat sportif pour l'année 2019 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix : contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. BEACH SOCCER - TERRAIN GERARD BIANCHI

Quartier Près d'Arènes

Demande de subventions

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers d'équipements de proximité de qualité et novateurs. Dans ce cadre, elle souhaite aménager un terrain de Beach Soccer, dans le quartier Près d'Arènes, proche de structures existantes permettant déjà d'évoluer sur du sable dans d'autres disciplines sportives et autour d'équipements dédiés au football.

Codifié depuis 1992, le Beach Soccer est un sport spectaculaire et rapide qui ressemble au football à de nombreux égards.

Sport en plein essor, la Ville s'appuie sur le Montpellier Hérault Beach Soccer pour le développement de cette activité. Ce club, vice-champion de France 2017, a joué l'Euro Winners Cup (Champions League) le 26 mai 2018 au Portugal.

L'implantation du Beach Soccer sur le terrain Bianchi s'inscrit dans un complexe doté de vestiaires, facile d'accès et visible sur l'espace public.

L'aire de jeu sera sécurisée par une clôture grillagée avec des pare-ballons posés derrière chaque but, ces équipements existant déjà sur le terrain. Un point d'eau sera aménagé.

La surface de jeu en sable s'inscrira dans un terrain de dimensions maximales, soit de 37 m x 28 m.

L'enveloppe financière de cette opération est inscrite au budget de la Ville, chapitre 903, pour un montant de 100 000 € TTC et sera réalisée en une tranche. Un marché à procédure adaptée pourra être lancé et des subventions seront sollicitées auprès des organismes compétents comme la Fédération Française de Football.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'aménagement d'un Beach Soccer sur le terrain Gérard Bianchi ;

- de dire que le financement de cette opération sera inscrit au budget 2018 de la Ville, chapitre 903;
- de solliciter des organismes compétents, les subventions les plus larges possibles pour accompagner l'effort financier de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : On se met au *Beach Soccer* maintenant. Je remercie Fabien ABERT qui m'avait proposé cela avec Jean-Louis GASSET à l'époque. Contre ? Abstention ? Adoptée. Je le remercie parce qu'il nous a offert un très joli maillot du Paris-Saint-Germain, celui de DI MARIA. C'est un joli cadeau. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Mesdames Sonia KERANGUEVEN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON et Nicole LIZA sortent de séance.

30. Attribution de subventions **Appel à projets Été à la Mosson** **Ville de Montpellier - Associations sportives** **Exercice 2018**

Le sport est un formidable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de nos concitoyens. La disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs conditionnant l'accès à la pratique sportive. Dans les quartiers relevant de la politique de la ville, les obstacles culturels liés à la faible mobilité des habitants, le poids du cadre familial sur la pratique des jeunes filles et un accès difficile aux aides financières, sont autant de difficultés pour accéder à l'offre sportive proposée sur le territoire.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'appel à projets « Été à la Mosson » a mis en place un programme permettant aux enfants et adolescents de ce quartier, de pratiquer une activité sportive près de chez eux pendant l'été en partenariat avec les associations sportives locales.

L'année dernière, de nombreux enfants et adolescents ont pu bénéficier des activités sportives organisées ainsi pour eux, dans ce quartier.

Par la présente délibération, il est donc proposé de retenir pour la reconduction de cette opération, 5 associations à but non lucratif ayant candidaté à l'appel à projets et qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Appel à projet	INITIATION AU TAEKWONDO	1 000 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Appel à projet	TOURNOI DE FUTSAL	1 000 €
4806	A.S.C. PAILLADE MERCURE	Appel à projet	TOURNOI DE FOOT OU FUTSAL	1 000 €
6612	URBAN DEEJAY SCHOOL	Appel à projet	DANSE ET GRAPH	2 000 €
6720	VOYAGE AU BOUT DE LA CIME	Appel à projet	DECOUVERTE D'UNE ACTIVITE DE PLEIN AIR	2 000 €

Ces sommes représentant un montant de 7 000 € seront prélevées sur le budget du service des sports, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 7 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demandes d'intervention ? Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Aucun problème sur les associations et les subventions. Juste comme nous évoquons le quartier de la Mosson, on voudrait avoir des éclaircissements sur la piscine Neptune et ses horaires de fonctionnement pendant l'été. A un moment, il y avait eu des sujets techniques. C'est un sujet sensible – enfin sensible : important pour les habitants et donc bien vous demander que clairement la plage horaire d'accès pour les familles, les enfants, les jeunes, soit comparable à ce qui existe à la piscine olympique, à quelques détails près bien sûr, mais bien sur la journée durant les deux mois d'été, juillet et août. Vous remerciant des explications que vous pourriez nous donner, même si cela est un peu décalé par rapport à l'ordre du jour, mais je crois que c'est important de rassurer tous les habitants de ce quartier.

Monsieur le Maire : C'est surtout que c'est un sujet qui intéresse le Conseil de Métropole et pas le Conseil Municipal, même si le quartier Mosson fait partie de la Ville, nous sommes bien d'accord. C'est pour cela que je vous invite, Monsieur DELAFOSSE, à venir au Conseil de la Métropole, parce que je ne vous ai jamais vu dans les tribunes et franchement, quand on veut être candidat à la Mairie de Montpellier, il faut considérer que la Mairie de Montpellier ou la Ville de Montpellier n'est pas seule, comme cela, sur une île déserte. Elle est entourée d'une intercommunalité de 31 communes et qui assure des délégations fondamentales pour la vie de la Ville.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Oh ! Ecoutez, c'est très bien. Si vous le suivez à la vidéo, c'est bien. Mais, franchement, nous, on aimerait vous voir, parce que vous pourriez nous expliquer que vous suivez cela à la vidéo : nous ne sommes pas chez vous pour le contrôler. D'accord ? En revanche, si on vous voyait dans les tribunes, on serait ravi. On dirait : « *Voilà un candidat qui s'intéresse à la vie de la Métropole et à la ville de Montpellier dans le contexte métropolitain* ». Cela nous ferait plaisir.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

31. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- Handicap:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1734	MUSIKA	Projet	4EME FESTIVAL HANDIMUSIQUE	500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Solidarité:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ENGAGE-TOI! LA MEDIATION NUMERIQUE DANS LES QUARTIERS DE MONTPELLIER	2 000 €

5662	LE BARIL	Projet	DIS-MOI L'HISTOIRE	5 500 €
TOTAL				7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2874	REDUIRE LES RISQUES	Projet	TAPAJ - TRAVAIL ALTERNATIF PAYE A LA JOURNEE	3 000 €
5847	MOT'SON	Projet	RAP LIVE	5 000 €
TOTAL				8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Contrat de Ville Cohésion Sociale :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
913	ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Projet	LUTTER CONTRE LES INEGALITES EDUCATIVES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES	4 000 €
1033	PASSEURS DE CULTURES PASSEURS D'IMAGES	Projet	KAWA RENCONTRE POLICE POPULATION	4 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	ANIMATIONS SOCIALES	3 400 €
5495	ASSOCIATION MULTI SPORTS SIAM ENERGY	Projet	BOXE THAÏ AIGUELONGUE	1 500 €
6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	JARDINS PARTAGES VERT BOIS	2 000 €
TOTAL				14 900 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Contrat de Ville Education:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
913	ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Projet	LUTTER CONTRE LES INEGALITES EDUCATIVES DANS LES QUARTIERS	1 000 €

			PRIORITAIRES	
--	--	--	--------------	--

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 31 900 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

32. Convention-mémoire entre la Ville de Montpellier et l'Ecole Sup Agro de Montpellier Projet d'étudiants ingénieurs 2018

La Ville de Montpellier-Direction du Parc de Lunaret et l'institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (SUP AGRO) ont souhaité mettre en place un projet commun de développement du pastoralisme au sein du parc zoologique dans le cadre d'une « convention-mémoire ».

Le projet d'étudiants ingénieurs est un des éléments constitutifs d'une unité d'enseignement (ECUE) des cursus d'ingénieurs au contact du milieu professionnel.

Objectifs de la collaboration :

Ce projet, objet de la présente convention, a pour sujet : « **les moutons débroussailleurs du parc de Lunaret** ». Il se déroulera en discontinu à compter du printemps 2018 jusqu'à la fin de l'année civile.

Cette collaboration facilitera la mise en place, par la Ville de Montpellier, d'une gestion pastorale au sein du Parc de Lunaret, dans la continuité de la gestion forestière déjà appliquée et dans le respect du plan de gestion forestier en vigueur sur cet espace.

Ainsi, le projet d'étudiants ingénieurs donnera lieu à la production d'un mémoire ainsi que de divers livrables, qui seront autant d'outils d'aide à la décision pour la gestion pastorale du parc (réévaluation du potentiel pastoral suite aux travaux forestiers, plan de gestion pastoral et calendrier de pâture).

Enfin, ce travail fera l'objet d'une soutenance orale en décembre 2018, dans le respect des conditions de confidentialité éventuellement imposées par la Direction du Parc de Lunaret.

Engagements réciproques :

Dans le cadre du suivi des étudiants, la Direction du parc de Lunaret ainsi que le tuteur campus de Montpellier Sup Agro devront :

- Faire accomplir aux étudiants des travaux correspondant à leurs aptitudes en tenant compte des objectifs du projet ;
- Suivre les étudiants dans leurs activités ;
- Fournir aux étudiants les informations nécessaires en leur permettant d'aller les recueillir ;
- Respecter le planning des périodes libérées pour le projet d'étudiants ingénieurs.

La Ville de Montpellier ne versera aucune indemnité du fait de la prise en charge des étudiants. Cependant, une participation sera versée à Montpellier Sup Agro pour un montant prévisionnel maximum TTC de 750 €, au titre des frais administratifs et de gestion, ainsi que des frais divers (déplacements, achat d'ouvrages).

Par ailleurs, les étudiants s'engagent à n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues pour en faire l'objet de publication, communication à des tiers sans accord préalable de la Direction du parc de Lunaret.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention-mémoire avec l'institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier (Sup Agro) tel que joint en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 en section de fonctionnement.

Monsieur le Maire : Madame MARION ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Chantal MARION avec la procuration de Caroline NAVARRE.)

33. Observatoire de l'Immobilier du Commerce - Convention 2018-2022 - Autorisation de

signer

L'Observatoire de l'immobilier du commerce de l'Agglomération de Montpellier et de son aire urbaine créé par convention signée en date du 21 décembre 2012 est arrivé à échéance le 31 décembre 2016.

L'objet de cet observatoire est de fournir une information précise et consolidée sur les transactions (locations, vente murs, cessions fonds commerce) via un référentiel de localisation et d'activités permettant :

- De connaître le marché de l'immobilier du commerce ;
- D'être un outil d'aide à la décision, tant pour les collectivités et pour les opérateurs privés, en matière de programmation, de réalisation et de mise sur le marché de produits immobiliers ;
- De répondre aux demandes d'implantations nouvelles ou aux besoins des professionnels déjà installés ;
- D'anticiper l'évolution de la demande.

L'année 2017 a permis de tirer le bilan de cet observatoire et de réunir les partenaires afin de définir les axes de développement et d'amélioration de son fonctionnement.

Montpellier Méditerranée Métropole propose à l'ensemble des partenaires dont la Ville , suite à ces échanges, de relancer l'Observatoire pour une nouvelle période de 5 ans en renforçant la collecte des données notamment auprès des commercialisateurs (transactions murs et baux commerciaux) mais également auprès de notre collectivité (Déclarations d'Intention d'Aliéner et données annexes mais qui ont un impact pour la ville centre sur la valeur commerciale des locaux telles que les terrasses, les licences débit de boissons...).

L'animation de l'observatoire de l'immobilier du commerce est confiée à la Cellule Economique Régionale du BTP Languedoc-Roussillon (CERBTPLR), sous le pilotage de Montpellier Méditerranée Métropole.

La CERBTPLR association « loi 1901 » regroupe des organismes professionnels, (bâtiment, travaux publics, matériaux), des maîtres d'ouvrage publics et privés du logement, des maîtres d'œuvre, des organismes financiers spécialisés dans le financement des ouvrages, ainsi que des entreprises, des administrations, des collectivités.

Plusieurs missions lui sont assignées dont l'aide à la décision des professionnels et de l'administration à partir de la connaissance des marchés et de l'appareil de production. La cellule intervient selon différents modes : conduite d'études, suivi de la conjoncture, animation d'observatoires, organisation de journées thématiques.

L'animation de l'Observatoire de l'immobilier du commerce entre pleinement dans les missions de la CERBTPLR qui présente toutes les garanties pour assurer la collecte, l'analyse et la mise en forme et la diffusion des données des signataires et partenaires techniques.

La CERBTPLR doit fusionner courant 2018 avec la CRC Midi-Pyrénées pour devenir la CERC Occitanie (Cellule économique régionale de la construction Occitanie).

Cette nouvelle entité intégrera l'intégralité des engagements pris par l'actuelle CERBTPLR. Par conséquent la présente convention s'appliquera de plein droit à la CERC Occitanie.

Les résultats analytiques de l'Observatoire seront publiés deux fois par an auprès des partenaires et feront une diffusion synthétique grand public après validation des partenaires.

Le budget annuel de fonctionnement de cet Observatoire est de 17 000€ dont 3000€ pris en charge par la Ville de Montpellier par an pour la période 2018-2022.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention 2018-2022 relative à l'Observatoire immobilier du commerce de Montpellier Méditerranée Métropole et de son aire urbaine ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer tous autres documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que les crédits sont prévus au budget de la Ville, chapitre 936.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote et Madame PEREZ non plus. Qui demande la parole ? Personne ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Véronique PEREZ de par la procuration donnée à Véronique DEMON, Philippe SAUREL.)

Madame Maud BODKIN sort de séance.

34. Réhabilitation de la Chapelle de la Résurrection de la Cité Gély – Demande de subventions

Dans le cadre de sa politique culturelle la ville de Montpellier va procéder à la réhabilitation de la Chapelle Gély sise 170 Rue Joachim du Bellay, 34070 Montpellier

Les travaux consistent en un aménagement d'une salle de spectacle à vocation principale pour le théâtre.

Avec des gradins d'une centaine de places assises et une jauge pouvant recevoir cent personnes supplémentaires, la salle permettra d'accueillir des spectacles pour tous publics, scolaires et adultes.

Les travaux sont prévus pour une durée de cinq mois et demi et pourraient démarrer fin juin 2018. Ils sont susceptibles de bénéficier de subventions de différents partenaires notamment de l'Etat dans le cadre du contrat de Ville.

Le montant de l'opération de 696 000 TTC est inscrit au budget 2018 de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réalisation des travaux de réhabilitation de la chapelle Gély ;
- De solliciter les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2018, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à la Culture à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Cinéma Nestor Burma

Adhésion à l'Agence pour le Développement Régional du Cinéma

L'Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC) est une association loi 1901 créée en 1983 à l'initiative du Ministère de la Culture ; elle a pour objet de favoriser la desserte cinématographique de l'ensemble du territoire dans un objectif d'aménagement culturel, notamment en intervenant au profit des zones insuffisamment prises en compte par les mécanismes du marché et au profit d'une pluralité des films et des publics.

Les actions portées par l'ADRC permettent d'améliorer l'accès des salles et des publics à la diversité du cinéma et contribuer ainsi au développement d'un réseau de salles diversifié sur l'ensemble du territoire, de soutenir et accroître la diffusion des films du patrimoine cinématographique ainsi que des films destinés au jeune public ; elles permettent également de répondre à la sollicitation des porteurs de projet, et de tout organisme s'impliquant dans une politique d'amélioration de la desserte cinématographique du territoire, en procédant à toutes missions de conseil et d'expertise, d'information, et d'assistance pour l'évolution qualitative du parc de salles.

Depuis 2017, les exploitants de salles ainsi que les programmeurs de salles doivent adhérer à l'association pour bénéficier des accès aux films ADRC. Cette obligation était déjà effective pour les exploitants ou les collectivités qui sollicitent l'intervention de l'ADRC sur leurs projets de salles.

Le cinéma municipal Nestor Burma, implanté depuis 2011 dans le quartier Celleneuve, classé Art & Essai, et détenteur de plusieurs labels (Jeune public, Patrimoine et Répertoire, Recherche et Découverte) a ainsi pleinement vocation à adhérer à cet organisme, afin de maintenir et de développer un cinéma diversifié sur l'ensemble du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville à l'Association pour le Développement Régional du Cinéma (A.D.R.C.) ;
- De dire que la dépense correspondante, soit 95 €, sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Théâtre Jean Vilar et autres établissements culturels

Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent s'associer afin de réaliser des projets d'actions spécifiques portées par les établissements culturels de la ville dans le cadre de la Politique de la Ville.

Les projets s'articulent autour de trois axes :

- proposer la diffusion de formes adaptées au lieu et à son environnement social et culturel ;
- construire des projets avec les habitants et les associations ;
- développer l'éducation artistique et la médiation culturelle de proximité.

Ces projets répondent aux objectifs opérationnels définis dans le cadre de la Politique de la Ville, en participant à l'appropriation des équipements culturels par les territoires et leurs habitants, et à la construction de parcours de pratiques avec les événements et équipements culturels de ces territoires.

1 - Les projets d'établissements à partenariats associatifs.

Les établissements culturels de la ville de Montpellier (théâtre Jean Vilar, Cinéma Nestor Burma, Lieux d'art et d'histoire, Centre de culture contemporaine La Panacée) ont vocation à irriguer spécifiquement les quartiers prioritaires du contrat de ville enjeu de démocratisation culturelle vers les populations plus éloignées de l'offre traditionnelle.

L'objectif est autant d'inciter les établissements culturels à aller vers les quartiers que d'inviter, par des dispositifs adaptés, les populations éloignées à venir vers les lieux de culture et d'art.

Ces établissements s'appuient sur les acteurs associatifs en lien direct avec les populations pour ancrer leurs projets sur les réalités de territoires. Ils établissent, à ce titre, des partenariats de projets

permettant de compléter leurs champs de compétences respectifs.

Aussi est-il proposé de conclure un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de ces projets, les établissements culturels se voyant confier leur mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engageant à soutenir financièrement les acteurs associatifs associés à hauteur de 10 000 € au titre de l'exercice 2018.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente, et jusqu'au 31 décembre 2018.

2 – Programmation « Le Bar » porté par le théâtre Jean Vilar.

Le théâtre Jean Vilar, situé dans le quartier Prioritaire de la Mosson, propose chaque année une programmation riche et variée, à destination du grand public, mais aussi des publics traditionnellement éloignés de la culture.

Depuis 2016, le projet associé au bar du théâtre répond à cet objectif, en présentant une programmation de petites formes artistiques, concerts de musique, représentations de théâtre jeune public, lectures et soirées participatives, ou encore projets construits en collaboration avec les associations du quartier et les habitants. Il propose ainsi une configuration permettant une plus grande proximité entre les artistes et un public souvent peu familier des salles de spectacles traditionnelles, dans un espace conçu pour être à la fois chaleureux, convivial et ouvert sur le quartier.

Aussi est-il proposé de renouveler le partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de ce projet, le théâtre Jean Vilar se voyant confier sa mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engageant à le soutenir financièrement à hauteur de 30 000 € au titre de l'exercice 2018.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente, et jusqu'au 30 juin 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat susmentionnée avec Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933, en recettes ainsi qu'en dépenses ;
- autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la présente convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Nicole LIZA entre en séance.

37. Festival Family Piknik

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Moovment Event

La 7^{ème} édition du festival Family Piknik, se déroulera au domaine de Grammont les 3 et 5 août 2018, sur des terrains mis à disposition par la Ville de Montpellier ainsi que par Montpellier Méditerranée Métropole.

Organisé par l'Association Moovment Event, le festival Family Piknik permet à un public cosmopolite, de plus en plus nombreux, de partager leur plaisir de l'écoute de musiques électroniques. *Underground* et familial à la fois, le festival s'affranchit de tous les clichés pour laisser place à un rassemblement culturel inédit, où toutes les générations communient au son des musiques électroniques.

Pour l'édition 2018, les organisateurs ont voulu proposer une soirée gratuite par réservation sur internet et Facebook, soirée qui se déroulera le vendredi 3 août ; la journée plus familiale aura lieu le dimanche 5 août.

Dans le cadre de cette manifestation, une forte affluence de public est attendue avec des conséquences importantes en matière de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques.

Il est aujourd'hui proposé de conclure avec l'association Moovment Event une convention de partenariat qui définira les apports et engagements respectifs des partenaires pour l'édition 2018.

L'association Moovment Event s'engage notamment à organiser l'édition 2018 du festival Family Piknik dans le respect des arrêtés et de la réglementation relative à l'organisation d'une manifestation musicale de cette ampleur, avec une information des riverains et usagers du Domaine de Grammont, du centre équestre et du château de Grammont en amont de la tenue de la manifestation. Elle mettra en avant dans sa communication et lors de la tenue du festival de façon visible le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. D'une façon générale, elle s'engage à ce que le site, environnement naturel, soit respecté, protégé et conservé dans un état de propreté et de salubrité compatible avec les autres manifestations et usages du site.

La Ville de Montpellier s'engage quant à elle à mettre à disposition le site du « Petit bois de la chaumière », au sein du domaine de Grammont, ainsi que du matériel et du personnel municipal, valorisés à hauteur de 84 599 € :

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage de son côté à mettre à disposition de l'association les parkings attenants nécessaires au stationnement du public, dans la limite de leur capacité maximale en regard des normes de sécurité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de cette convention ;
- De dire que le montant valorisé de ces mises à disposition, soit 84 599 €, sera inscrit au compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes de l'association ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Personne ne demande la parole. Personne. La Techno n'intéresse personne. Vous n'aimez pas la Techno ? Moi, je l'aime la Techno. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité. Voilà. C'est simple. D'ailleurs je vous invite aussi à venir danser sur Tohu Bohu devant la Mairie pendant le festival de Radio France. C'est trois soirs de suite. Ce n'est pas la peine de faire une nuit complète, mais vous feriez un petit quart d'heure avec les Montpelliérains, cela leur ferait plaisir. On ne peut pas faire cela en vidéo chez soi.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour la Ville.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la Ville.

Les arts plastiques et les arts visuels font partie des domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier. Dans ce cadre, celle-ci soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 3 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 18 000 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE	Fonctionnement	4 000
5238	LES GALERIES DE MONTPELLIER	Projet	6 500
6843	BANANA STREET	Projet	5 000
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
1748	LES RENCONTRES DU COURT	Projet	2 500
	TOTAL		18 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 18 000€;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame KERANGUEVEN ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ?
Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

39. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SANTE - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Projet	JOURNEES SANS TABAC	1 500 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Projet	RAMER POUR SA SANTE	1 000 €
2814	ASSOCIATION FRANCAISE DES MALADES ET OPERES CARDIOVASCULAIRES OCCITANIE	Projet	MON QUARTIER, MA SANTE	800 €
5803	ENTREE DE SECOURS	Projet	DEFIBRILAD'OR	700 €
6856	MIAM	Projet	DE LA GRAINE A L'ASSIETTE	500 €
TOTAL				4 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 4 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Et alors, votre ami Sébastien COTE, je ne sais pas ce qui lui a pris. Le Saint-Esprit lui est tombé sur le front. Il a fait un article formidable sur l'exposition Heinrich Hoffmann. Je me suis demandé s'il ne voulait pas être dans notre liste, si je suis candidat, en 2020, parce que franchement, je ne l'ai jamais vu comme cela. Les bras m'en sont tombés. Mais c'était normal : il n'a dit que des choses vraies, Sébastien COTE. Puis c'est un professeur spécialiste de la période. Cela nous a plu. Il est professeur en Hypokhâgne ? Voilà, c'est cela. Parce que quand il est écrit « professeur », on ne sait pas de quoi. Professeur d'histoire, peut être professeur de lycée, de collège, en Khâgne, à l'université, en IUT. Je ne sais pas ce que professeur veut dire. Il faut mettre « professeur de cela dans tel établissement ». Là, je comprends mieux. Classes préparatoires, voilà. A Joffre ?

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Ce n'est pas lui qui avait la tronçonneuse.

Rires.

Monsieur le Maire : Madame MARTIN-PRIVAT [NDLR : non présente en séance) et moi-même ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

40. Représentation de la Ville de Montpellier aux demi-finales et finales de la Champions League de Handball, à Cologne, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2018

Le samedi 26 et le dimanche 27 mai 2018, se sont déroulées à Cologne (Allemagne) les demi-finales et finales de la Champions League de Handball 2018, organisées par l'European Handball Federation.

Cette saison fut exceptionnelle pour le handball tricolore : le carré final regroupait trois clubs français, dont le club Montpellier HB, seul club français à avoir déjà remporté ce championnat en 2003.

Les équipes se sont rencontrées dans la Lanxess Arena de Cologne, l'une de plus grandes salles omnisport d'Europe.

Le club de Montpellier a été sacré à cette occasion champion d'Europe.

Compte tenu de l'importance de cet événement, vitrine de l'excellence sportive montpelliéraine, M. Patrick Rivas, Adjoint au Maire délégué aux Sports, accompagné d'un collaborateur de cabinet de Montpellier Méditerranée Métropole, a assisté à cet événement.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont donc chacun pris en charge le déplacement de leur représentant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à M. Patrick Rivas, Adjoint au Maire délégué aux Sports, un mandat spécial pour le déplacement en Allemagne du 26 au 28 mai ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, d'un montant de 1586.06 euros, sur le budget de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. Participation de deux artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles à Chengdu du 25 juillet au 31 juillet 2018

La Ville de Chengdu, jumelée avec la Ville de Montpellier depuis maintenant 37 ans, organise, depuis 2013, le « Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles » qui se déroulera, cette année, du 25 juillet au 31 juillet 2018.

Fête annuelle de la Musique, cet évènement organisé par la Municipalité de Chengdu a pour objectif de favoriser les échanges internationaux et d'offrir une plateforme aux jeunes artistes et musiciens des pays invités afin de promouvoir les talents artistiques dans les domaines suivants : chant, danse et musique....

La Ville de Chengdu sollicite la Ville de Montpellier afin d'être représentée à cet évènement en sélectionnant des artistes locaux. La Ville de Chengdu prendra en charge l'ensemble des frais sur place tel que le logement, les transports et la restauration. Resterait à la charge de la Ville de Montpellier, le transport aérien et les frais de visa.

L'Espace Montpellier Jeunesse a sélectionné Simon Crabot, musicien multi-instrumentiste et protéiforme, lauréat de la Bourse Initiative Jeunes 2016 (DCM 2016/231) afin de participer à cet évènement international. Plus connu sous son nom de scène Mowukis, il sera accompagné de Mylène Ricoul, technicienne.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la prise en charge du déplacement de Simon Crabot et de Mylène Ricoul, à Chengdu, du 25 juillet au 31 juillet 2018 ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville, chapitre 936, pour un montant prévisionnel de 3 500 euros.

Monsieur le Maire : Et nous avons reçu le Maire, il y a quelques jours, Luo Qiang. Il est vachement sympa, Luo Qiang. Franchement. C'est vrai. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0
Abstention : 0

42. Participation de la Ville de Montpellier à la 6ème Rencontre des Villes Jumelées et Amies de Fès ainsi qu'au Forum économique Fès Meknès du 27 au 30 juin 2018.

En septembre 2017 a été votée en Conseil municipal, l'extension de l'accord de coopération entre la Ville de Montpellier, la Ville de Fès et Montpellier Méditerranée Métropole. Ce nouvel accord de coopération internationale tripartite porte sur les relations économiques, les échanges culturels, touristiques, universitaires, médicaux, envisageables entre les entités.

Du 27 au 30 juin prochain, la Ville de Fès organise pour la sixième année consécutive la Rencontre Internationale des Villes Jumelées et Amies de Fès sous la thématique « le rôle des Villes Jumelles dans le Développement » ainsi que le Forum Economique Fès Meknès. La Ville de Fès financera l'hébergement, la restauration et le transport local pour 2 personnes de la Ville de Montpellier, du 26 au 29 juin, restera à la charge de Montpellier, le déplacement aérien.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, représente la Ville de Montpellier devant les autres villes jumelles de Fès, présentes à cet évènement.

La participation de Montpellier, au-delà du renforcement des liens d'amitié qui l'unissent avec sa ville jumelle, permettra de renforcer le positionnement stratégique euro-méditerranéen de la ville et de sa métropole.

Cet évènement coïncidera avec la 24^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, ainsi qu'à un représentant de l'administration qualifié, un mandat spécial pour le déplacement à Fès ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville, chapitre 936, pour un montant maximum de 1800 euros.

Monsieur le Maire : Contre ? Oui, Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Quand M. EL KANDOUSSI disait qu'il revenait de Fez, je ne comprends pas : il est indiqué pour la date du 27 au 30 juin. Donc, il y a une erreur dans les dates ?

Monsieur le Maire : En fait, il y a eu deux voyages à Fez. Le premier, c'est Madame MARION avec les entreprises et le deuxième, c'est Monsieur EL KANDOUSSI pour le festival des musiques sacrées.

Abdi EL KANDOUSSI : Je suis rentré plutôt pour siéger ce soir Madame.

Nancy CANAUD : C'est pour cela que je ne comprenais pas bien. Merci.

Monsieur le Maire : Vous avez bien fait de poser la question. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

43. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens, les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales, d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux, des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale, qui héberge, à la fois, des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale, de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 21 décembre 2017, concernant les tarifs 2018, prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King, de manière

ponctuelle, pour 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 12 969 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Association « Coup de soleil »	22/03/2018	Conférence « Israël/Palestine : la défaite du vainqueur »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €
Association « Les Amis de Claude Henri Bartoli »	10 au 20/04/2018	Exposition « petits autels de la mémoire »	Salle de réception de la MRI (tarif à la quinzaine)	1317 €
Association les Sénégalais de l'Hérault	13/04/2018	Ouverture de la 22 ^{ème} édition de la semaine culturelle sénégalaise	Salle de réception de la MRI	912 €
Association « Collectif du 10 mai »	Du 10 au 23/06/2018	Exposition « l'Abolition de l'esclavage, 10 femmes puissantes »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
Collège Lycée « Cité Scolaire Françoise Combe »	Du 30/05 au 6/06/2018	Exposition « Alebrijes, correspondances plastiques »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
Association France Israël	7/06/2018	Conférence sur l'année croisée France Israël « cuisine israélienne »	Salle de réception de la MRI	912 €
Association des Avocats Honoraires	14/06/2018	Réunion	Salle de réception de la MRI	912 €
Rotary Club de Montpellier	19/06/2018	Remise de prix	Salle de réception de la MRI	912 €
Association « Casa de España »	Du 18 au 22/06/2018	Exposition « Lumières et couleurs locales »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €

Université Paul Valéry	20/06/2018	2 ^{ème} colloque international scientifique : « apprendre, transmettre, innover à l'Université »	Salle de réception de la MRI	912 €
NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Consul Général du Maroc	30/07/2018	19 ^{ème} anniversaire de l'intronisation de sa Majesté le Roi Mohamed VI	Salle de réception de la MRI	912 €
Association Ubik-Art	Du 3 au 15/09/2018	Exposition « les âmes en résonnance »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
			TOTAL	12 969 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée, à ce titre, dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur ALBERNHE ne prend pas part au vote pour la Maison des Relations Internationales. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Luc ALBERNHE.)

44. Approbation du rapport de la CLETC en date du 29 mai 2018

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

De nouveaux transferts de charges sont prévus en 2018.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 29 mai 2018. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, annexé à la présente délibération, est soumis à l'approbation des communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transferts, annexé à la présente délibération.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

45. Montant des attributions de compensation provisoires 2018 de la Ville de Montpellier

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes-membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation (AC) a été notifié aux communes le 26 janvier 2018.

De nouveaux transferts de charges sont prévus en 2018.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 29 mai 2018 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation. Ces évaluations prennent en compte la mise à jour des AC voirie-espace public, le transfert de charges des aires d'accueil des gens du voyage (AAGV), le transfert de certaines charges concernant Montpellier, ainsi que le transfert de la médiathèque Jules Verne de Saint Jean de Védas. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation de ces charges transférées.

Compte tenu des nouvelles dispositions ouvertes par l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2016, il est aujourd'hui possible d'inscrire une part des AC en section d'investissement. Dans ce cadre, la CLETC du 29 mai 2018 a proposé aux communes membres d'établir une partie de l'AC 2018 en section d'investissement : en ce qui concerne la compétence voirie-espace public, les AAGV, l'extension de réseaux pour Montpellier ou encore la médiathèque Jules Verne pour Saint Jean de Védas.

Ainsi et conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, il est proposé d'établir l'AC fonctionnement provisoire 2018 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2018	Attribution de Compensation fonctionnement provisoire 2018
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 460,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	2 126 479,83	
Castries	249 997,55	
Clapiers	587 385,33	
Cournonsec	85 601,42	
Cournonterral	527 253,16	
Fabrègues		142 606,71
Grabels	661 456,87	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	1 924 868,69	
Lattes	481 000,04	
Lavérune		613 484,83
Le Crès	993 765,65	

Montaud	97 110,86	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	41 226 615,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 815,08	
Pérols	1 599 213,66	
Pignan	419 618,23	
Prades-le-Lez	719 631,29	
Restinclières	195 232,82	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 379,87	
Saint Geniès des Mourgues	190 263,43	
Saint Georges d'Orques	299 787,35	
Saint Jean de Védas	1 047 225,26	
Saussan	168 187,65	
Sussargues	237 847,33	
Vendargues		1 403 004,12
Villeneuve-lès-Maguelone	495 795,84	
TOTAL	56 856 435,04	2 159 095,66

Il est également proposé d'établir l'AC investissement provisoire 2018 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement provisoire 2018	Attribution de Compensation investissement provisoire 2018
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	14 189,00	
Castries	92 053,00	
Clapiers	3 983,00	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrègues	13 150,00	
Grabels	15 217,00	
Jacou	4 876,00	
Juvignac	217 537,00	
Lattes	380 986,00	
Lavérune	2 092,00	
Le Crès	133 070,00	
Montaud	18 683,00	
Montferrier-sur-Lez	2 616,00	
Montpellier	4 328 463,00	
Murviel-lès-Montpellier	23 413,00	
Pérols	338 200,00	
Pignan	74 343,00	
Prades-le-Lez	26 269,00	

Restinclières	16 365,00	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint Geniès des Mourgues	24 175,00	
Saint Georges d'Orques	10 773,00	
Saint Jean de Védas	257 051,00	
Saussan	1 066,00	
Sussargues	24 442,00	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	19 184,00	
TOTAL	6 299 295,00	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation provisoire 2018 tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de la Ville de Montpellier

L'article R1617-24 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par le Décret n° 2009-125 du 03/02/2009, précise que l'ordonnateur peut autoriser, temporairement ou de manière permanente, l'émission des commandements de payer et les actes de poursuites subséquents, selon des modalités qu'il arrête, après avoir recueilli l'avis du comptable.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Par délibération n° 367 du 24 juillet 2014, le Conseil municipal a accordé une autorisation permanente à la Trésorière Municipale pour les recouvrements par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 300 €.

Par délibération n° V2017/231 du 20 juillet 2017, le Conseil municipal a accordé une autorisation permanente à la Trésorerie Municipale pour le recouvrement par Opposition à Tiers Détenteur inférieurs à 2 000 €.

Afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder à la Trésorière Municipale une autorisation permanente pour les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

La dispense d'autorisation de poursuites est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une autorisation permanente à la Trésorière Municipale pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

*Mesdames Samira SALOMON et Dominique MARTIN-PRIVAT entrent en séance.
Monsieur Gérard LANNELONGUE sort définitivement de séance.*

47. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier - Compléments à la délibération n° V2017-452

I- SERVICES A LA POPULATION

La délibération N°VD/2017/075 du conseil municipal du jeudi 30 Mars 2017 a autorisé la réhabilitation de la salle Feuillade et la création de la 23^{ème} Maison pour tous : **la Maison pour tous Louis Feuillade**.

Ce nouvel équipement ouvrira au public dans le courant du deuxième semestre 2018 et exploitera un cinéma. La Maison pour tous Louis Feuillade cible prioritairement la jeunesse et les familles.

Il est proposé les tarifs suivants :

Entrée cinéma : Maison pour tous Louis Feuillade	Tarifs 2018
Tarif individuel	6 €
Tarif réduit pour les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	4 €
Tarif moins de 12 ans (enfants obligatoirement accompagnés)	3 €
Carte 5 places (non nominative et valable 1 an)	22,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe enfants (centres de loisirs, associations) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif de groupe + 12 ans (associations / ASH Ado...) / gratuité pour les accompagnants (à raison d'1 pour 10)	3,50 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif CE / COSC	4,50 €
Fête du cinéma	3 €
Lunettes 3D	1 €

II- REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC : AUTOPARTAGE SANS STATION FIXE

L'autopartage permet à plusieurs personnes d'utiliser un véhicule commun à ses utilisateurs ou abonnés.

L'activité d'autopartage est définie par l'article L.1231-14 du code des transports comme :
« la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

L'autopartage réduit la dépendance à la voiture et favorise le report vers d'autres modes de mobilité. En ce sens, il réduit la **consommation d'énergie** et les **émissions de polluants**. En outre, il permet de **libérer de l'espace urbain** utilisé auparavant pour le stationnement des véhicules. En 2016, **une voiture en autopartage remplace 5 voitures personnelles et libère 4 places de stationnement** (source ADEME).

La voiture partagée évite la fabrication de 6 à 8 voitures (soit 36 tonnes de CO2 sur 10 ans) et la réduction du kilométrage effectué en voiture permet de réduire les émissions d'un abonné d'1,5 tonnes de CO2/an.

Pour l'utilisateur, l'autopartage représente une économie de 2 000 €/an/personne (pour 5 000 km) par rapport à un véhicule particulier.

L'Etat a mis en place un cadre juridique pour favoriser le développement de l'autopartage avec la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) et

la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles (MAPTAM) ainsi que dans la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV).

Sans attendre le renforcement de son rôle par le législateur, la Ville de Montpellier avait instauré un tarif pour l'occupation de son domaine public par les opérateurs d'autopartage avec station fixe.

L'autopartage « sans station » se développe, il est donc proposé de mettre en place un tarif complémentaire :

	Unité	Tarifs 2018
Autopartage sans station fixe	/	30 €/an/véhicule

Ce tarif est applicable pour l'occupation du domaine public pour tous véhicules électriques en autopartage sans station fixe avec une emprise au sol réduite (inférieure à 3,5 m2).

III- REFACTURATION : OBLIGATION LEGALE DE DEBROUSSAILLEMENT

Le débroussaillage est un acte civique responsable et rendu obligatoire par l'article 131-6 du code forestier. Il constitue la meilleure protection contre le feu, en ralentissant sa propagation. C'est aussi le meilleur moyen de protéger sa maison et ses biens et faciliter l'accès des secours.

Dans l'Hérault, l'arrêté préfectoral du 11 mars 2013, oblige chaque propriétaire à débroussailler à 50 mètres de son habitation et à 5 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès, y compris sur les propriétés voisines si nécessaire.

En zone urbaine, ZAC, camping et aire de caravanes, c'est la totalité du terrain qui doit être débroussaillé.

Les végétaux à couper sont les broussailles, les sous-bois (buissons et arbustes), les végétaux morts, les hautes herbes, les branches basses des arbres et toutes les essences les plus inflammables. Il est préférable de couper les végétaux ligneux (arbustes et arbres) en période hivernale et les plantes herbacées au printemps. Les travaux de débroussaillage en été où le risque incendie est le plus important (forte température et faible hygrométrie) sont à éviter.

En cas de non-respect de la loi portant obligation de débroussaillage, la Ville, après mise en demeure, procédera au débroussaillage d'office et facturera la prestation au propriétaire au tarif suivant :

Obligation Légale Débroussaillage (OLD)	Unité	Tarifs 2018
Travaux d'office de débroussaillage	/	suivant devis adjudicataire à la date de l'intervention + majoration de 8% pour frais de gestion

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les créations de tarifs proposées dans la présente délibération ;
- De préciser que les tarifs seront applicables dès notification ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur LEVITA : Juste un mot mes chers collègues, je vous propose des tarifs pour le cinéma Feuillade et je vous propose également un tarif pour une occupation du domaine public. Il s'agit d'autoriser une entreprise qui s'installe à Montpellier, qui s'appelle TOTEM Mobi, qui met en place un service de location de véhicules électriques en libre service. Vous pouvez repérer ces voitures, elles sont disponibles par géolocalisation. Vous pouvez savoir où elle est. Vous prenez la voiture. Vous vous en servez et vous la laissez n'importe où sur une place de parking. Il faut là un tarif : on leur demande 30 € par an et par véhicule pour soutenir ce beau projet.

Monsieur le Maire : C'est un beau projet.

Max LEVITA : C'est un beau projet qui nous fait gagner du temps, qui nous fait gagner de l'espace. En principe, une voiture en auto-partage remplace cinq voitures. On gagne donc cinq places en stationnement.

Monsieur le Maire : Et de l'énergie grise.

Max LEVITA : Et de l'énergie grise. Madame BRISSAUD, par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure : on ne cherche pas à gagner des sous avec le stationnement. On cherche à offrir un service. Vous allez en ville, il faut que vous ayez une place. C'est ça l'objectif. Le paiement est second. Je passe en seconde position derrière Madame ACQUIER qui décide d'offrir le service. Ce n'est pas l'argent.

Monsieur le Maire : Allez-y Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Alors je tiens à prendre la parole pour vous féliciter parce que vraiment, je trouve que c'est une délibération qui va enfin dans le bon sens. L'auto-partage, c'est effectivement un mode de transport qui est tourné vers l'avenir, pas comme le tram donc félicitations.

Monsieur le Maire : Cela ne durera pas. Les compliments ne dureront pas. Mais cela nous fait plaisir.

Anne BRISSAUD : Quand les choses vont dans le bon sens, je peux le dire. Je trouve cela juste que de toujours imaginer que le tram est une solution du 21^{ème} siècle. C'est une erreur. Donc, dès que vous trouvez d'autres solutions, je m'en réjouis et je pense qu'il faut aller encore plus enfin chercher des solutions ailleurs, puisque visiblement vous ne les avez pas encore trouvées ici. Mais trouvons des solutions. Moi je suis prête à aider là-dessus mais juste arrêtez avec le tram. Cela nous coûte trop cher et on est à un demi-milliard d'investissements sans compter le fonctionnement et l'entretien de la ligne 5. Je pense vraiment que l'on n'a pas les moyens. En revanche, l'auto-partage, on a les moyens et la voiture électrique est un mode de fonctionnement d'avenir donc allons-y.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 47 : contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.
Pour : 55 voix

Contre : 0
Abstention : 0

48. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances

Suite à la modification des statuts de l'association Montpellier Danse, la Ville de Montpellier ne dispose plus de représentants au Conseil d'administration de la structure. Les dispositions de la délibération n° 2016/080 du 25 février 2016 modifiée ayant désigné les représentants de la Ville au sein de cette instance sont donc abrogées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des conséquences de l'approbation des nouveaux statuts de l'association Montpellier Danse sur la représentation de la Ville de Montpellier au sein de la structure ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : La Ville de Montpellier ne dispose plus de représentants au sein de l'Association Montpellier Danse, suite à la modification des statuts de l'association, puisqu'il n'y a que des représentants de la Métropole. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

49. Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 21 décembre 2017 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 21 décembre 2017 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes ;

- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 21 décembre 2017 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 152 structures, pour un montant total de subventions en nature valorisable de 252 039 €.

Date	Ressource	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
01/02/2018	SALLE DES RENCONTRES avec office	ANCOVART	3300	52	3248
01/02/2018	SALLE PETRARQUE	Maison de Heidelberg	620	31	589
02/02/2018	SALON DU BELVEDERE	UFC Que Choisir	320	31	289
03/02/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Unions Régionales des Arts de la Langue-AURAL	620	31	589
03/02/2018	Salle de réceptions Grammont	Association des Unions Régionales des Arts de la Langue-AURAL	2060	52	2008
03/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	VIATGE	320	31	289
04/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Centre Communautaire et Culturel Juif	620	62	558
09/02/2018	Salle de réceptions Grammont	Centre Equestre Municipal Montpellier Grammont	2060	52	2008
11/02/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Les Artistes d'Alice Stern	912	62	850
11/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	620	0	620
13/02/2018	CENTRE RABELAIS	Association Vivre sans thyroïde	1340	52	1288
17/02/2018	SALLE DES RENCONTRES	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	3300	0	3300
17/02/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Bénévoles de Montpellier	456	31	425
17/02/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis de la Sicile	320	31	289
17/02/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Tourisme et Culture de l'Hérault - La Poste et France Telecom	320	31	289
23/02/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	456	31	425
24/02/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants Vietnamiens	1650	0	1650
25/02/2018	Salle de réceptions Grammont	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	3040	104	2936
27/02/2018	SALLE PETRARQUE	DU de Musicothérapie	620	31	589
02/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants et Chercheurs chinois de l'Université de	1650	0	1650
03/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	1650	52	1598
05/03/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Nationale des Assistants de Service Social	320	31	289
09/03/2018	SALLE PETRARQUE	I Dilettanti	620	310	310
10/03/2018	SALON DU BELVEDERE	Vaincre la Mucoviscidose	320	31	289
15/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Génération futures	456	31	425
16/03/2018	CENTRE RABELAIS	AFREE	1340	670	670
16/03/2018	SALLE PETRARQUE	ATD Quart-Monde Comité de Montpellier	620	0	620
17/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	320	160	160
19/03/2018	CENTRE RABELAIS	UNAFAM 34	1340	52	1288
20/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Assemblée Spirituelle des Baha'is de Montpellier	2060	52	2008
20/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Association La Mêlée	1650	52	1598
21/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	IDRAC	456	31	425
22/03/2018	SALLE DES RENCONTRES avec office	CHU DE MONTPELLIER	3300	0	3300
22/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
22/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Université de Montpellier	2060	52	2008
24/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Club Sportif des Sourds de Montpellier (section Football)	2060	52	2008
24/03/2018	CENTRE RABELAIS	Université Paul Valéry	1340	670	670
25/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Montpellier Scrabble	620	62	558
26/03/2018	Salle Jules PAGEZY	ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS	1650	52	1598

29/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Arceaux Vie Active	320	31	289
29/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Chevaliers de la Gaule Montpellier Pêche	456	31	425
29/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Mutualité Fonction Publique	1650	52	1598
29/03/2018	SALON DU BELVEDERE	NIF T	320	31	289
04/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Femmes Actives Mouv	320	31	289
05/04/2018	Salle Jules PAGEZY	ESPOIR MEDITERRANEEN	1650	52	1598
06/04/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants de Polynésie Française	1650	825	825
06/04/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UNICEF Hérault	456	0	456
06/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Université Montpellier III	320	31	289
07/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Lacanienne LR	320	160	160
07/04/2018	Salle de réceptions Grammont	Chemin des Cimes	2060	52	2008
07/04/2018	CENTRE RABELAIS	Lions Club Montpellier La Sérane	1340	0	1340
08/04/2018	Salle de réceptions Grammont	La Baronnie de Caravètes	3040	104	2936
08/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Natyamandir Danses de l'Inde Ex: Leela Festival	620	0	620
09/04/2018	CENTRE RABELAIS	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	1340	52	1288
10/04/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	456	31	425
11/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Association pour la Taxation des Transactions Financières - ATTA	320	31	289
12/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
14/04/2018	Salle Jules PAGEZY	Association des Sénégalais de l'Hérault	1650	825	825
14/04/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Identités et Partage	320	160	160
22/04/2018	Salle de réceptions Grammont	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER EVASION	3040	104	2936
24/04/2018	Salle Jules PAGEZY	ANR - HERAULT	1650	52	1598
26/04/2018	SALLE PETRARQUE	KAWSAY PACHA	620	31	589
27/04/2018	Salle Jules PAGEZY	MUSISCENE	1650	52	1598
28/04/2018	SALON DU BELVEDERE	IDRAC	320	0	320
02/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Association départementale des Anciens Combattants et Prisonniers	320	31	289
03/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	320	31	289
03/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Musée Fabre	320	31	289
04/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Association des Donneurs de Voix	320	31	289
04/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Humanitaire de Montpellier	1650	0	1650
04/05/2018	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	620	31	589
05/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	AFEP	320	160	160
14/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association le Refuge	320	31	289
15/05/2018	SALLE DES RENCONTRES avec office	Congrès AITF	3300	52	3248
17/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Générale Sourds Montpellier Région	1650	52	1598
18/05/2018	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	620	31	589
18/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	INSTITUT MAIMONIDE	320	31	289
19/05/2018	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	620	31	589
19/05/2018	Salle Jules PAGEZY	La Garriga Lengadociana	1650	52	1598
20/05/2018	Salle de réceptions Grammont	La Garriga Lengadociana	3040	104	2936

25/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Ecole élémentaire Alain SAVARY	1650	52	1598
26/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Association AKMA	1650	52	1598
26/05/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Générale Sourds Montpellier Région	320	31	289
27/05/2018	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	3040	104	2936
30/05/2018	CENTRE RABELAIS	Cercle Napoléonien de Montpellier	1340	52	1288
30/05/2018	SALLE PETRARQUE	Université Paul Valéry	620	31	589
31/05/2018	SALON DU BELVEDERE	British Cultural Association	320	31	289
31/05/2018	SALLE PETRARQUE	Compagnie Nationale des Experts Immobiliers	620	310	310
31/05/2018	CENTRE RABELAIS	SPIP 34 - Ministère de la Justice	1340	52	1288
01/06/2018	SALLE PETRARQUE	Association des élèves de l'école internationale Tunon	620	31	589
01/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Handic'Art	2060	52	
05/06/2018	Salle de réceptions Grammont	CHU DE MONTPELLIER	2060	52	2008
05/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Ecole Marie Curie	1650	52	1598
07/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	2060	52	2008
08/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Flamenco	1650	52	1598
08/06/2018	SALLE PETRARQUE	Les Francas de l'Hérault	620	31	589
09/06/2018	CENTRE RABELAIS	AMHG	1340	52	1288
09/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Eglise Protestante Malgache en France	320	31	289
09/06/2018	Salle Jules PAGEZY	La Baronnie de Caravètes	1650	52	1598
10/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Aide aux Cancers et Leucémies chez l'Enfant - La Clé	3040	0	3040
12/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	American Women's Group	456	31	425
13/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	320	31	289
14/06/2018	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	320	31	289
15/06/2018	CENTRE RABELAIS	Conseil de l'Ordre des Avocats - Barreau de Montpellier	1340	52	1288
16/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	RIGPA EUROPE	320	160	160
16/06/2018	SALON DU BELVEDERE	SFP-APA	320	31	289
17/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Fraternité Corse	3040	104	2936
18/06/2018	Salle Jules PAGEZY	École Élémentaire Publique Jules Simon	1650	52	1598
18/06/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Ecole Sécurité Environnement Qualité	456	31	425
18/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	FEU LIQUIDE	320	31	289
19/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association GAMMES	320	31	289
19/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Ecole Berthe Morisot	1650	52	1598
20/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Ouest	320	31	289
20/06/2018	SALON DU BELVEDERE	Association Elèves de CPGE Cachan	320	31	289
20/06/2018	Salle de réceptions Grammont	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	2060	52	2008
22/06/2018	Salle Jules PAGEZY	AMERICA	1650	52	1598
24/06/2018	Salle Guillaume de Nogaret		620	310	310
10 et 11/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Association Philatélique Montpelliéraine	930	93	837
03 et 04/02/2018	SALLE DES RENCONTRES	ECHECS CLUB MONTPELLIER	5825	156	5669
05, 06 et 07/05/2018	SALON DU BELVEDERE	Les Boutographies	1260	124	1136

05/03 et 14/05/2018	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	1240		1240
06 et 12/06/2018	Salle de réceptions Grammont	Jazz à Tous les Etages	4120	104	4016
07 et 14/06/2018	CENTRE RABELAIS	ADAGES - ITEP Bourneville	2680	104	2576
09, 10 et 11/03/2018	CENTRE RABELAIS+ vacation projection	C'Est Rare Film	5763	2158,5	3604,5
10 et 11/02/2018	SALLE DES RENCONTRES	Montpellier Scrabble	5825	104	5721
12/02; 07/05; 11/06; 10/09; 12/11	CENTRE RABELAIS+vacation projection	KINO MONTPELLIER	9624	474	9150
12/02; 09/04; 05/06; 05/07; 05/09/2018	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	3100	155	2945
13 et 14/04/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Centre de Documentation Tiers-Monde	912	0	912
13, 14 et 15/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français (Antenne Pompignane)	1260	0	1260
13, 14 et 15/06/2018	Salle Jules PAGEZY	Association Nationale des Internes en Médecine du Travail	4950	156	4794
14 et 15/04/2018	SALLE DES RENCONTRES	Rotary Club Montpellier Rabelais	5825	156	5669
15/02; 13/03; 05/04; 17/05 /2018	Salle Guillaume de Nogaret	Rencontres Marx	1280	124	1156
15/03; 24/04/ 2018	SALLE PETRARQUE	Cercle Napoléonien de Montpellier	1240	62	1178
17 au 19/05/2018	CENTRE RABELAIS+vacation projection	Collectif ALBA Amérique Latine	4812	237	4575
17 et 18/03/2018	SALLE DES RENCONTRES+office	Euro-Grèce France	7350	156	7194
20 et 21/05/2018	Salle Jules PAGEZY	Bridge Club Montpellierain	4060	2030	2030
20/02; 13/03; 10/04; 09/10; 06/11	Salle Jules PAGEZY	Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	9900	4950	4950
22 et 23/02/2018	SALON DU BELVEDERE	Récits d'Ailleurs	640	320	320
23, 24 et 25/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Manoir du Crime	5330	1892	3438
24/02 et 24/03/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Sénégalais de l'Hérault	912	62	850
25 et 26/06/2018	SALLE PETRARQUE	Centre Sri Chinmoy	1240	62	1178
26/03; 27/03; 29/03; 30/03; 03/04	CENTRE RABELAIS+ vacation projection	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	14436	632	13804
27, 28 et 29/04/2018	Salle Guillaume de Nogaret	SAKANE EXPO	1260	630	630
27/03 et 26/06/2018	SALLE DES RENCONTRES	Etablissement Français du Sang	5570	0	5570
28/06 et 20/12/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	640	62	578
29/01 et 22/03/2018	Salle Jules PAGEZY	Amicale des Retraités Municipaux	3300	104	3196
30/06 et 01/07/2018	Salle Jules PAGEZY	Société Chimique de France - SCF - LR	3680	156	3524
du 11 au 22/06/2018	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	8060	403	7657
du 18 au 22/04/2018	SALON DU BELVEDERE	AGROPOLIS INTERNATIONAL	1900	186	1714
du 19 au 22/04/2018	CENTRE RABELAIS	AGROPOLIS INTERNATIONAL	4710	260	4450
du 19 au 22/04/2018	Salle Jules PAGEZY	GRANDE LOGE MIXTE DE FRANCE-FEDERATION OLYMPE DE	6980	260	6720
du 30/06 au 04/07/2018	SALLE PETRARQUE	Société Chimique de France - SCF - LR	1900	186	1714
les 07,11 et 12/04/2018	Salle Jules PAGEZY	Association ARPAC	4950	156	4794
			279620	25573,5	252039

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : C'est toujours Max qui est aux manettes. Je ne prends pas part au vote. Monsieur Luc ALBERNHE, Madame BOUALLAGA, Madame CHARDES, Madame DANAN, Monsieur DI RUGGIERO, Madame JANNIN, Madame KERANGUEVEN, Madame LEVY-

RAMEAU, Madame LIZA, Monsieur MALEK, Madame MARSALA, Madame PEREZ, Monsieur RIVAS, Madame SCUDIER, Monsieur TORTORICI, Monsieur TRAVIER, Madame YAGUE et Monsieur YOUSSEUS ne prennent pas part au vote. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Juste un chiffre qui vous a peut-être échappé. Vous savez que le principe est que toutes les mises à disposition de salles sont payantes. Quand c'est un tarif réduit ou gratuit, cela passe en assemblée. Là, c'est gratuit. On met à disposition 152 structures et nous renonçons, Monsieur DELAFOSSE, à une valorisation de 252 039 €.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 36 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 19 voix (Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA de par la procuration donnée à Henri MAILLET, Mylène CHARDES, Perla DANAN de par la procuration donnée à Jean Luc COUSQUER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Véronique PEREZ de par la procuration donnée à Véronique DEMON, Patrick RIVAS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER avec la procuration de Mustapha MAJDOUL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.)

Madame Patricia MIRALLES donne procuration à Monsieur Fabien ABERT et sort de séance.

50. Hôtel Baudan de Varennes Hôtel Baschy-du-Cayla Autorisation de classement au titre des Monuments Historiques

La Ville de Montpellier est propriétaire de plusieurs immeubles classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques parmi lesquels sont recensés notamment, les Hôtels particuliers « Baudan de Varennes » sis 2 place Pétrarque et « Baschy-du-Cayla », sis 1 rue Embouque d'Or.

L'Hôtel Baudan de Varennes, demeure médiévale, objet d'une rénovation au XVIIIème siècle, a été depuis, mis en valeur par une restauration de type muséale. Cette architecture particulière lui a valu une inscription, pour les parties façades et toiture, à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté ministériel du 18 octobre 1944.

L'Hôtel Baschy-du-Cayla, dans sa constitution actuelle, a été construit en 1755 à la demande du Comte Baschy-du-Cayla, sur l'emplacement d'une maison du XVIème siècle. Cet immeuble a également fait l'objet d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, par arrêté ministériel du 26 juillet 1990 concernant les parties : façades, toiture, porche d'entrée avec son escalier à vis évidée ainsi que le grand escalier, la salle à manger et son décor de gypseries.

Lors de sa séance du 23 janvier 2018, la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture (CRPS) a examiné le dossier relatif à la protection au titre des Monuments Historiques des hôtels précités et a émis un avis favorable au classement, en totalité, de ces bâtiments communaux.

A la suite du vœu exprimé par la CRPS, l'Etat, Direction Régionale des Affaires culturelles, représenté par le Préfet de la Région d'Occitanie, souhaite proposer à un prochain ordre du jour de la Commission Nationale des Monuments Historiques, le classement des hôtels Baudan de Varennes et Baschy-du-Cayla.

Conformément à l'article L.621-5 du Code du Patrimoine, le classement Monument Historique de ces sites nécessite l'accord de la Ville de Montpellier. En effet, le propriétaire d'un immeuble dont l'Administration instruit une proposition de classement doit formuler son accord de manière explicite préalablement à l'intervention de la décision prise par le Ministre chargé de la Culture.

Compte tenu de l'intérêt que représente cette proposition visant à l'amélioration de la protection du Patrimoine de la Ville, après examen, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le classement, en totalité, des hôtels particuliers Baudan de Varennes et Baschy-du-Cayla au titre des Monuments Historiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Très important. Cela passe à la prochaine CRPA – commission Régionale du Patrimoine. Avant, c'était « des sites ». Patrimoine Architectural peut-être. C'est la commission régionale. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

51. Contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier 19 rue Lallemand Autorisation de signer le contrat de location

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des bâtiments situés au 19 rue Lallemand, comprenant notamment, un immeuble d'un étage, d'une superficie d'environ 70 m², affecté à des activités en lien avec la vie du quartier.

Dans le cadre de sa politique de mise à disposition de locaux à des associations au cœur des quartiers, la Ville a conclu avec la Métropole un contrat de location concernant ces bâtiments depuis le 01/10/2003 pour une durée de 10 ans jusqu'au 30/09/2013. Depuis, des conventions annuelles ont été établies.

Par décision n° MD 2018-219 du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier les locaux précités, à compter du 7 avril 2018, pour une durée d'un an supplémentaire, moyennant un loyer annuel, hors charges, de 8 308 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat de location des locaux cités ci-dessus entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, moyennant un loyer annuel hors charges, de 8 308€ ;
- De dire que ce contrat de location est conclu à compter du 7 avril 2018 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 6 avril 2019 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

52. Marché de maintenance des véhicules et marché de contrôles règlementaires pour véhicules.

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

L'objet du présent acte consiste à autoriser la signature d'une convention de groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour, d'une part, un marché de maintenance des véhicules légers, utilitaires, poids-lourds et engins et d'autres parts, un marché de contrôles règlementaires sur les véhicules des deux collectivités.

Ces véhicules ont vocation à être entretenus au sein des ateliers internes de maintenance, basés au Centre Technique de Garosud, dans la majorité des cas.

Cependant, un marché complémentaire de maintenance est nécessaire pour, d'une part absorber les pics d'activité, d'autres parts, prendre en compte les spécificités techniques de véhicules ou engins pour lesquels les deux collectivités n'ont pas jugé économiquement pertinent de développer des moyens d'action internes.

Les contrôles techniques et contrôles règlementaires sur véhicules font l'objet d'un second marché.

En 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a mandaté au bénéfice de diverses entreprises des budgets avoisinant 500 000 € en dépenses de maintenance et 10 000 € en contrôles règlementaires. Les chiffres sont pour la Ville de Montpellier 200 000 € en dépenses de maintenance et 30 000 € en contrôles règlementaires. C'est sur ces bases budgétaires que les futurs marchés et notamment leur niveau de procédure seront dimensionnés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ces marchés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n° 4 - Autorisation de signature

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les services de la Ville de Montpellier assurent, par convention, l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1^{er} janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre.

Par délibération n°2010/555 approuvée en Conseil Municipal du 13 décembre 2010, la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont conclu, pour une durée de 4 ans, une convention définissant les modalités techniques et financières de l'intervention des services municipaux, conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibération n°2014/501 approuvée en Conseil Municipal du 6 novembre 2014, un avenant n°1 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2015.

Par délibération n°2015/247 approuvée en Conseil Municipal du 18 juin 2015, un avenant n°2 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2016.

Par délibération n°2016/263 approuvée en Conseil Municipal du 22 juin 2016, un avenant n°3 a prorogé la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2018.

Compte-tenu, d'une part, de l'avancée du processus de concertation pour la mise en œuvre du schéma de mutualisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et, d'autre part, que la maintenance des installations de chauffage doit être assurée jusqu'à la fin de la saison de chauffe 2018-2019, il est proposé que la durée de la convention soit prorogée d'un an renouvelable une fois, à compter du 1^{er} juillet 2018.

Il convient par ailleurs de mettre à jour l'inventaire des équipements entretenus, objet de la convention, avec notamment le groupe froid de l'Opéra Comédie ainsi que l'augmentation de surface du Siège de la Métropole, Coupole Sud.

L'actualisation apportée à l'inventaire des équipements de la liste des bâtiments ainsi que celle des indices, entraîne une variation du montant du remboursement des frais de fonctionnement annuel du service par Montpellier Méditerranée Métropole. Le montant annuel est porté de 246 470€ à 248 461€.

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de l'avenant n°4 à la convention relative à la maintenance des équipements climatiques d'une partie des bâtiments de la Métropole entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

54. Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturel "Montpellier Contemporain".

Le Centre de Culture Contemporaine La Panacée va être intégré à l'Etablissement public de coopération culturelle « Montpellier Contemporain » (EPCC MoCo) à compter du 1^{er} juillet prochain dans le cadre de la création du centre d'Art « Montpellier Contemporain » afin de devenir, en association avec l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts et l'Hôtel Montcalm, la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Dans cette perspective, les agents municipaux rattachés au Centre Culturel La Panacée vont être amenés à exercer leurs fonctions actuelles au sein de l'EPCC MoCo et ont donc été sollicités sur la modalité de leur intégration au sein de l'EPCC.

Neuf agents ont sollicité leur intégration au sein de l'EPCC MoCo dans le cadre d'une mise à disposition.

Il est donc proposé au Conseil municipal leur mise à disposition à temps complet auprès de l'EPCC MoCo à compter du 1^{er} juillet 2018, pour une durée de 18 mois, renouvelable après délibération :

- Neuf agents titulaires :
 - Un agent de catégorie A relevant de la filière Culturelle ;
 - Un agent de catégorie B relevant de la filière Administrative ;
 - Sept agents de catégorie C relevant des filières Culturelle, Administrative, Technique et Animation.

Les modalités de la mise à disposition sont présentées dans les conventions ci-jointes.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'EPCC MoCo rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de neuf agents titulaires auprès de l'EPCC Moco ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 933;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame MARSALA et Monsieur TRAVIER ne prennent pas part au vote.
Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER.)

55. Mises à disposition de deux agents de catégorie C auprès d'un service commun de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, le Département du

Développement de l'Aménagement du Territoire.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de deux agents municipaux de catégorie C auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, pour une durée de 6 mois renouvelable à compter du 1^{er} juillet 2018.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver le principe de remboursement des salaires des agents mis à disposition,
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

56. Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet afin d'assurer l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

La mise à disposition arrivant au terme de la période prévue, il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents à compter du 1^{er} juillet 2018, pour une durée d'un an.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la

charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant la nécessité de renouveler les conventions individuelles de mise à disposition des trois agents à compter du 1^{er} juillet 2018, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents de catégorie C entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les conventions individuelles de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

57. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction du Protocole et de l'Événementiel - Modification - Autorisation de signature

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont ainsi mutualisé entre autres leur direction générale des services, leur directeur et chef de cabinet. Comme pour d'autres directions et services, il a été décidé la création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel qui a été mis en place à partir du 1er juin 2015. Il concernait initialement le poste de directeur, puis par avenants le poste de directeur adjoint et les 2 postes de cuisiniers.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction qui nécessitent un pilotage plus direct, il est proposé de distinguer d'une part un service protocole pour la Ville de Montpellier et un service protocole pour la Métropole et d'autre part un nouveau service Protocole et Accueil comprenant des fonctions mutualisées entre la Ville de Montpellier et la Métropole. Ils seront directement rattachés au cabinet.

Ainsi, un avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel est établi. Il propose la suppression des postes de directeur et directeur adjoint et la création du poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier.

Ce service commun requalifié en un service Protocole mutualisé sera donc composé de 3 postes :

- Un Responsable du service protocole et accueil ;
- Un Chef cuisinier ;
- Un Cuisinier.

A terme, des agents de la Ville de Montpellier et éventuellement des agents de la Métropole seront également placés sous l'autorité de ce service commun.

En ce qui concerne le poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier, il est proposé qu'il soit rattaché, dans le cadre du service commun, à la Métropole de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, soient remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur cet avenant à la convention de service commun.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention de création d'un service commun de direction du Protocole et de l'Événementiel ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

58. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élue est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élue est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élue qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-930 200.

Monsieur le Maire : Il y a un élu. Moi. Vous allez voter ? Mais c'est trop gentil.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Mais c'est très gentil. Vous me couvrez de compliments, les uns et les autres. Je suis satisfait. Je dois dire que, comme vous Madame BRISSAUD, je m'en réjouis. Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Oui, oui, je vais la faire revoter deux fois, parce qu'elle est trop bonne.

59. Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical et de la commission de réforme - Approbation

D'après une note du secrétariat général/DRH/Sous-direction de la qualité de vie au travail du Ministère des affaires sociales liée à la saisine du Conseil d'Etat dont l'avis a été rendu le 23 octobre 2014, il revient dorénavant aux collectivités territoriales d'assurer eux-mêmes la charge du secrétariat des comités médicaux et commissions de réforme et l'instruction des dossiers.

Dans le cadre de la loi n°84-53 et ses articles 14 et 23, il est prévu que les collectivités et établissements non affiliés à un centre de gestion assurent par eux-mêmes les missions confiées aux centres de gestion.

Au regard de ces évolutions, la Ville a souhaité mettre en place un secrétariat d'un comité médical et d'une commission de réforme et en a déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Ce secrétariat du comité médical et de la commission de réforme est placé au sein du service Activité – Santé.

Les missions principales assurées par le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme sont :

- l'instruction administrative des dossiers des agents relevant de la fonction publique territoriale.

- la désignation des médecins, de représentants du personnel pour chaque comité médical et commission de réforme
- le suivi et le traitement administratif des dossiers présentés au comité médical et à la commission de réforme
- la prise en charge des convocations adressées aux différents membres, médecins agréés, représentants du personnel.
- la rédaction des Procès-verbaux à l'issue de chaque séance et la transmission des avis.

Aujourd'hui, avec l'accord de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) et des collectivités partenaires (Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée d'Agde, Ville d'Agde, Ville de Sète, CCAS de Sète et de Sète Agglopôle Méditerranée), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se proposent d'organiser les séances du comité médical et de la commission de réforme dans les locaux de la mairie au lieu de ceux de la DDCS, sous la présidence d'un représentant de l'Etat pour les commissions de réforme, chaque collectivité assurant son secrétariat.

Ce dispositif vise à améliorer les conditions matérielles d'organisation des séances du comité médical et de la commission de réforme et à favoriser leur bonne tenue.

Les missions essentielles de la Métropole et de la Ville de Montpellier seront d'assurer, la convocation des médecins, la tenue du calendrier prévisionnel, la communication dédiée exclusivement aux collectivités partenaires des dates et lieux retenus pour chaque instance, l'information aux collectivités, dès qu'elle en aura connaissance, quant à la désignation du Président de séance (acteur DDCS) et des médecins siégeant aux instances.

La Ville et la Métropole accueilleront gracieusement les réunions du comité médical et de la commission de réforme.

Chaque collectivité rémunèrera les médecins siégeant le jour de l'instance en fonction du nombre de dossiers présentés.

Ces dispositions sont consignées dans une convention de partenariat annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

60. Modification des modalités de mise en oeuvre de l'astreinte sécurité civile

La délibération n°V2017/345 prise en Conseil municipal du vendredi 3 novembre 2017 a fixé les modalités de mise en oeuvre de l'astreinte dédiée à la sécurité civile dans le cadre de la mise oeuvre du Plan Communal de Sauvegarde.

Au regard de la réalité opérationnelle et de la nécessité de faire évoluer le nombre de personnes pour assurer l'astreinte « sécurité civile », suite à l'avis du Comité Technique du 13 juin 2017, il est proposé les modifications suivantes :

- Activation : l'astreinte « sécurité civile » est activée en dehors des heures ouvrées de l'administration dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde en prévision ou en cas de survenance d'un événement de sécurité civile (ex : intempéries avec risque d'inondation, ...) et/ou en prévision d'une manifestation publique de grande importance jugée sensible sur décision du directeur de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique et/ou de la Direction Générale des Services ;
- Périodes d'astreintes : l'astreinte « sécurité civile » est également activée durant la période à risque hydrométéorologique (probabilité de survenance des phénomènes méditerranéens ou cévenols), de la semaine 33 à la semaine 49, et de la semaine 8 à la semaine 17. Elle sera réalisée, sous la forme d'une semaine du lundi à 8h30 au lundi suivant 08h30 (en corrélation avec les autres services : astreinte PM, hydro-météo...) ;
- Périmètre des emplois concernés : l'astreinte « sécurité civile » concerne le Directeur de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP), les cadres du service sécurité civile et les responsables des autres services de la direction (hors cadres déjà concernés par une astreinte opérationnelle dont le service de Police Municipale et le Centre de Supervision Urbaine). Elle peut mobiliser, en cas d'événement prolongé et/ou en renfort, plusieurs agents afin d'assurer les missions qui lui sont dévolues, en particulier lors de l'activation du P.C. Communal. L'assistante technique et prévention du service sécurité civile peut compléter cette astreinte pour assurer une assistance et des actions supports (gestion main courante, logistique, ...).

Le tableau des astreintes approuvé par la délibération du 3 novembre 2017 est donc modifié comme suit concernant la DSTP :

Direction	Service	Cadre d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
-DSTP	-Sécurité Civile	-Ingénieur -Attaché -Technicien -Agent de maîtrise -Chef de Police Municipale	-Semaine -Week-end -Nuit -Samedi -Dimanche et jour férié En fonction de la survenu de l'événement	-Activer le Plan Communal de Sauvegarde -Participer à la mise en œuvre des actions communales

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications décrites ci-dessus apportées à la délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Monsieur le Maire : Toujours Monsieur EL KANDOUSI. Pas de demandes d'explications et d'interventions auprès du rapporteur ? Je mets aux voix : contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

61. Modification des modalités d'indemnisation des astreintes et interventions

Par délibération en dates des 17 décembre 2015 et 23 novembre 2017 ont été fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes pour l'ensemble des filières.

- Filières autre que la filière technique :

En application de l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur et au regard de l'évolution réglementaire des modalités d'indemnisation des astreintes et des interventions pour les filières autre que la filière technique, il est proposé les modifications suivantes.

INDEMNITE D'ASTREINTES

Pour les filières, hors filière technique, les montants de l'indemnité d'astreinte sont modifiés comme suit :

Période d'astreinte	Montant de l'astreinte	Compensation en jour
Semaine complète	149.48 €	1.5
Du lundi matin au vendredi soir	45.00 €	0.5
Une nuit de semaine	10.05 €	2 heures
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109.28 €	1
Samedi	34.85 €	0.5
Dimanche ou jour férié	43.38 €	0.5

La rémunération et la compensation en temps des astreintes restent exclusives l'une de l'autre.

La majoration de 50 % lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de la période est toujours en vigueur.

INDEMNITE D'INTERVENTION ET REPOS COMPENSATEUR

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Pour les filières hors filière technique les montants de l'indemnité d'intervention et à défaut, les compensations en majoration horaire, sont fixés comme suit :

Période d'intervention	Indemnité Horaire	Compensation heures majorées de
Jour de semaine	16 €	10%
Nuit (entre 22 heures et 7 heures)	24 €	25%
Samedi (entre 7 heures et 22 heures)	20 €	10%
Dimanche et jour férié	32 €	25%

La rémunération et la compensation en temps des interventions restent exclusives l'une de l'autre.

- Filière technique :

Les autres modalités de paiement des astreintes et des interventions de la filière technique fixées par délibération municipale du 17 décembre 2015 sont confirmées et restent inchangées.

- Application à toutes les filières :

La Ville de Montpellier a délibéré pour la mise en place des différentes astreintes nécessaires à la poursuite de ses missions de service public et définissant pour chaque mission, les périodes durant lesquelles les agents sont placés en astreinte.

Les agents ainsi mobilisés sur les périodes définies par les délibérations précitées seront rémunérés au moyen des différentes indemnisations (semaine complète, du lundi au vendredi, nuit, week-end, samedi, dimanche et jour férié) prévues par les décrets et délibérés par la présente pour les filières hors technique et par la délibération du 17 décembre 2015 pour la filière technique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver ces modifications aux modalités fixées par la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes, tous chapitres.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Chers collègues, merci de ce Conseil qui s'est déroulé vraiment dans une ambiance très amicale, et très positive, et très chaleureuse.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h30.